HORS-SÉRIE

CHARLIE HEBDO

6€

L'ESCROQUERIE NUCLÉAIRE

70 ANS DE RAYONNEMENT ATOMIQUE DE LA FRANCE

LES GRANDES FOLIES DU PASSÉ

LE MOUVEMENT ANTINUCLÉAIRE

LES CADEAUX ÉTAIENT PRESQUE PARFAITS

L'AVENIR D'UNE ILLUSION



TIGNOUS

HORS-SÉRIE 7H / 6 €
SEPTEMBRE-OCTOBRE 2012

CHARLIE HEBDO

L'ESCROQUERIE NUCLÉAIRE

70 ANS DE RAYONNEMENT ATOMIQUE DE LA FRANCE

TEXTES ET ENQUÊTE
FABRICE NICOLINO

HORS-SÉRIE

SOMMAIRE

COMMENT ÇA MARCHE
Le cycle du nucléaire pour les nuls 4

LES GRANDES FOLIES DU PASSÉ 6

Guillaumat, acteur, réacteur et grand manipulateur 8

Le joli temps des suppos au radium 10

L'art de faire la bombe à la maison 12

PORTRAIT.
Mendès France, la mémoire qui flanche 13

Qui a entendu parler de la commission Peon ? 14

PORTRAIT.
Quand Messmer faisait droit dans ses bottes 15

Superphénix, mort mais pas enterré 16

Qui c'est donc le plus con ? 18

Dès le départ, les gros bobards de la Hague 20

REVUE DE PRESSE
Que disait la presse d'il y a 50 ans 21

LE MOUVEMENT ANTINUCLÉAIRE 22

Fournier, électron éternellement libre 24

PORTRAIT.
Didier Anger, superphénix des antinucléaires 25

Quand le PS parlait pour ne rien dire 26

Debout, les irradiés de la Terre 27

936 associations contre le nucléaire 28

PORTRAIT.
Stéphane Lhomme, grand casse-couilles anti-atome 29

Le mort très emmerdant de Malville 30

PORTRAIT.
Un certain Lambert, théâtreux et séditieux 33

LES CADEAUX ÉTAIENT PRESQUE PARFAITS 34

Comment couler un Viel ? 36

Les ports de l'angoisse 39

Mais où sont passés tous ces foutus déchets ? 40

PORTRAIT.
Annie et les soutiers de l'atome 41

Et si on planquait tout sous terre ? 42

Déportés vers la Sibérie 46

NIGER.
L'Afrique, c'est l'uranium, et c'est la France 47

L'AVENIR D'UNE ILLUSION 48

EDF et Areva : beaucoup plus que la lumière 50

La pub, cette industrie du mensonge 52

PORTRAIT.
Un nuage passe sous le nez de Pellerin 53

(Con)fusion chez les amis de Cheminade 54

PORTRAIT.
Bruno Comby, carotte crue et atome à tous les étages 55

Un Fukushima bien d'chez nous 56

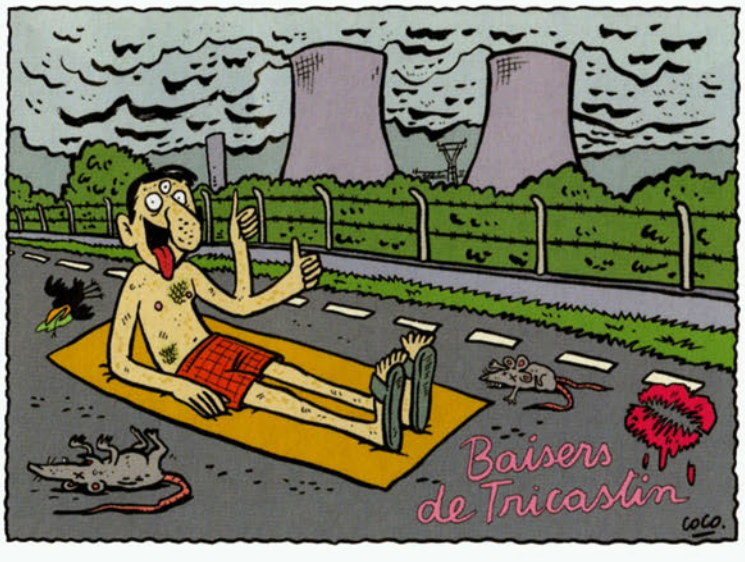
Le nucléaire est vraiment sur le déclin 58

T'as vu la gueule de l'expert ? 60

Un avenir vraiment renouvelable 62

PORTRAIT.
Mycle Schneider, Philip Marlowe du nucléaire 63

Les couvertures auxquelles vous avez échappé 64



CHARLIE HEBDO 26, rue Serpollet, 75020 Paris **Fondateur** Cavanna **Directeur de la publication** Charb **Directeur de la rédaction** Riss **Rédacteur en chef** Gérard Biard **Rédaction** Fabrice Nicolino, **Dessins** Cabu, Catherine, Charb, Coco, Honoré, Luz, Riss, Tignous **Correction** Luce Lapin, Mustapha Ourrad **Conception graphique, maquette** Jean-Luc Walet, Florent Bertaux, **SARL de presse** Éditions Rotative, RCS Paris B 388 541 336 **Commission paritaire** n° 0407C82683 **ISSN** 1240-0068 **Dépôt légal** Août 2012 **Imprimé en France** SIEP 77 - Bois-le-Roi

L'AVENIR D'UNE ESCROQUERIE

C'est un peu con d'écrire comme *Le Monde,* mais le nucléaire est à un tournant. Même si les services de propagande d'EDF et d'Areva font tout pour le cacher, la folle aventure de l'atome se barre en sucette. En couille, pour être franc. La dernière blague — en cours — est belge. Le réacteur numéro 3 de la centrale de Doel, en Flandre, a été arrêté après des contrôles aux ultrasons qui ont révélé l'existence de 10 000 anomalies dans la cuve. Et, parmi elles, des milliers de fissures, dont les plus grandes atteignent 20 mm. On appelle cela une catastrophe industrielle.

Un qui s'en fout, c'est le fabricant de la cuve, le groupe néerlandais Rotterdamsche Droogdok Maatschappij, disparu sous ce nom en 1996 après avoir vendu vingt cuves du même type dans toute l'Europe et sur le continent américain. Mais la France n'est pas la Belgique, non ? Ben, on se demande : au moment où *Charlie* boucle ce hors-série, on apprend que les réacteurs nucléaires français ont, eux aussi, leurs fissures. Mais, comme le serine la chanson officielle, rien à voir avec celles des si minables cuves belges.

« EN RÉSUMÉ, TOUT VA BIEN »

Le merdier est partout. L'Allemagne a renoncé au nucléaire et prend trente ans d'avance sur nous en misant sur le soleil et le vent. Fukushima a démontré qu'aucune technologie, aussi « avancée » qu'elle semble, ne met à l'abri de la catastrophe majeure. Chez nous, Areva a perdu plus de deux milliards d'euros en 2011 et doit à n'importe quel prix fourguer son nouveau réacteur expérimental, l'EPR, à des pays solvables, aussi stables que la Chine, au bord du gouffre. Mais les deux prototypes d'EPR en construction, en Finlande et en Normandie, sont la risée générale, multipliant les (énormes) retards, explosant les coûts, accumulant les embrouilles et… les fissures.

En résumé, tout va bien. Mais les enjeux sont tels qu'il faut continuer à sourire sur les photos de groupe. C'est ce moment que choisit *Charlie* pour raconter à sa façon une histoire profondément française. Notre journal est né en même temps que le programme électronucléaire. Son premier numéro, après l'interdiction de *Hara-Kiri Hebdo,* date du 23 novembre 1970. Six mois plus tard, sous l'impulsion de Fournier, soutenu par Cabu, Cavanna, Reiser et tous les autres, *Charlie* lançait la première grande manif antinucléaire, à Bugey, dans l'Ain. Ceux qui ont connu cet été 1971 n'en sont pas revenus. *Charlie* non plus.

La contestation du nucléaire et de ses inimitables méthodes est dans nos gènes. Non, on n'aime pas les salopards qui ont créé, sans le moindre débat, cette industrie de la terreur. Oui, on veut la fin du cauchemar. Vous allez découvrir dans ce numéro de *Charlie* quantité de choses que les gazettes arrosées de pub atomique ne vous ont jamais dites.

Des personnages sortis de la naphtaline, comme Guillaumat, Mendès, de Gaulle, Messmer, s'apprêtent à prendre la parole pour dire enfin ce qui s'est vraiment passé. La commission Peon, qui aura à peu près tout décidé en notre nom, fait un *coming out* on ne peut plus involontaire. EDF et le CEA, qui donna naissance à Areva, apparaissent enfin pour ce qu'ils sont : des machines de guerre. Car voilà la vérité cachée de ce dossier infernal : une poignée de soi-disant responsables jouent notre avenir commun à la roulette russe. Contrairement à ce qui a été affirmé pendant quarante ans par les joyeux atomistes associés, le risque d'accident grave est réel. Et, du même coup, cinglé. Qui a envie de fuir un nuage radioactif ? Qui a envie de vivre dans une France privée à jamais du Cotentin ou de la vallée du Rhône ? Qui se souvient que la centrale de Nogent-sur-Seine n'est qu'à 80 kilomètres de Paris ?

Contrairement à ce que les bons esprits racontent dans les salons, il n'y a pas de compromis possible avec le nucléaire. Demander moins de nucléaire, c'est réclamer de moins mourir. Les socialistes au pouvoir ont massivement choisi : le gouvernement en place, bien loin des fausses frayeurs du candidat Sarkozy, est empli de militants du nucléaire, à commencer par la ministre de l'Enseignement supérieur, Geneviève Fioraso, et celui des Affaires européennes, Bernard Cazeneuve. Au fait, qui a déclaré : *« je crois au contraire que le nucléaire* […] *justifie pleinement l'organisation d'un vaste débat dans notre pays ; enfin informés, les Français pourront se prononcer par référendum »* ? Qui ? François Mitterrand en 1981. Il n'est jamais trop tard pour tenir une promesse. *Charlie,* après bien d'autres, réclame un véritable référendum sur l'avenir du nucléaire. Il permettra d'enfin tourner la page. Chiche ? ■

LE CYCLE DU NU POUR LES NULS

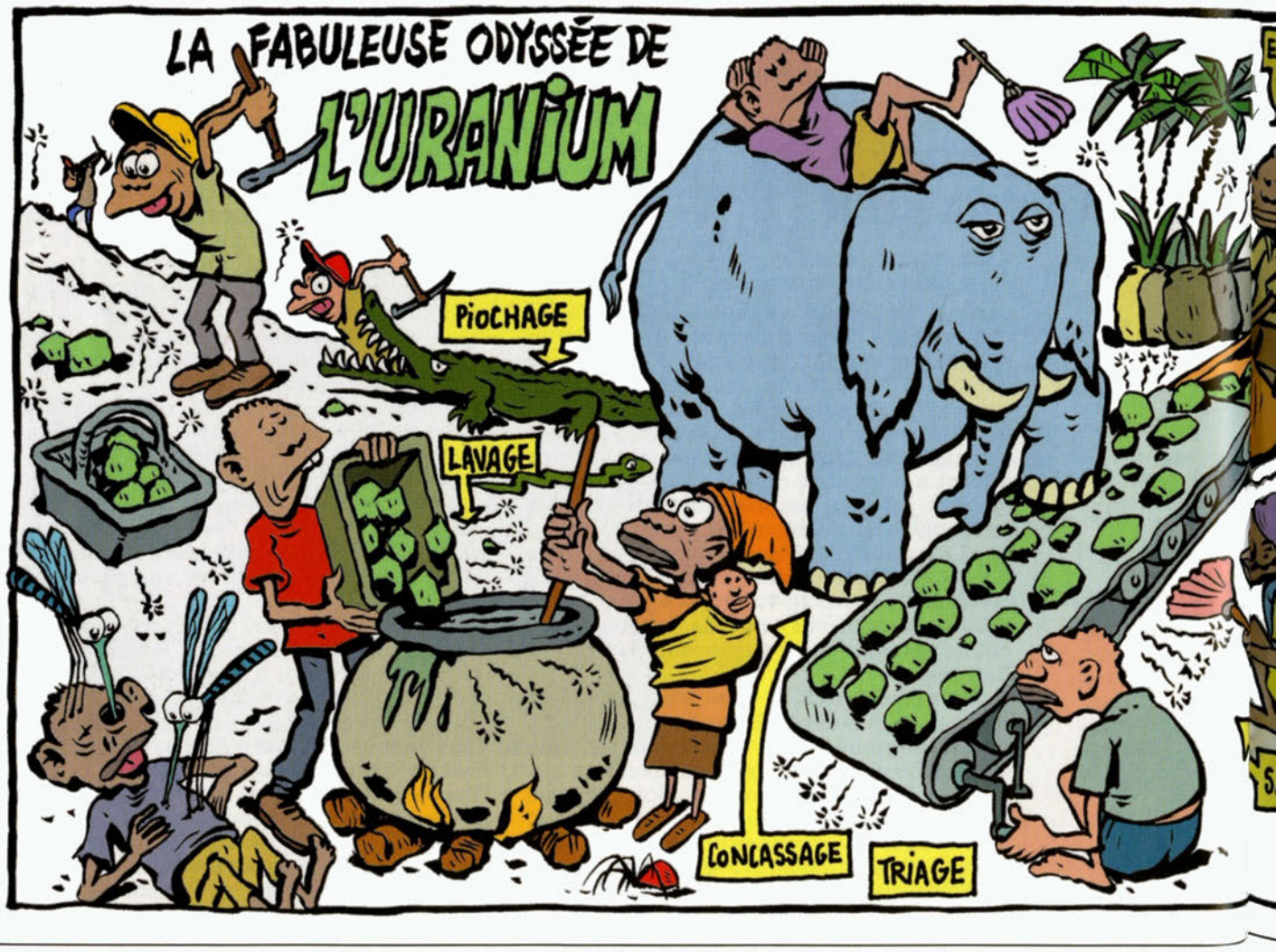
Vous prenez de l'uranium — au Niger par exemple —, vous convertissez, enrichissez et enfournez le tout dans le vaste four nucléaire. Gardez-le au chaud trois ans, sortez-le : c'est de la merde.

C'est pas si compliqué. Premier mouvement : extraire de l'uranium, si possible dans un pays lointain. Ce sera le combustible, que l'on commence par convertir, de manière à le rendre plus digestible. En France, l'opération se passe en deux temps. Un, dans l'usine Comurhex de Malvési, près de Narbonne (Aude). Deux, dans l'usine Comurhex de Pierrelatte (Drôme). Les deux appartiennent bien sûr à Areva.

Nous voici, fiérots, en possession d'hexafluorure d'uranium. Comme il ne contient pas assez, le pauvret, d'uranium 235, il faut lui en ajouter, car la réaction de fission nucléaire a besoin d'un uranium titrant autour de 5 % de cet isotope. On y est ? L'enrichissement se déroule dans un site ultraprotégé, l'usine Georges-Besse II de Tricastin, dans la Drôme. Areva encore.

Reste à obtenir un véritable combustible. Et pour cela, il y a deux voies, deux produits. Pour le tout-venant des centrales nucléaires, voyez du côté de FBFC, filiale d'Areva. Dans l'usine de Romans (Drôme), des petites mains gantées fabriquent de la poudre de dioxyde d'uranium, ou UO_2. Notamment. Ce qui crame dans nos 58 réacteurs, pour l'essentiel, vient de là.

Il existe un deuxième combustible, bien moins courant, qu'on appelle mox, pour « Mélange d'OXydes ». On l'obtient en allant récupérer le plutonium à la



CLÉAIRE

sortie des réacteurs nucléaires en service, avant passage à la Hague (Manche) pour le séparer des combustibles irradiés. Tout seul, ce plutonium ne servirait pas à grand-chose. Mais en le mélangeant — comptez 8 % de plutonium — à de l'uranium appauvri, on obtient un nouveau combustible.

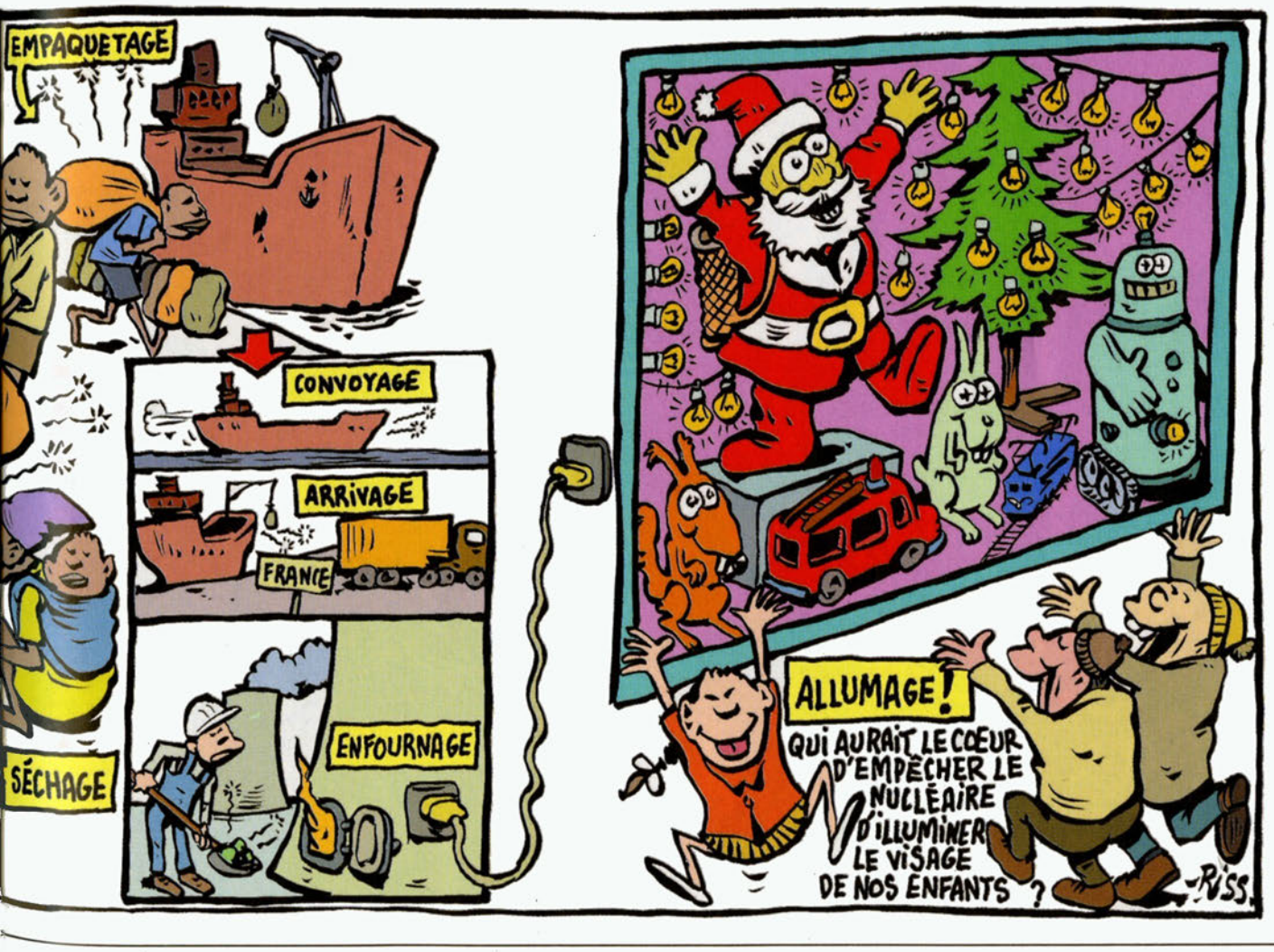
POUBELLES RADIOACTIVES

Oublions le mox, et concentrons-nous sur le combustible principal, UO_2. Le grand jour est arrivé, et l'on déballe devant des ouvriers et techniciens ébahis les conteneurs de dioxyde d'uranium. Zou ! On enfourne le tout dans les réacteurs nucléaires, qui vont transformer l'affaire en chauffage électrique et en veilles pour les appareils ménagers. Dans les grands chaudrons magiques, UO_2 va donner tout ce qu'il sait.

Mais tout a une fin, même le nucléaire. Au bout de trois ans de bons et loyaux efforts, le combustible bat de l'aile. Les produits internes de fission, dont certains ralentissent la bonne marche du réacteur, ont tendance à augmenter, et, dans le même temps, les éléments fissiles, qui jouent sans jeu de mots un rôle moteur, déclinent. Il faut vider la poubelle. Comme les nucléocrates n'entendent pas arrêter la production, l'opération se passe en trois fois : un quart à un tiers par année.

Que fait-on des ordures que l'on a extraites ? On leur fait passer plusieurs années sur place, dans une piscine gentiment nommée de désactivation, avant que de gros camions n'emportent tout, de préférence la nuit, vers l'usine de retraitement de la Hague (Manche). Là-bas, et pour commencer, nouvelle baignade en piscine, de trois à cinq ans. Ensuite, de gentils robots trient ce qui peut éventuellement resservir et ce qui devra être considéré comme déchet, avant que d'être stocké.

Tel est le cadeau final de nos amis : selon des chiffres officiels, à la fin de 2007, la France comptait 1 152 533 m^3 de déchets radioactifs. Elle devrait en compter le double d'ici à 2030. Y en aura donc pour tout le monde.



LES GRANDES FOLIES DU PASSÉ

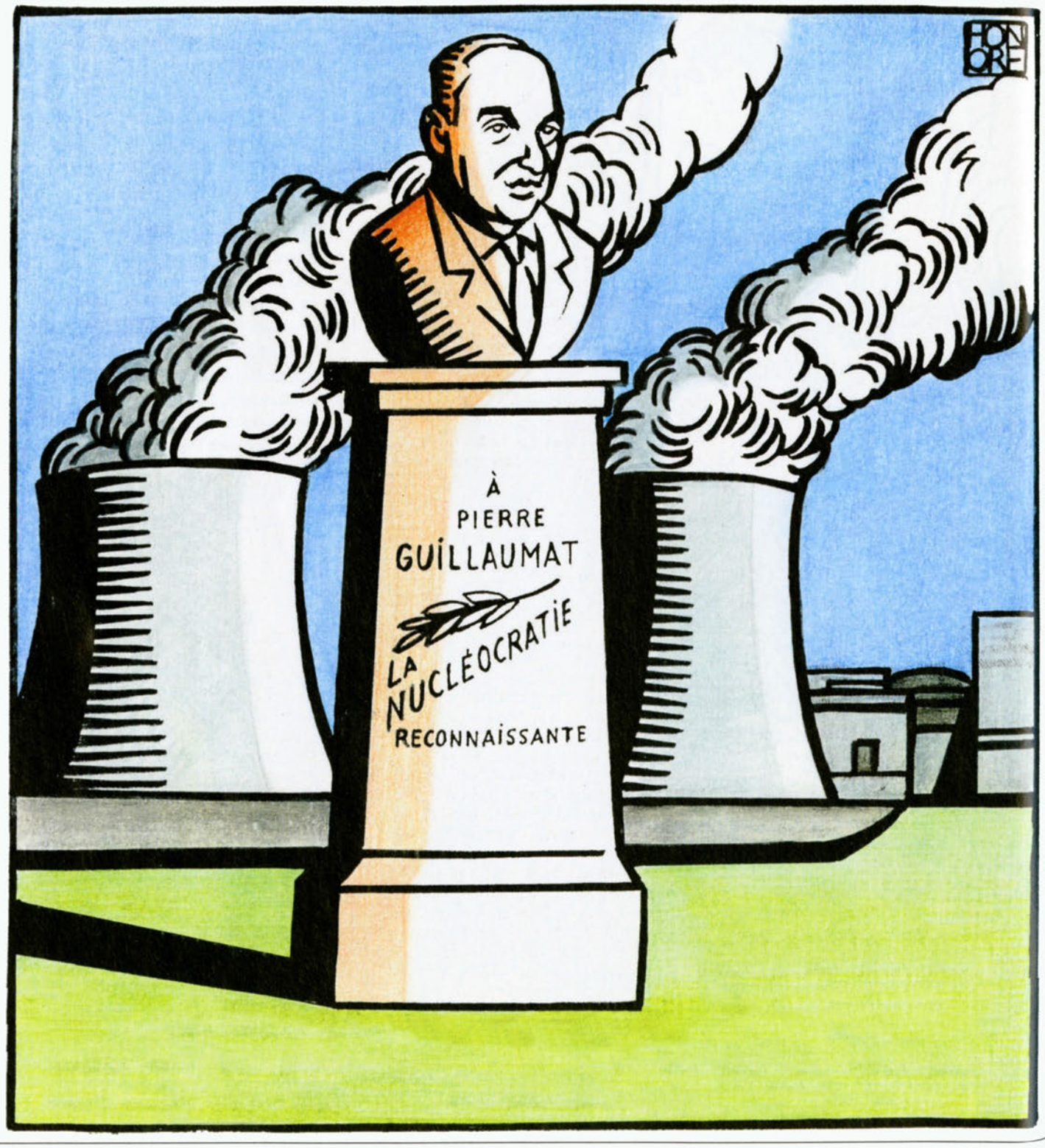




L'histoire du nucléaire est simplement folle. Avant de commencer la lecture, garder près de soi des gouttes pour le cœur. La bombe et ses prétendus usages civils n'ont pu se développer en France que par la ruse, l'opacité et le secret. En piétinant le cadavre de la démocratie. Vous allez découvrir des personnages dont vous n'avez jamais entendu parler, comme le considérable Pierre Guillaumat, passé en trente ans du CEA aux avions renifleurs. C'est drôle ? Un peu quand même.

Vous allez passer des suppositoires farcis au radium à la commission Peon, qui décida de tout. De Pierre Messmer, Premier ministre en 1974, qui annonça sans broncher le programme des festivités, aux bluettes racontées aux habitants de la Hague quand on prétendait construire sur place une usine de casseroles. Vous allez comprendre ce que sont le radium, et le plutonium, et le mox. Et pourquoi nos ingénieux ingénieurs ont conçu dans notre dos un monstre nommé Superphénix.
En bref, vous allez faire connaissance avec un monde nouveau. En 1958, pour faire bandouiller les amateurs de science et de technique, on prétendait construire des ports en utilisant des bombes atomiques. Si. On envisageait avec sérieux, dans les cercles officiels, d'ouvrir un canal entre golfe de Gascogne et golfe du Lion à l'aide d'explosions nucléaires. Disons, de Bordeaux à Montpellier. Ou Marseille. Ainsi se serait-on passé d'écluses. Ainsi, les plus gros bateaux auraient pu circuler sans problème à l'ombre des platanes. Vous ne le croyez pas ? Nous non plus. C'est vrai.

GUILLAUMAT, ACT
ET GRAND MAN



EUR, RÉACTEUR IPULATEUR

Plus la peine de chercher le grand manitou : c'est lui. Patron du CEA, d'EDF, d'Elf, ministre des Armées et inventeur des avions renifleurs, Pierre Guillaumat est le grand homme du nucléaire.

Il a tout fait avec ses petites mains de grand ingénieur. Né en 1909, il sort de Polytechnique en 1931, puis des Mines en 1933. Pendant la guerre, il découvre son goût immense pour le secret et entre dans les services secrets de De Gaulle, au Bureau central de renseignements et d'action (BCRA). C'est là qu'il rencontre Jacques Foccart, l'homme des coups fourrés et de la Françafrique, avec qui il s'entendra jusqu'au bout.

En 1944, le voilà directeur des Carburants, poste stratégique. En 1945, il est directeur du Bureau des recherches de pétrole (BRP). En 1951, administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique (CEA). En 1954, président d'EDF. En 1958, ministre des Armées. En 1960, ministre délégué, chargé de l'Énergie atomique. En 1967, premier président d'Elf, qui vient de naître. Loïk Le Floch-Prigent, patron d'Elf après 1989, expliquera sans détour que l'État gaulliste a créé Elf pour se doter *« d'une sorte d'officine de renseignement dans les pays pétroliers, Guillaumat étant un ancien des services secrets »*.

Guillaumat est l'homme d'une seule idée : la France. La sienne. Il est la perfection au service du pouvoir : obsédé, efficace, stratège, muet comme une tombe. Reprenons. En 1951, il prend le contrôle politique du CEA, juste après la révocation de Frédéric Joliot, haut-commissaire du Commissariat et communiste. Les réseaux d'anciens du BCRA, alliés au RPF gaulliste de l'après-guerre, ont trouvé leur homme. Dans l'ombre, et bien entendu sans aucun débat public, il prépare la bombe nucléaire française, non sans avoir puissamment aidé Israël à fabriquer la sienne.

Qui décide ? Lui. Dans un livre de souvenirs (*Mémoires sans concessions*), l'ancien ponte du CEA, Yves Rocard — le père de l'autre —, raconte sans états d'âme : *« Guillaumat me fit appeler et me tint le discours suivant :* "Depuis que je suis administrateur général du CEA [...] j'ai envie d'en faire quelque chose. Cela signifie d'abord le développement de l'énergie atomique civile. [...] Deuxièmement je veux, avec le concours de la Marine, construire un sous-marin atomique. Troisièmement, faire une bombe avec le concours de l'Armée." »

Sa supériorité réside dans sa capacité à relier tous les fils de la politique énergétique. Le pétrole dès 1944. Le nucléaire en 1951. L'électricité, avec la présidence d'EDF, en 1954. Mais, pour la bombe elle-même, il faudra attendre le retour au pouvoir de son héros de la guerre, de Gaulle. Dès 1958, ce dernier le nomme ministre des Armées, et c'est à ce titre qu'il organise dans le détail l'explosion de la première bombe A française dans le désert saharien en 1960. L'Algérie, c'est aussi la découverte de gisements de gaz, en 1954, et surtout de pétrole autour de Hassi Messaoud. Pour un Guillaumat, c'est le rêve enfin réalisé. Mais il devient essentiel de dissocier le sort du Sahara de celui d'une Algérie éventuellement indépendante. Les négociations avec le FLN buteront sur ce problème pendant des années. Le Sahara, combien de morts supplémentaires ?

LA FRANÇAFRIQUE QUI BRILLE LA NUIT

La leçon ne sera pas oubliée au moment de la création d'Elf par Guillaumat, en 1967. Le Floch-Prigent : *« Elf a été créée pour maintenir l'Algérie et les rois nègres dans l'orbite française par le biais du pétrole. En Algérie, ça a capoté. Avec les rois nègres, ça se poursuit. »* Elf, sous la conduite de Guillaumat, bâtit son propre service de renseignement et d'action, le Service de sécurité et de protection administrative (SPA). En étroite collaboration avec le SDECE — l'espionnage officiel — grâce au *go-between* Maurice Robert. Du Gabon au Zaïre, de l'Angola au Cameroun, du Nigeria au Tchad, le petit groupe qu'on appellera le clan des Gabonais est partout. Coups d'État et coups tordus à tous les étages.

Les meilleures choses ont une fin. Même pour un Guillaumat. En 1976, il embarque Elf et son si cher pays dans l'aventure des « avions renifleurs ». Deux escrocs réussissent à le convaincre qu'ils ont mis au point un système infaillible pour repérer, depuis un avion, des nappes souterraines de pétrole. Le grand polytechnicien se fait balader par un paysan italien devenu réparateur de télés, Bonassoli. Et par un aristo belge dans la dèche, De Villegas. Un milliard de francs de 1980, évaporés à jamais.

Bien plus tard, un rapport de la Cour des comptes, ayant miraculeusement échappé au broyeur, est rendu public par la gauche, arrivée au pouvoir en 1981. Extraits : *« Sur le plan technique, aucun dossier n'a été demandé ni aux inventeurs, ni à leurs parrains et commanditaires.* [...] *Sur le plan scientifique, aucun avis autorisé n'a été recherché ni à l'intérieur* [...], *ni à l'extérieur. »* En résumé, l'homme qui a dirigé tous les choix énergétiques, dont le nucléaire et la bombe, pendant trente-cinq ans s'est fait enfler par deux zigotos. De 1976 à 1979, Guillaumat a été convaincu d'avoir trouvé la pierre philosophale. Cela relativise l'intelligence supposée de nos maîtres.

En récompense de tous ses brillants états de service, le pétrolier *Pierre-Guillaumat* sort des Chantiers de l'Atlantique en novembre 1977. C'est à l'époque le plus gros bateau jamais construit au monde, avec 414 mètres de longueur. Six ans plus tard, il est à la casse, en Corée du Sud. Un destin.

LE JOLI TEMPS DES SUPPOS AU

Pendant des dizaines d'années, le radium a été balancé dans les crèmes du visage, le savon, le talc, les suppos dans le cul et les capotes. Car le radium, c'était vachement bon pour la santé.



A pas peur, ça fait du bien. En 1898, la mère Curie « découvre » le radium. C'est un métal qui se planque dans le minerai d'uranium. À cette époque, tout provient d'un gisement de pechblende de Jachymov, en Bohême, dont on extrait l'uranium. En 1904, six ans après l'exploit, il n'existe au monde que 4 grammes de radium disponibles. Mais les choses vont changer à toute allure, car les mines du Katanga (actuelle République démocratique du Congo) vont bientôt cracher de l'uranium. Main dans la main, la technologie et les marchands se jettent sur le prodige. Le radium devient un must, qu'on fourre un peu partout. Non, partout.

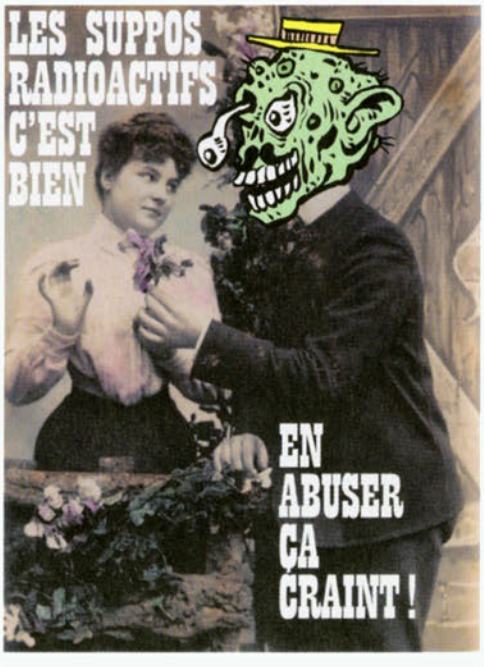
T'as mal au trou de balle ? Supporadol, contre les hémorroïdes. T'es un peu dégueu ? Vite, le *« savon radioactif Eler »*. Tu bandes pas ? Radhitor, pour *« restaurer la vitalité sexuelle »*. T'as peur de la chtouille ? Achète les capotes Nutex au radium, qui font briller la quéquette dans le noir. Et si t'es une nana, sache ma poule que *« La science a créé Tho-Radia pour embellir les femmes. À elles d'en profiter. Reste laide qui veut ! »*. La gamme Tho-Radia est complète. Il y a la crème de visage, *« embellissante parce que curative, à base de thorium et de radium »*. La poudre, car *« parfaitement fine, adhérente et mate, elle défend la peau contre les poussières, miasmes, radiations nuisibles »*.

Et bébé n'est pas oublié. On lui colle sur son torse d'athlète Oradium, *« une laine souple, élastique, qu'un traitement a dotée d'un remarquable pouvoir : la radio-activité »*. Attention, tout est garanti par le bon docteur, l'excellent pharmacien et la Faculté tout entière. Dès 1914, l'armée utilise des ampoules de radon — un gaz radioactif — sur les blessures de guerre. Dès 1920 et de plus en plus, les hostos soignent à la radiumthérapie, puis à la curiethérapie. La radioactivité est souveraine contre l'arthrite, la goutte, l'hypertension artérielle, le diabète, le cancer bien sûr, la cécité. Entre autres.

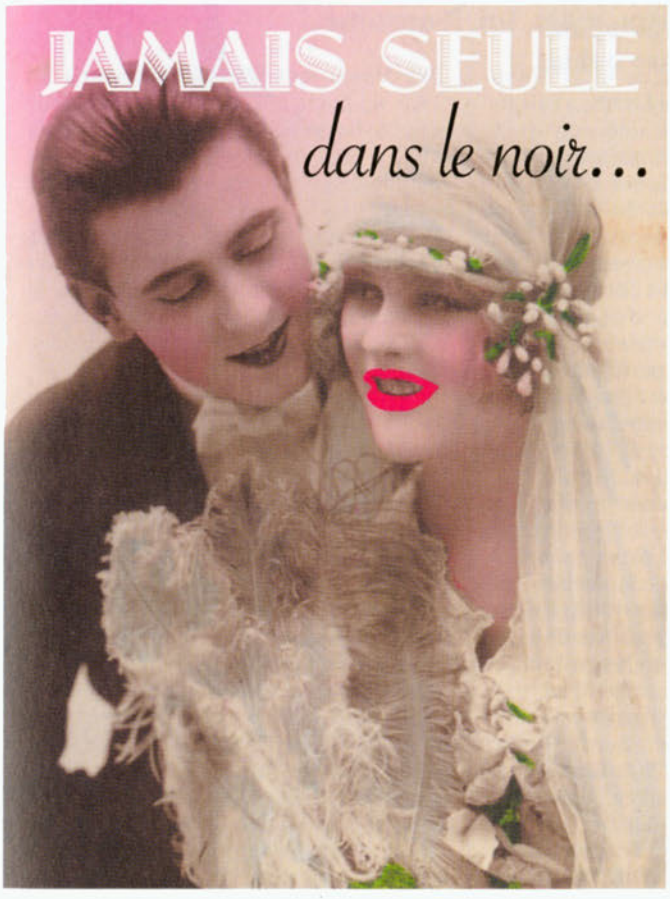
Toute une série d'objets nouveaux voient le jour, parmi lesquels des aiguilles au radium, que des mains expertes glissent dans « les cavités naturelles » pour en chasser le mal. Ne reste plus qu'à rechercher toutes ces aiguilles cachées dans une botte de foin. Les bons garçons qui ont créé des sources radioactives, par dizaines de milliers, sont claqués depuis longtemps. Mais où sont-elles passées, de Dieu ? Les quelques grammes de radium du point de départ se sont dispersés dans des milliers de tonnes de produits devenus déchets radioactifs, que tout le monde a oubliés.

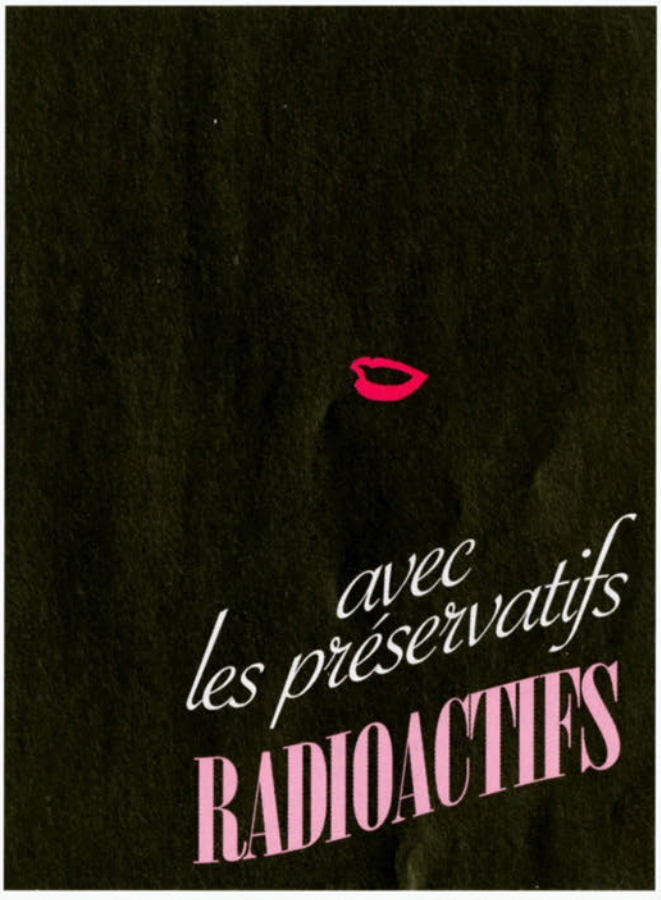
L'HEURE NUCLÉAIRE

Prenons donc quelques joyeux exemples. Bayard, fabricant de réveille-matin à Saint-Nicolas-d'Aliermont (Seine-Maritime), a permis à des générations de prolos fainéants de se lever à l'heure. Et à l'aviation naissante de se doter de magnifiques tableaux de bord. Seulement, à quoi bon des aiguilles invisibles dans la nuit, quand tous les chats sont gris ? À coups de radium et de tritium, appliqués au pinceau par de gentilles petites campagnardes, les aiguilles luminescentes changèrent le cours du monde. Pour se marrer, les ouvrières se peignaient les dents au radium, en fai-



RADIUM





sant peur à leurs copines dans la pénombre des vestiaires. Mauvaise pioche et case cancer. On ne sait combien sont mortes, mais aux États-Unis, le royal crétin qui a mis au point les peintures luminescentes, Sabin von Sochocky, a trépassé en 1928, à quarante ans, d'un empoisonnement massif au radium. Et dans la foulée, nombre d'ouvrières de son usine. De son côté, le site Bayard de Normandie, en cette année 2012, est abandonné depuis des lustres par l'industrie, mais pas par le radium. Les gamins du coin viennent jouer dans les ruines. Ça doit briller.

Autre legs fabuleux : les fontaines à radium. Il ne se passe pas de mois sans qu'on en retrouve dans une brocante. Exemple entre cent : le 21 juillet 2008, la cellule risques technologiques des sapeurs-pompiers de Blois débarque chez une madame Rivière, dans le village de Selommes (Loir-et-Cher). En rangeant, elle a découvert un machin qui ressemble à une cafetière. C'est une fontaine à radium, qui servait avant guerre à rendre l'eau atomique, donc meilleure.

1 600 ANS DE BONHEUR

Dans une brochure préfacée par Borloo — alors ministre de l'Écologie — en 2009, on aide le pékin à faire face au problème. Comment reconnaître un produit radioactif, les neuneus ? Se fier aux indices. Un, *« la présence du trèfle radioactif sur l'étiquette, sur l'objet ou sur son emballage »*. Deux, faire gaffe à tout *« objet fabriqué avant les années soixante qui brille la nuit sans avoir été exposé à la lumière »*. Trois, s'interroger gravement sur *« le fait* [que l'objet] *soit conditionné dans du béton ou du plomb »*.

Bienvenue au pays d'Alzheimer : 30 000 à 50 000 parads, soit des paratonnerres contenant du radium, sont encore plantés sur nos toits. Entre 1930 et 1987, la France en a fabriqué des centaines de milliers, dont une grande part pour l'exportation. Idem pour les parafoudres radioactifs installés par France Télécom par millions, jusque dans les années 70, pour protéger les lignes téléphoniques. Grâce à la CGT du Cantal — notamment Franck Refouvelet —, cette noble boîte a dû s'intéresser à des cancers peut-être liés à ces appareils, qui seraient encore aux alentours d'un million partout en France.

Bon, la chronique est sans fin, faudrait pas lasser le lecteur. La demi-vie du radium étant de 1602 ans, il faudra attendre l'an 3500 pour que celui de madame la Reine Curie perde la moitié de sa radioactivité. On sera en pleine forme.

L'ART DE FAIRE LA B À LA MAISON

C'est pas moi, c'est l'autre. Pendant la IVe République, les politiciens se refilent le bébé et refusent de reconnaître qu'ils laissent l'armée construire la bombe nucléaire sans aucun contrôle. Et puis arrive de Gaulle. C'est pas mieux, mais, lui, il assume.

Soyons fiers du génie français. La bombe, c'est nous, rien que nous, et les Amerloques, ces charlatans, n'ont fait que copier. En août 1945, quand les villes japonaises de Nagasaki et Hiroshima sont réduites en cendres par les premières bombes A, un certain Frédéric Joliot-Curie sursaute. Communiste, savant atomiste, collaborateur de Marie Curie dès les années 1920, il entend bien rétablir la vérité.

En ce mois d'août 1945, donc, il est en vacances à L'Arcouest, en Bretagne, face à l'île de Bréhat. Un journaliste de l'AFP lui soutire une sensationnelle déclaration : *« L'emploi de l'énergie atomique et de la bombe atomique a son origine dans les découvertes et les travaux effectués au Collège de France par MM. Joliot-Curie, Halban et Kowarski en 1939 et 1940. »* Na. En plus, c'est vrai : les trois bons camarades ont démontré en février 1939 que la réaction en chaîne, base de la bombe, pouvait bel et bien se produire.

Joliot, malgré son appartenance au PCF, devient grâce à de Gaulle haut-commissaire du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) naissant, en 1945. Il aurait déclaré à de Gaulle, pour gage de son engagement : *« Je vous la ferai, mon général, votre bombe. »* Il ne la fera pas.

Sans vraie conviction, mais officiellement, le gouvernement s'apprête à refuser l'usage militaire de l'atome. Alexandre Parodi, haut fonctionnaire et résistant, représente la France à la première assemblée de la Commission de l'énergie atomique, qui dépend de l'ONU toute neuve. Il déclare le 25 juin 1946 : *« Je suis autorisé à dire que les buts que le gouvernement français a assignés aux recherches de ses savants et techniciens sont purement pacifiques. »* De son côté, Joliot se range avec lenteur dans le camp des pacifistes, souvent manipulés par les partis staliniens du monde entier. Sur fond de guerre froide, il est lourdé en 1950 du CEA, lequel entend bien préparer, secrètement, une bombe atomique *made in France*.

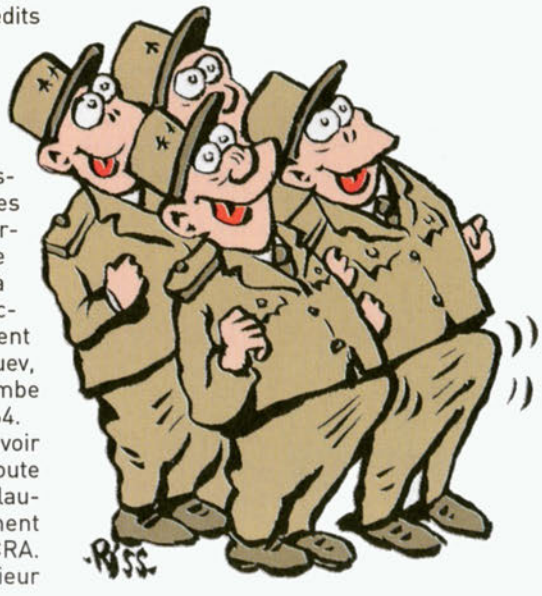
Toute la duplicité de la IVe République est là : on veut la bombe, mais nul n'entend assumer la décision de la construire. Félix Gaillard, secrétaire d'État aux Finances, lance en 1952 un plan quinquennal en faveur du nucléaire, prétendument civil. Dans l'ombre, le CEA, repris en main par Pierre Guillaumat, fait joujou avec le plutonium, essentiel à la bombe. Mendès France (voir portrait ci-contre), icône de la gauche, devient président du Conseil le 18 juin 1954. Il règle comme on sait la guerre en Indochine et commence des pourparlers de paix au sujet brûlant de la Tunisie et du Maroc.

Reste la question de la bombe. Bien qu'il s'en soit longuement défendu par la suite, son passage éclair au pouvoir — sept mois seulement — donne des ailes au groupuscule politico-militaire, qui veut la bombe. Le 26 décembre 1954, au milieu des fêtes, Mendès réunit un conseil interministériel décisif au cours duquel le principe de l'arme atomique française est avalisé. Sans l'ombre d'une discussion publique. Quand l'ami de l'armée et de la guerre d'Algérie Guy Mollet devient à son tour président du Conseil, en 1956, il déclare avec assurance, dans son discours d'investiture, son refus de la bombe. Tout en laissant agir le CEA et en lui accordant les crédits nécessaires.

Mais, surtout, après le désastre de l'opération de Suez, menée par nos pioupious en compagnie des Angliches contre Nasser, Mollet prend une très lourde responsabilité. Ami des travaillistes israéliens, et de Shimon Peres en particulier, il décide en effet d'offrir le savoir-faire nucléaire du CEA à Israël, menacé il est vrai de destruction. Des techniciens français partent pour Dimona, dans le désert du Néguev, où sera assemblée la première bombe atomique d'Israël, entre 1962 et 1964.

Et puis de Gaulle. Revenu au pouvoir en 1958, il retrouve l'homme clé de toute cette affaire, Pierre Guillaumat. Guillaumat, qui fut agent de renseignement gaulliste pendant la guerre, au BCRA. Guillaumat, polytechnicien et ingénieur des Mines, que de Gaulle nomme en 1944 au poste stratégique de directeur des Carburants. Guillaumat, qui, depuis qu'il a pris la tête du CEA, n'a plus qu'une obsession : la bombe. De Gaulle estime depuis longtemps que la « grandeur » française ne peut se passer de l'arme nucléaire et va enfin lui donner les grands moyens. Pour commencer, et pour que les choses soient bien claires, de Gaulle nomme Guillaumat ministre des Armées.

Tout s'accélère. Une zone est repérée en Algérie, à Reggane, en plein cœur du Sahara. Entre 1960 et 1961, quatre essais aériens — Gerboise bleue, Gerboise blanche, Gerboise rouge, Gerboise verte — y ont lieu, contaminant gravement la région sans qu'aucune mesure soit prise pour protéger les nomades, qui y habitent pourtant par milliers. Le premier d'entre eux se déroule le 13 février 1960 à l'aube. Trois quarts d'heure plus tard, de Gaulle adresse un message de félicitations à Pierre Guillaumat : *« Hourra pour la France ! Depuis ce matin, elle est plus forte et plus fière. Du fond du cœur, merci à ceux qui ont pour elle remporté ce magnifique succès. »* Ce n'est qu'un commencement.

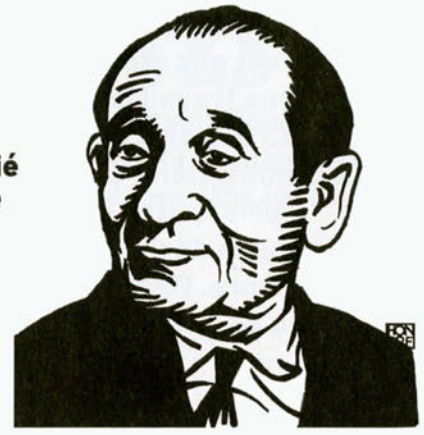


OMBE



MENDÈS FRANCE
LA MÉMOIRE QUI FLANCHE

Pour un glorieux homme de gauche, ça la fout mal. Mais Mendès a beau l'avoir nié jusqu'au bout, il a bien donné le feu vert à la bombe.



Faudrait voir à pas toucher à Mendès France, les amis. Mendès, c'est le bijou de famille de la gauche. La haute figure morale. L'antithèse de Mitterrand le Florentin. L'homme des causeries au coin du feu et des verres de lait abondamment distribués à l'école. Une icône.

Bon, on reprend. Quand il devient président du Conseil, le 18 juin 1954, Mendès incarne surtout l'espoir d'une paix en Indochine. Quelques semaines auparavant, nos vaillants soldats ont pris une pile dans la cuvette de Diên Biên Phu. En un peu moins de deux mois, une armée moderne, assiégée par des paysans en armes, a perdu la partie et la face. Mendès promet de régler l'affaire en trente jours et il y parvient presque : les accords de Genève, qui marquent la fin de la guerre, sont signés le 21 juillet 1954.

FEU VERT

Pour la bombe, c'est une tout autre histoire. Commençons par cette confidence de Mendès faite au journaliste Philippe Simonnot — alors au *Monde* — en 1975 : *« C'est Guy Mollet qui en 1956 a donné le feu vert* [à la bombe], *car il avait besoin, pour ne pas dépendre seulement des voix communistes, de l'appui des députés gaullistes, lesquels étaient favorables à l'arme atomique. »*

À première vue, c'est vrai. Mollet a bien laissé faire les militaires et le CEA, dans le dos du Parlement et de l'opinion. En regardant de près, c'est plus étonnant, car, dans sa déclaration d'investiture à la présidence du Conseil, le 31 janvier 1956, Mollet a pris publiquement position contre la bombe nucléaire. Le vrai scénario mérite qu'on regarde à la loupe binoculaire. Pour commencer, en 1954, Mendès ne se sent pas si légitime que cela. La France rance des années 1950, volontiers antisémite, doute ouvertement de son « patriotisme ». On l'accuse de brader « l'Empire ».

Quand le lobby militaire commence son siège, dès l'été 1954, Mendès ne se sent donc pas à l'aise. Et son propre directeur de cabinet, André Pelabon, relaie les consignes des tenants de la bombe. N'est-il pas un ancien des services secrets gaullistes, le BCRA ? N'est-il pas l'ami de Pierre Guillaumat, patron du CEA, et lui-même ancien agent du BCRA ? L'historien Georges-Henri Soutou (*in* la revue *Relations internationales*, 1989) note : *« Au cours de l'été et de l'automne 1954, Mendès France s'ingénia à écarter les obstacles juridiques et politiques qui barraient la voie d'une éventuelle bombe atomique française. »*

En octobre 1954, encore hésitant sur la bombe, il se déclare favorable à la construction de deux sous-marins nucléaires, sans comprendre — en apparence — qu'il a mis le doigt dans un engrenage. Mais le 26 décembre 1954 reste la date clé de l'engagement de Mendès en faveur de la bombe. Ce jour-là, au milieu des fêtes, il réunit dans la plus grande discrétion un conseil interministériel.

En 1984, au cours d'un colloque, le général Jean Crépin — de la même promotion de Polytechnique que Guillaumat — mange le morceau. Il a participé à la réunion du 26 décembre, au cours de laquelle, révèle-t-il, deux décisions essentielles ont été prises. Un, on construira la bombe. Deux, on gardera l'information secrète. Mendès était plus qu'au parfum.

QUI A ENTENDU PARLER DE LA COMMISSION PEON ?

Faut pas croire, ces gens travaillent. Créée en 1955, la commission Peon a pris toutes les grandes décisions du nucléaire. Pendant qu'on roupillait.

Premier point : vous n'en avez jamais entendu parler. Deuxième point : la commission Peon est le vrai responsable du programme nucléaire français. Si une centrale explose au bout de la rue, prière de s'adresser à elle. Sauf qu'elle a disparu.

En 1950, à la bonne franquette, apparaît un comité informel. Le 21 avril 1955, deux ministres, Gaston Palewski et André Morice, légalisent par décret la commission Peon — pour Production d'Électricité d'Origine Nucléaire. Officiellement consultative, elle *« donne son avis sur l'étude, la réalisation et l'exploitation des moyens de production d'électricité d'origine nucléaire »*.

En une trentaine d'années d'activité — elle s'évanouit dans un nuage de magnésium, mission accomplie, à la fin des années 70 —, elle aura connu une centaine de membres, tous cooptés. Qui commande, au moins dans un premier temps, qui tient l'ordre du jour, qui fait les synthèses ? Le corps des Mines, cette « noblesse d'État » décrite par Bourdieu. Triés sur le volet parmi les « meilleurs » de Polytechnique, ils ne sont qu'une vingtaine chaque année à entrer dans cette minuscule oligarchie. Pendant les dix premières années de Peon, le président, Lambert Blum-Picard, est aussi le vice-président du Conseil général des Mines.

Mais à part les « Mineurs » ? On trouve dans Peon des membres de droit, venus du CEA et d'EDF, et puis les grands industriels dont l'avenir passe par des investissements massifs dans le nucléaire. Entre autres, Creusot-Loire, Péchiney — l'uranium —, la CGE d'Ambroise Roux, Schneider, Framatome. L'ambiance est saine. Extrait du rapport dit Schloesing, en 1977 : *« Cette composition* [de Peon] *en elle-même fait problème. On n'imagine pas que la politique des constructions scolaires soit pour l'essentiel élaborée par les entreprises du bâtiment* [...]. *Mais* [la formation de ses membres] *comme leurs choix professionnels donnent à penser qu'ils examinent davantage les possibilités du développement nucléaire que les orientations à donner à notre politique énergétique. »*

En 1978, le journaliste Philippe Simonnot publie un livre époustouflant (*Les Nucléocrates*, Presses universitaires de Grenoble), consacré à la bête. En acceptant de ne pas citer leur nom, il obtient des entretiens avec de nombreux membres de Peon. On peut dire que ça décoiffe. Un des principaux industriels du nucléaire : *« Avec cinq centrales par an, j'amortis. »* Un des principaux décideurs, à propos des déchets nucléaires : *« On travaille à ce problème. Quand quelque chose pose un problème, on trouve une solution un beau matin. »* Un des principaux experts : *« La défense de la nature, j'en parle d'autant plus à l'aise que, moi aussi, je suis pour la protéger. Mais il faut voir que le confort moderne ne peut se concevoir sans quelques légères agressions. »* Un des principaux responsables de la sûreté nucléaire, à propos de l'exportation de centrales : *« C'est d'abord une question de conscience. En tant que vendeurs, nous avons une responsabilité morale. »*

« LE CONFORT MODERNE NE PEUT SE CONCEVOIR SANS QUELQUES LÉGÈRES AGRESSIONS. »

Entre 1964 et 1979, Peon a produit onze rapports à destination exclusive du gouvernement, tous favorables à la construction d'un parc étendu de centrales nucléaires. Pas une discussion publique.





QUAND MESSMER FAISAIT DROIT DANS SES BOTTES

Un jour de mars 1974, alors que le président Pompidou est à l'agonie, Pierre Messmer annonce à la télé un plan géant de construction de centrales nucléaires. Silence dans les rangs !

Messmer, né en 1916, mort en 2007, était une culotte de peau. Fasciste avant guerre — il fut un fier militant des Camelots du roi —, il sera pourtant l'un des premiers gaullistes de 1940, et participe, au premier rang des combats les plus durs, à la libération de la France.

La suite est aussi riante que la France coloniale sur le déclin. En 1945, il combat en Indochine contre le Viet-Minh. Il devient ensuite administrateur colonial, occupant plusieurs fois le poste de gouverneur, de la Mauritanie à la Côte d'Ivoire. Au Cameroun, où il est haut-commissaire en 1956, les militaires sous ses ordres massacrent les membres de l'Union des populations du Cameroun (UPC), indépendantiste. Puis leurs sympathisants, avant de s'en prendre aux villages jugés rebelles. Au napalm. Le bilan des massacres continue d'être discuté : entre 60 000 et 400 000 victimes sur la période 1956-1970, car les massacres se sont étendus bien après l'indépendance de 1960.



LA POLITIQUE DU CEA

Le 5 février 1960, il est nommé par de Gaulle ministre des Armées, poste qu'il gardera jusqu'en 1969. À ce titre, il joue un rôle central dans le développement de l'arme nucléaire française. Comme il l'écrira plus tard : « *Ministre des Armées pendant plus de neuf ans, je m'étais beaucoup impliqué dans les programmes nucléaires militaires, ce qui m'avait bien préparé au nucléaire civil.* » La bombe est l'un des nombreux points communs entre Messmer et celui qu'il a remplacé en 1960 au poste de ministre des Armées, Pierre Guillaumat (voir page 8).

Dans ces années 60, le régime gaulliste mise gros sur le nucléaire militaire, sans oublier l'atome civil, autour duquel se met en place un vaste lobby, qui regroupe, non sans tensions, le CEA et EDF. Guillaumat en est le cœur, et Messmer l'un des plus forts soutiens politiques. En 1970, le VI[e] plan lance les premiers véritables chantiers, dont Fessenheim, puis Bugey. Le lobby piaffe, et va connaître le triomphe grâce à Messmer, qui devient le Premier ministre de Pompidou, le 5 juillet 1972.

Comment imposer des investissements colossaux à un pays sans chômage, où le pouvoir d'achat explose comme jamais ? Messmer avance tout de même ses pions, et réunit le 22 mai 1973 un comité interministériel au cours duquel il est décidé de construire de nouvelles tranches nucléaires. Sans le moindre débat public. Le vrai tournant a lieu au printemps 1974, au cours d'un Conseil des ministres restreint. La guerre du Kippour, entre pays arabes et Israël, à l'automne 1973, a entraîné un quadruplement du prix du pétrole. Le pouvoir pompidolien agite le spectre de la pénurie, de la paralysie même. À cause de ces foutus Arabes.

Le 5 mars, seul en apparence, mais porte-parole de Guillaumat, d'EDF, du CEA, et des industriels qui vont faire fortune en construisant des centrales, Messmer tranche. La France va se doter de 60 réacteurs nucléaires en dix ans. Le président en titre, Georges Pompidou, agonise, et mourra d'un cancer du sang quelques semaines après. Qui a décidé ? Officiellement, Messmer, sans aucun mandat public. En vérité, le lobby de la commission Peon, le tout-puissant.

SUPERPHÉNIX
MORT MAIS PAS ENTE

C'est le mouton à cinq pattes du nucléaire. Un générateur d'un type si spécial qu'il devait produire plus de plutonium qu'il n'en consommerait. La foirade a coûté 11 milliards d'euros et laisse des ruines pour les siècles à venir.

On ne va pas entrer dans les détails de Superphénix, sinon on y sera encore demain. Deux mots. Les surgénérateurs sont des réacteurs nucléaires d'un type nouveau. L'un de leurs principes de base, c'est qu'ils chopent de l'uranium 238 et le transforment en plutonium 239. Celui qui s'en fout, il a tort.

Le nucléaire dépend de l'uranium. Mais celui qu'on va chercher à la mine, le naturel, ne comprend que 0,7 % d'uranium 235, utilisé dans les centrales classiques. Le reste du minerai est, à plus de 99 %, de l'uranium 238, qui ne sert pas, sauf. Sauf si on le met dans un surgénérateur, qui sait comment le changer en plutonium 239, qui fera tourner la machine. Pour nos grands ingénieurs déconnants, le surgénérateur, c'est Byzance. Dans de bonnes conditions d'usage, il produit davantage de plutonium qu'il n'en consomme.

En 1957, nos petits gars du CEA conçoivent un premier réacteur expérimental, Rapsodie, nommé ainsi — on ne rit pas — parce que le mot évoque la musique des neutrons rapides refroidis au sodium. Où ? À Cadarache (Bouches-du-Rhône). Les considérations militaires ont été au cœur de l'aventure, car la bombe a besoin de plutonium. Et le surgénérateur, à terme, peut en apporter beaucoup. Rapsodie est arrêté en 1983 et n'est toujours pas démantelé. Le 31 mars 1994, au cours de travaux d'entretien de la bête, une cuve de sodium explose et tue l'ingénieur René Allègre, blessant au passage quatre techniciens. Rapsodie bouge encore.

La suite s'appelle Phénix. Encore un joli nom.

Construit à partir de 1968 à Marcoule, dans le Gard, par le CEA, Phénix a commencé à donner en 1974 seulement. Et, pour le reste, il a constamment merdé. Fuites de sodium, feux de sodium, explosions de sodium : jusqu'en 1989, la série est interminable. De 1990 à 1994, arrêt. Phénix roupille, car les techniciens ont les jetons. Puis il redémarre. Puis il s'arrête en 1995. Puis il redémarre en 1998. Puis il s'arrête en 1999. Puis il explose en 2002. Puis il subit une opération de contrôle, en 2008, qui conduira à l'arrêt définitif en 2009. Reste à le démanteler.

Cette splendide déconnade n'a évidemment dérangé personne. Et surtout pas notre immense Jacques Chirac, alors Premier ministre, qui donne le feu vert, en avril 1976, pour construire Superphénix à Creys-Malville (Isère), cinq fois plus puissant que Phénix. Sans le moindre débat public, cela va de soi. EDF sera l'exploitant, au départ avec les Ritals et les Chleuhs — dans le cadre de la société conjointe Nersa —, mais les plans sont évidemment ceux du CEA, les brillants concepteurs de Rapsodie et de Phénix. On va donc voir ce qu'on va voir. Et on a vu.



C'EST LA CHENILLE IRRADIÉE QUI REDÉMARRE

En 1984, bien après les manifs de Malville (voir pages 30-31), le remplissage en sodium du surgénérateur est achevé. Mais tout prend du temps : en 1985, Superphénix démarre, avant d'être enfin raccordé au réseau électrique en 1986. Crotte : le 20 mars 1987, 20 tonnes de sodium, un truc étonnamment explosif, se trissent en direction du barillet de stockage du combustible nucléaire. La situation est si grave que l'ultralibéral et grand ami des patrons Alain Madelin — il est ministre de l'Industrie — arrête Superphénix le 26 mai 1987. Tchernobyl est passé par là.

C'est Rocky Rocard, Premier ministre de Mitterrand, qui signe l'autorisation de redémarrage le 12 janvier 1989. Brice Lalonde, devenu sous-ministre à l'Environnement, a oublié en route son opposition à Superphénix, devenu, selon lui, un lieu de haute sécurité. On ne peut rien lui cacher : le 7 septembre 1989, autre arrêt, suivi d'une nouvelle fuite de sodium le 29 avril 1990. Cette fois, c'est le bordel. On purge le circuit concerné, qui

RRÉ



contient la bagatelle de 400 tonnes de sodium.

La fête continue. Le 8 décembre 1990, grosse surprise : c'est l'hiver. La neige pète une partie du toit des turbines. Il faut reconstruire. Mais, le 19 janvier 1994, *Le Monde* peut enfin titrer dans l'enthousiasme : *« Après trois ans et demi d'arrêt du surgénérateur, les autorités de sûreté proposent un redémarrage de Superphénix sous conditions. »* Fin 1994, une fuite d'argon, pour changer. La réparation dure sept mois. Sagement, nos imbéciles décident que Superphénix ne produira plus d'électricité et se contentera d'être un laboratoire de recherche.

En 1997, quand Jospin devient Premier ministre, les Verts obtiennent la fermeture de ce cauchemar, qui aura coûté, avant démantèlement, 60 milliards de francs (valeur 1997), soit 11,15 milliards d'euros (valeur 2012). Superphénix aura fonctionné dix mois en neuf ans. Commentaire hilarant d'un rapport parlementaire signé par le sénateur UMP Henri Revol en 1998 : *« L'arrêt de Superphénix, une décision grave pour la France. »* Et d'autant plus grave qu'il s'agit d'une *« décision prise sans concertation »*. Tu l'as dit.

Depuis, on démantèle, sous la forme de déconnexions, déconstructions, déchargements de combustible, etc. Personne n'a jamais fait cela, et personne ne peut jurer qu'on en verra le bout un jour. Officiellement, la fin des travaux est prévue en 2023. Le démantèlement coûtera au total 2,5 milliards d'euros. Peut-être. Le CEA bosse sur un nouveau type de surgénérateur. Le petit dernier s'appelle Astrid, pour *advanced sodium technological reactor for industrial demonstration*. Du Verlaine.



QUI C'EST DONC



Passage en revue de quelques belles envolées publiques — et politiques — sur le nucléaire. Depuis 1945, les niaiseries se ramassent à la pelle. Qui a prononcé la plus belle phrase sur le nucléaire ? Depuis 1945, en France, ça se bouscule au portillon. Pour bien apprécier la saveur de ce qui suit, précisons que, dès le départ, nucléaire militaire et nucléaire civil ne font qu'un. On ne parle de l'énergie « atomique » que pour avancer sur le terrain de la bombe A, puis H.

Le 3 juillet 1952, le député RPF (gaulliste de choc) Édouard Charret, à l'Assemblée nationale : ***« L'occupation du Commissariat à l'énergie atomique par les communistes est un scandale, car elle soumet au contrôle de Moscou les travaux d'un organisme où s'élabore l'avenir atomique de notre pays. […] Il importe que l'épuration soit poussée au maximum, dans les délais les plus brefs. »***



Le 10 juillet 1952, le sénateur communiste Arthur Ramette voit rouge : *« Alors, la fission nucléaire pourra, comme en Union soviétique, servir à l'accroissement du bien-être des travailleurs. En Union soviétique, la désintégration de l'atome permet de faire sauter les monts du Tourgaï, et les eaux des fleuves Obi et Ienisseï, se perdant jusqu'alors dans les mers glaciales, arroseront et fertiliseront l'Ouzbékistan, le Kazakhstan, l'Asie centrale, brûlés par le soleil. Les déserts deviendront des terres à coton, à caoutchouc, des terres de cultures fertiles, de mûriers, des vergers et des vignes. »*



Félix Gaillard est un politicien de premier plan de la IVe République, dont il fut ministre et même président du Conseil. À l'automne 1952, à la radio, il déclare avec simplicité que ***« les nations qui ne suivent pas la voie nucléaire seront aussi arriérées face aux nations nucléaires que les peuples primitifs africains le sont face aux nations industrialisées d'aujourd'hui ».***

Mendès France avait des problèmes de mémoire. Le 28 décembre 1954, alors qu'il est président du Conseil, il réunit une quarantaine de responsables civils et militaires. Beaucoup penseront que cette date marque le vrai début de la bombe nucléaire. Pas Mendès, qui déclarera plus tard à propos de la bombe : *« C'est Guy Mollet qui en 1956 a donné le feu vert, car il avait besoin, pour ne pas dépendre seulement des voix communistes, de l'appui des députés gaullistes, lesquels étaient favorables à l'arme atomique. »* C'est donc pas lui, c'est l'autre.

LE PLUS CON ?

Mais Guy Mollet ne voulait visiblement pas porter le chapeau. Le 31 janvier 1956 : *« Faut-il créer une industrie nucléaire européenne pour permettre la fabrication de bombes atomiques, fabrication qui serait pratiquement irréalisable sur le plan national dans chacun des pays en cause ? Ma réponse sera claire : non ! »*

Le samedi 13 février 1960, à l'aube, la première bombe atomique française explose dans le sud de l'Algérie, en plein désert du Tanezrouft. Message de félicitations de De Gaulle à son ministre des Armées, Pierre Guillaumat : ***« Hourra pour la France ! Depuis ce matin, elle est plus forte et plus fière. Du fond du cœur, merci à vous et à ceux qui ont pour elle remporté ce magnifique succès. »***

Le général Charles Ailleret, 1968 : *« J'ai toujours veillé à ce que nucléaires civil et militaire aillent de pair. Ce serait la mort du deuxième si le premier disparaissait. »*

Le 8 septembre 1975, Chirac raccompagne Saddam Hussein jusqu'à la porte de l'hôtel Matignon, alors qu'il est Premier ministre. Sourires. Qu'ils sont beaux, qu'ils sont jeunes. Comment deviner que l'un finira gâteux et l'autre, pendu ? Chichi : *« L'accord de coopération nucléaire est au point. Nous l'avons même complètement conclu. »*

Janvier 1980, Giscard, à propos de Superphénix, surgénérateur qui sera abandonné en 1997 : *« Avec ce type de réacteurs et ses réserves en uranium, la France disposera d'autant d'énergie que l'Arabie saoudite avec tout son pétrole. »*

Le 6 octobre 1981, Chevènement, ministre de l'Industrie : *« Un autre domaine nous intéresse, celui de la fusion thermonucléaire. [...] L'opération essentielle [...] sera la construction à Cadarache d'une machine, Tore Supra, qui sera la première à utiliser des aimants supraconducteurs. »* Tore Supra marque le grand début d'Iter (voir plus loin).



Janvier 1984, Laurent Fabius : le surgénérateur est, *« parmi les technologies en gestation, l'une des plus prometteuses en termes d'indépendance »*.

Septembre 1995, après la reprise des essais nucléaires français. Chichi à la télé australienne : *« I would understand* [the emotion] *if our tests were bad for the region. But this is not the case. »* Non, ce n'est pas le cas, t'as raison.

Pierre Lellouche, député UMP, en mai 2005 : *« Iter fera de la France et de l'Europe l'Arabie saoudite de la deuxième moitié du XXIe siècle. »* Iter est un projet (très) expérimental de réacteur bas sur la fusion thermonucléaire. Il pourrait coûter, à l'arrivée, des dizaines de milliards d'euros.

Jean-Pierre Chevènement, le 20 octobre 2008 : *« Il faut combattre la puissance de l'idéologie régressive qui voudrait démoniser le nucléaire. »*

Geneviève Fioraso, aujourd'hui ministre de l'Enseignement supérieur dans le gouvernement Ayrault, le 16 décembre 2009 : *« À Grenoble, les deux filières de génie atomique et génie nucléaire ont été supprimées. Nous tentons de les faire revivre par l'intermédiaire de l'Institut national polytechnique. Cette stratégie ne serait-elle pas à l'origine de nos difficultés ? »*



DÈS LE DÉPART, LES GROS BOBARDS DE LA HAGUE

Un bon conseil : pour construire une centrale nucléaire sur la lande, se balader en sifflotant et raconter aux bouseux qu'on va construire une usine de casseroles.

Avant, il y avait la lande à perte de vue. Le Nord-Cotentin, pour ceux qui connaissent, c'est une île d'herbe face à la mer. C'est beau. Prévert, qui avait l'œil, possédait une maison à un jet de pierre de la Hague, à Omonville-la-Petite. Quand la décision de fabriquer la bombe nucléaire est prise, en 1954, il faut trouver du plutonium, essentiel à la bombe. Comme on le trouve mélangé au combustible des réacteurs utilisant le radium, il faut l'en extraire par retraitement.

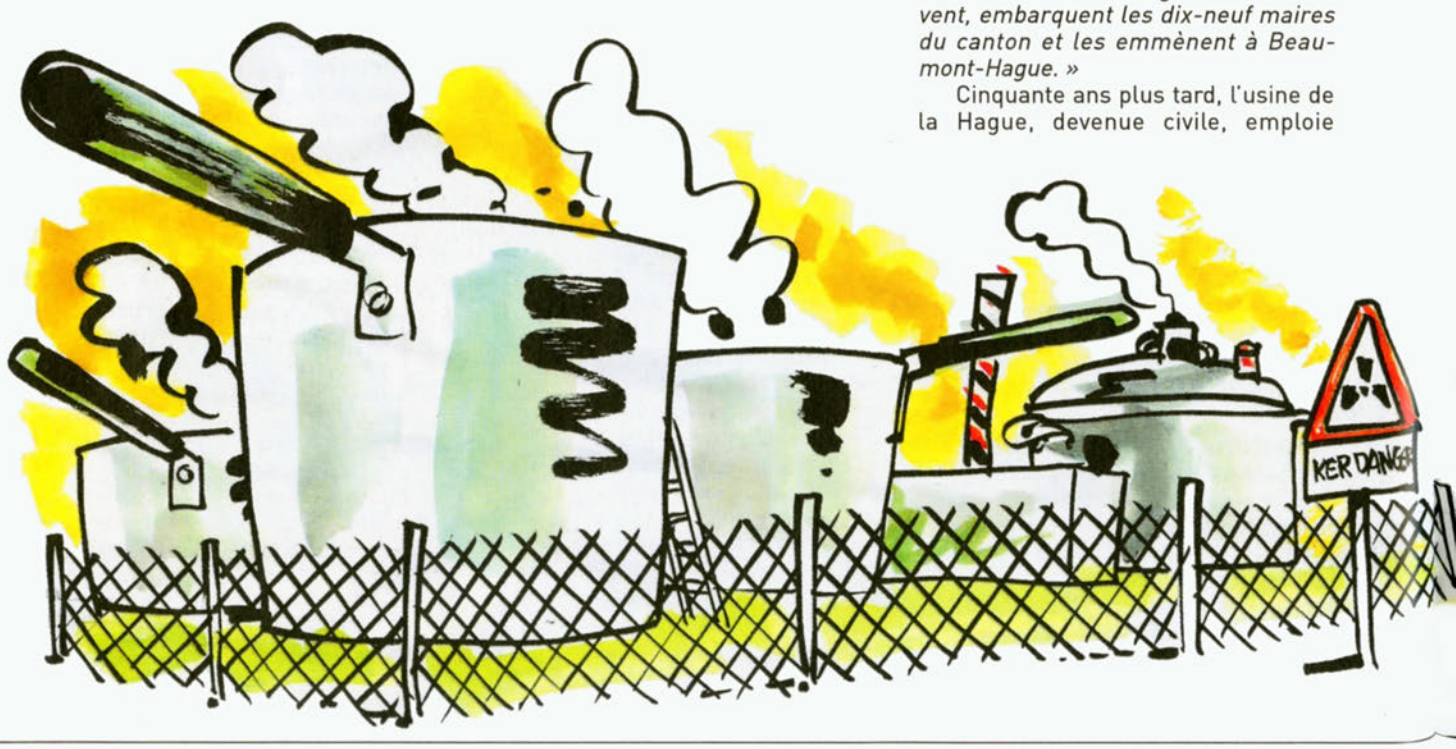
Pour garantir son approvisionnement, la France ouvre pour commencer l'usine d'extraction du plutonium de Marcoule. Mais il faut trouver un autre site, susceptible de prendre le relais en cas de problème. Ce sera la Hague, région de vents et de courants marins puissants, capables de disperser au loin les radionucléides. Les choses vont vite : déclaration d'utilité publique le 10 août 1961, début des travaux en 1962, ouverture en 1966.

Mais comment a-t-on annoncé la bonne nouvelle aux habitants du bocage ? Un jour, sans explication, des arpenteurs commencent à découper la lande[1] : *« On les a vus se promener dans les landages. Ils demandaient rien à personne.* [...] *Ils sont venus en sauvages, comme des envahisseurs, quoi ! Quand on leur demandait ce qu'ils faisaient, y répondaient n'importe quoi, tantôt c'était pour faire une usine de plastique, tantôt une usine d'engrais, ou encore une usine de casseroles... »*

MADE IN NORMANDIE

Plus tard, quand les travaux ont déjà commencé, il faut bien dire la vérité. Charles Mallard, qui fut menuisier à Saint-Germain-des-Vaux, tout près des lieux, raconte[2] : *« Un beau soir d'hiver, des gendarmes sont venus chercher nos maires. J'en ris encore, parce que c'était dans des paniers à salade. Ça annonçait le reste, pour sûr. Nos maires, c'était des paysans, pour la plupart, et ils étaient aux vaches, en train de les traire. Nos gendarmes arrivent, embarquent les dix-neuf maires du canton et les emmènent à Beaumont-Hague. »*

Cinquante ans plus tard, l'usine de la Hague, devenue civile, emploie



autour de 6 000 personnes et retraite des combustibles usés, venus de France, d'Allemagne, de Belgique, de Suisse, des Pays-Bas et du Japon. Elle paie autour de 25 millions d'euros d'impôts locaux, et tous les bleds des alentours ont leur piscine, court de tennis ou équipement culturel surdimensionné, quand ce n'est pas les trois. Les écrivains de l'étape ne sont pas oubliés. À l'été 1997, alors qu'une étude scientifique pointe un surcroît de leucémies autour de la Hague, les élus nucléocrates de la région embauchent Erik Orsenna — prix Goncourt 1988 — et Didier Decoin — prix Goncourt 1977 — pour un menu boulot de com. Le premier a ses habitudes dans le Cotentin, le second y possède une maison et un bateau. Le 23 juillet, les deux vedettes littéraires signent un texte qui sera diffusé à des milliers d'exemplaires. Son titre : *Une lettre d'amour au Cotentin.* Sa première ligne : *« Pauvre Hague, une fois de plus on lui cherche noise. »* Les gens sont des vilains.

1. *La Presqu'île au nucléaire* (Odile Jacob, 1989).
2. *Le Tour de France d'un écologiste* (Le Seuil, 1993).



▶ **REVUE DE PRESSE**

QUE DISAIT LA PRESSE D'IL Y A 50 ANS

***Charlie* est allé regarder quelques numéros de *Science et Vie* des années 1950. La vulgarisation scientifique de l'atome, ça vaut le détour.**

Ne jamais oublier que les nucléocrates déconnent à tout-va. Ils ont l'air sérieux, ils se parent des vertus de la science et de la rigueur, mais ils sont de grands délirants. Comme *Charlie* n'entend pas être cru sur parole, il est allé regarder de près les vieilles collections de *Science et Vie*, journal de vulgarisation scientifique existant depuis 1913, soit à peu près au même moment que la découverte du radium par Marie Curie.



La période la plus rigolote, c'est à coup sûr l'après-guerre. En 1945, les bombes de Hiroshima et Nagasaki ont fait grosse impression. Quelle merveilleuse puissance ! Que de promesses ! En domestiquant l'énergie sans limites apparentes de la bombe, on va pouvoir raser gratis, avoir le beurre, l'argent du beurre, et se taper la fille de la crémière. Patatras, la guerre froide fait retomber le soufflé. Le présent, c'est la bombe. On s'équipe d'abris antiatomiques de Suisse jusqu'aux États-Unis. La mort de Staline, en 1953, fait respirer tout le monde et permet le grand départ de la propagande en faveur du nucléaire. Civil, forcément civil.

Numéro 456, septembre 1955. C'est sûr, *« l'avion atomique volera dans cinq ans »*. On voit un dessin sur lequel les pilotes sont isolés au bout d'un nez d'au moins 250 mètres de long. Normal : *« Le fuselage très long est destiné à éloigner l'équipage du réacteur nucléaire, source de rayons gamma. »*

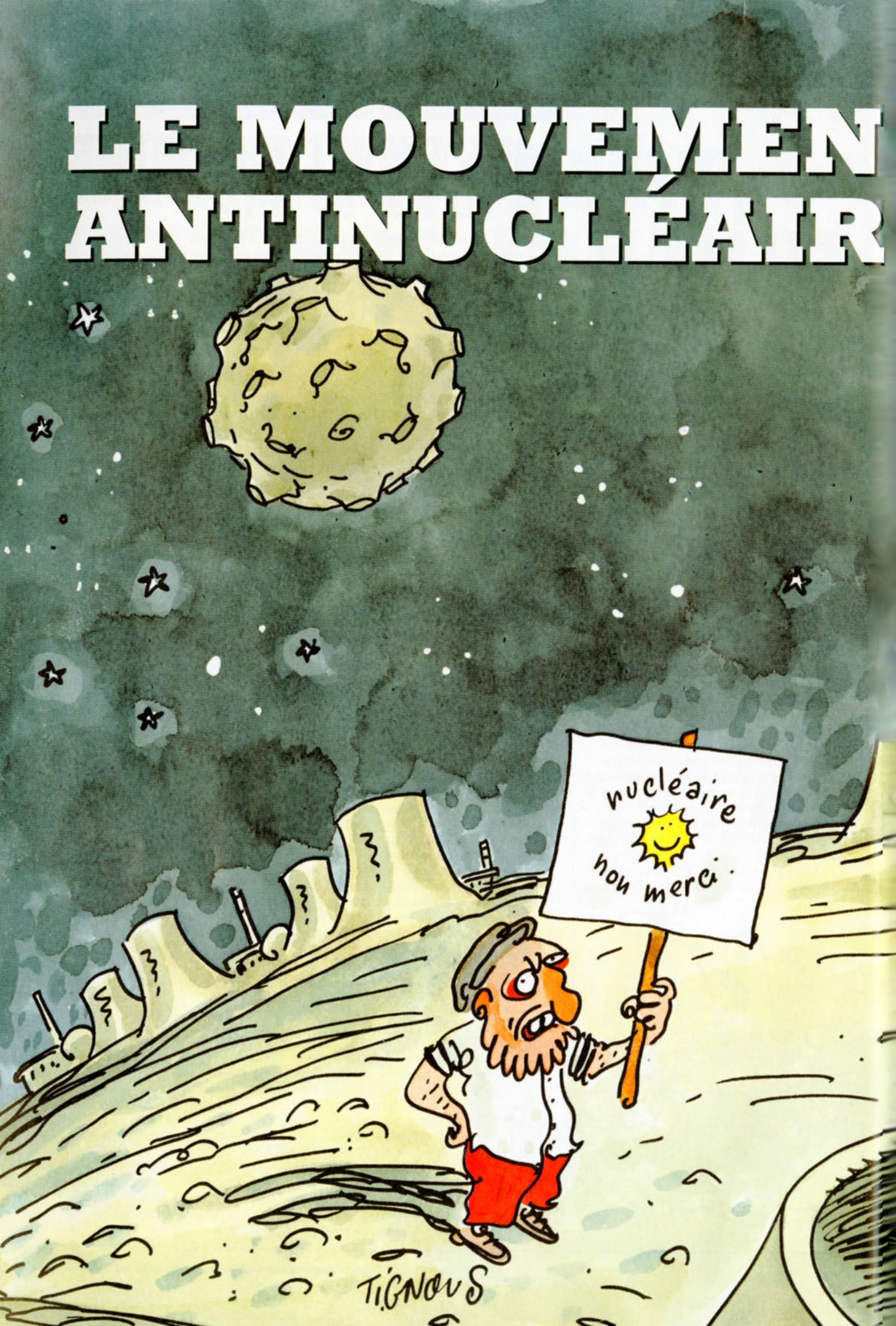
Numéro 478, juillet 1957. Le bon peuple a les jetons des essais et explosions nucléaires, et cinq *« atomistes et radiologues »* — anonymes — répondent à huit questions. Au fait, existe-t-il une *« défense contre les radiations »* ? Réponse sans triche : *« Certes. Une école de protection civile a été ouverte à Nainville-les-Roches. Des plans de construction d'abris sont à l'étude au ministère de l'Intérieur. Cinq détecteurs "Babar" à trompes ont été installés dans les villages autour de Saclay. Des cloches "Alarme-Air" ont été juchées sur le toit des casernes des pompiers parisiens. »*

Numéro 486, mars 1958. Une du journal : *« H, la plus grande découverte de tous les temps. »* Page 71 : *« Ainsi, Harwell, grand centre de la recherche nucléaire anglaise, recevait du tritium ! Cela intéressait prodigieusement les autres puissances atomiques, qui, toutes ces dernières années, ont lancé leurs meilleurs cerveaux à la conquête de l'énergie H. »*

Numéro 489, juin 1958. *« Une explosion discrète a ébranlé le monde. »* La première explosion atomique souterraine de l'histoire a eu lieu au Nevada le 19 septembre 1957. C'est merveilleux : *« La super-dynamite atomique va ouvrir de nouvelles routes au progrès. »* Exemple entre cent autres : *« La bombe à la conquête de nos déserts : des lacs jailliront dans les sables. »*

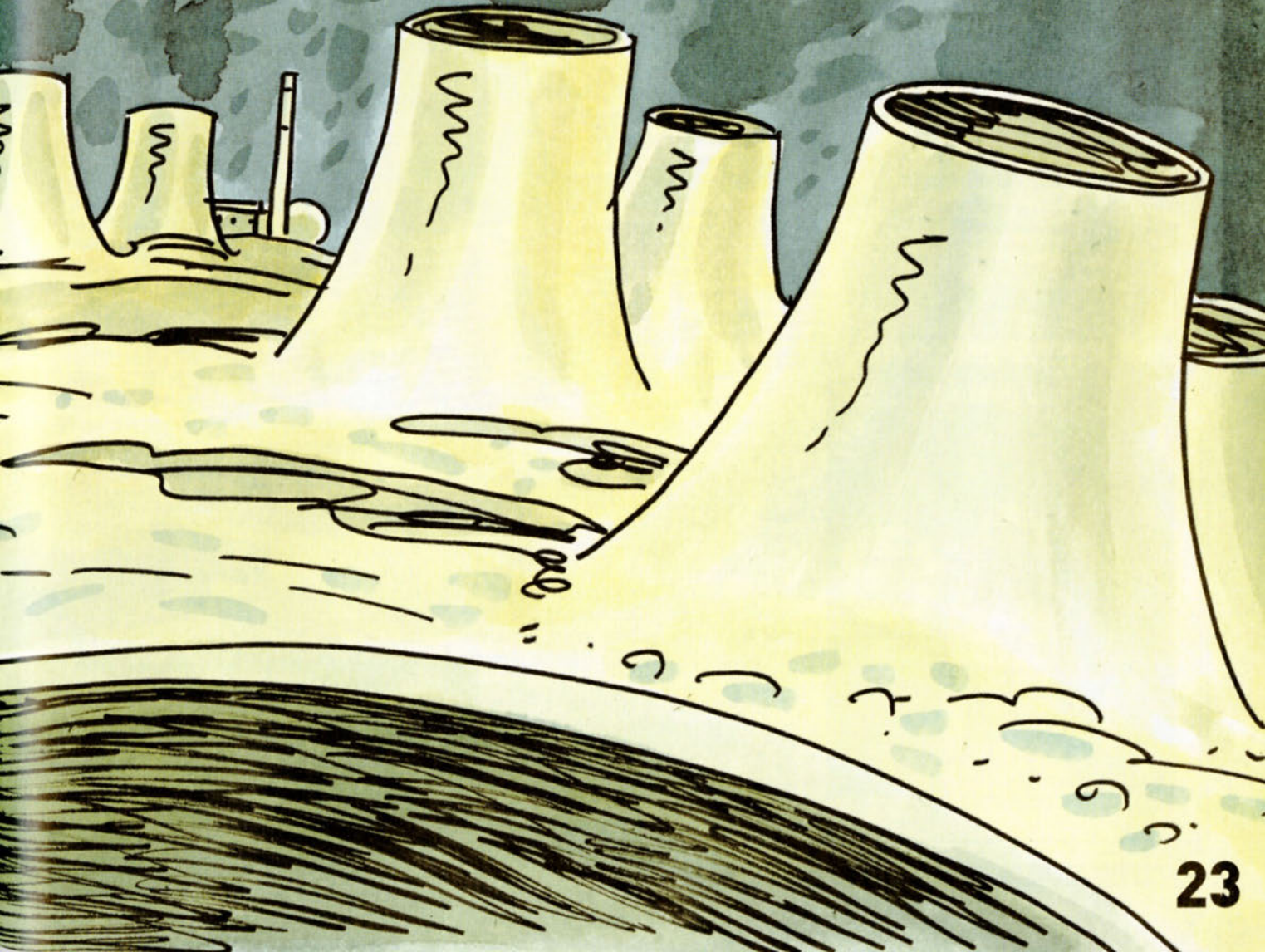
Numéro 494, novembre 1958. Hommage au génial Camille Rougeron, qui écrit un long article sur la possibilité de creuser des ports à l'aide de quatre explosions nucléaires. Et de barrer, par chez nous, l'inutile pas de Calais. Avec une bombinette de 5 mégatonnes, on peut excaver 30 000 000 de mètres cubes de roches. Pratique. Notons le projet de creuser ainsi un canal reliant le golfe de Gascogne au golfe du Lion. Rougeron : *« L'exécution par explosions nucléaires permettrait à la fois la suppression des écluses, une largeur et une profondeur autorisant l'accès des navires de tous tonnages. »*

LE MOUVEMEN ANTINUCLÉAIR



T E

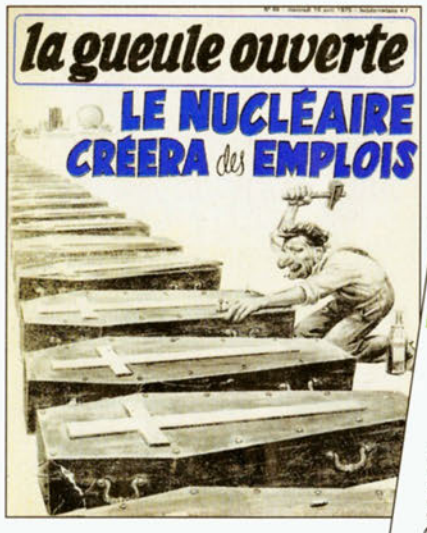
Autant vous le dire de suite : notre *Charlie,* le *Charlie Hebdo* de 1971, a joué un grand rôle dans l'apparition d'un mouvement antinucléaire en France. Connaissez-vous Pierre Fournier, le grand imprécateur ? Non ? Il n'est jamais trop tard pour découvrir celui qui annonçait la fin du monde tout en s'engueulant avec Cavanna. Dans ces lointaines années, le Parti communiste dépassait 20 % des voix et voulait construire des centrales nucléaires partout, à commencer par Plogoff, en Bretagne. Les socialos, de leur côté, ne songeaient déjà qu'à gagner les élections, et promettaient d'arrêter les frais et d'organiser un… référendum. On a vu après 1981. Témoin de ce temps englouti, l'ancêtre Didier Anger, antinucléaire indestructible, continue d'emmerder EDF et Areva. Il était probablement à Malville, en juillet 1977, où 50 000 opposants à Superphénix s'étaient donné rendez-vous. Là-bas, les choses ont mal tourné pour Vital Michalon, tué par les flics après des affrontements autour du surgénérateur. Cabu était sur place et il en a gardé de grands souvenirs, mêlés de tristesse. Le mouvement antinucléaire ne s'est jamais vraiment remis des champs de boue et de sang de Morestel. Et aujourd'hui ? Le réseau Sortir du nucléaire regroupe des centaines d'associations, partis et syndicats. Auquel il faut ajouter un électron aussi libéré que siphonné : Stéphane Lhomme. La sortie, c'est par où ? *Charlie* ne le sait pas plus que vous, mais cela n'interdit pas de se mettre en marche. Demain, la grande fermeture ?



FOURNIER, ÉLECTRON ÉTERNELLEMENT L

Il était une fois un cinglé notoire qui écrivait il y a quarante ans dans *Charlie Hebdo*. Fournier a détesté le nucléaire avant tout le monde. Et en a fait profiter ses premiers lecteurs.







Il y a au moins deux manières de parler de Fournier l'imprécateur. On peut dire : Pierre Fournier est né en 1937 en Savoie, il est mort en 1973 dans le Val-de-Marne, à l'âge de 35 ans. Journaliste et dessinateur, il a collaboré à *Hara-Kiri Hebdo* dès 1969, puis à *Charlie Hebdo*, avant de lancer son propre journal, *La Gueule ouverte*, en 1972.

Ou bien : *« On attendait rien de ces enculés de la gauche bien-pensante, ils ont pas déçu notre non-attente. Dans un numéro où ils parlent pas de notre fête, ceux du* Nouvel Obs *parlent de la contestation écologique, mais aux États-Unis, et de la résistance acharnée qu'y rencontrent certains projets d'implantation de centrales "électriques". Ils se sont bien gardés, les fumiers, d'employer le mot "nucléaires", ç'aurait fait grossier, déplacé. »* C'est du Fournier et c'est extrait du nº 34 de *Charlie Hebdo*, daté du 12 juillet 1971.

En cet été d'il y a quarante et un ans, Fournier et quelques compères organisent notre première grande manif antinucléaire contre la centrale de Bugey (Ain). Au printemps, il y a eu un tour de chauffe du côté de Fessen-

IBRE

heim — déjà —, mais la marche de Bugey réunit 15 000 pionniers, menés par ce siphonné de Fournier. Lequel est entré deux ans plus tôt par la porte pour proposer ses planches à *Hara-Kiri Hebdo*. Il signe presque aussitôt des dessins de « une ». Le 14 juillet 1969, par exemple, quand tout le monde fête l'alunissage des Amerloques, Fournier dessine un cosmonaute en train de chier sur la Lune. Le titre : *« Qu'allons-nous faire sur la Lune ? »*

Très vite, Fournier devient l'homme de l'écologie et du mouvement antinucléaire naissant. Ses dessins se chargent de flics, d'atome, de chantiers déments jusqu'en haut de nos montagnes. Fournier se met à écrire jusqu'à deux ou trois pages manuscrites dans *Charlie Hebdo*, qui font chier plus de la moitié des lecteurs. Fournier, qui vient de l'extrême droite, mais n'y est plus, n'est pas toujours dans la ligne de l'après-68. Cavanna l'engueule, puis laisse faire.

BON POUR LES ASTICOTS

Question posée par Fournier dans le n° 43 de *Charlie Hebdo* (septembre 1971) : *« Le problème de l'élimination des déchets étant insoluble de l'aveu même des techniciens de l'EDF, de quelle sorte de "miracle de la science" attend-on, en haut lieu, sa solution ? »* Dans un texte (n° 63, 31 janvier 1972) : *« Pas besoin de vous expliquer qu'une centrale nucléaire est un énorme tas de merde industriel hyperpolluant, très nutritif pour les asticots qui s'en repaissent, mais très dangereux pour les voisins. »*

Fournier, grand nigaud devant l'Éternel (*Charlie* n° 100, octobre 1972) : *« Je prêche la subversion à la base, la subversion par le mode de vie, le refus de l'économie, le déconditionnement, physique et moral, le désengagement, le boycott intégral, la grève totale, la non-participation. »* Un dernier dessin en noir et blanc, pour la route, dans le n° 56 de *Charlie Hebdo* : on y voit un atoll surmonté d'un étron atomique géant se déployant dans les cieux. Sous-titre : *« Si ce magazine était en couleurs, vous pourriez vous rendre compte à quel point le spectacle est féerique. »*

▸ PORTRAIT

DIDIER ANGER SUPERPHÉNIX DES ANTINUCLÉAIRES

S'il n'y en avait qu'un, ce serait lui. Depuis son refuge, tout proche des centrales de Flamanville, Didier Anger casse les couilles du lobby depuis bientôt quarante ans. Et il bande encore.

C'est un roc, c'est un pic, et si c'est un cap, c'est celui de Flamanville, sûr. Didier Anger habite tout près des deux réacteurs de Flamanville (Manche), mis en service en 1986 et 1987 par EDF. Qui construit au même endroit un prototype dit EPR, qui devait cracher du jus dès 2012, mais qui a pris des années de retard. Ouverture en 2016 ?

Anger est un vieux de la vieille, né en 1939. Et un antistalinien de choc, à une époque où ce n'était pas si évident : dès le début des années 1960, il appartient au groupe Socialisme ou Barbarie, créé par des gens comme Cornelius Castoriadis ou Claude Lefort. Les hasards de l'Éducation nationale — il est prof d'histoire-géo — le conduisent en 1970 au village des Pieux, à quelques kilomètres de Flamanville. Tout va bien, sauf que tout va très mal lorsqu'on commence à parler de nucléaire.

Mai 68 est passé par là, et une génération de militants se lève partout en France contre l'atome naissant. Anger se lance dans la bataille dès 1972, au moment où l'on parle d'étendre l'usine de la Hague dans le nord du Cotentin. Pire : en 1974, les nucléocrates viennent narguer Anger sous son nez en annonçant un projet de centrale à Flamanville. Fallait pas, têtes de nœud.

En 1973, Anger participe à la naissance du Comité contre la pollution atomique dans la Hague, puis, en 1975, à celle, plus décisive, du Comité régional d'information et de lutte antinucléaire, le Crilan. Rude boulot : il faut se cogner tout à la fois les flics, l'armée, l'État, les élus, presque tous à la botte.

En 1977, EDF annonce sa volonté de passer aux actes et de poser la première pierre de la centrale de Flamanville. Anger : *« Comment peut-on croire à la démocratie quand, à l'enquête publique, plus de 8 000 personnes disent non à un projet de centrale nucléaire et qu'on écoute les 200 (à peine !) qui se prononcent favorablement ? »* Réponse



du même Anger, qui n'a pas pris une ride : *« Il y a un gang du nucléaire en France. »*

Donc, se battre. Le Crilan saute sur toutes les occasions. Une première manif — 5 000 personnes — à Flamanville dès 1975. Une autre de 10 000 personnes à la Hague en 1976. L'occupation du chantier de Flamanville tout au long de février 1977, le blocage de rues et de voies ferrées à Cherbourg, puis l'occupation de grues dans le port, l'arrêt de trains de déchets, etc. Certains militants seront inculpés — on ne disait pas encore mis en examen — plus de dix fois. Ça maintient la forme.

De cette vaste bataille perdue Anger tire la conclusion qu'il faut faire de la politique. C'est un point de vue. Anger se présente aux législatives de 1978, où il obtient le meilleur score des écolos en France : 12,7 %. De plus en plus actif dans les milieux de l'écologie politique, il est en 1984 l'un des fondateurs des Verts au cours d'une assemblée générale tenue à Clichy. Tête de liste aux européennes de 1984, conseiller régional dès 1986, il se rapproche alors — nul n'est parfait — des socialos. La vérité commande de dire que Paulette Anger, son épouse, en a elle-même fait des tonnes. Mais il faudrait un second portrait.

QUAND LE PS PARLAIT POUR NE RIEN DIRE

Avant 1981, le PS jurait qu'il fallait un référendum sur le nucléaire et, en attendant, arrêter le programme nucléaire décidé par la droite. Après, on a vendu des centrales au Pakistan.

Peut-on faire confiance aux socialos ? Au début de 1981, le Parti socialiste publie ses 110 propositions, qui engagent le candidat à l'élection présidentielle, un certain François Mitterrand. Proposition 38 : *« L'approvisionnement énergétique du pays sera diversifié. Le programme nucléaire sera limité aux centrales en cours de construction, en attendant que le pays, réellement informé, puisse se prononcer par référendum. »*

C'est vrai, il n'y a pas eu de référendum. Et des dizaines de réacteurs ont été mis en service sous les deux règnes de Mitterrand. Mais, comme le disait le compère de celui-ci sous la IVe République, l'ancien président du Conseil Edgar Faure, *« ce n'est pas la girouette qui tourne, c'est le vent »*. Et, dans le domaine nucléaire, le vent aura beaucoup tourné.

Quand le Parti socialiste renaît de ses cendres à Épinay, en 1971, il hérite d'au moins deux traditions distinctes. La plus puissante reste celle de la vieille SFIO, qui s'est compromise dans les guerres coloniales et la torture de masse. Pour ceux-là, le nucléaire, c'est de la balle. L'autre veine, bien plus fragile, vient droit de Mai 68. Localement, des acteurs du mouvement ont rejoint le PS, qui seront renforcés après l'adhésion de Rocard et d'une partie du PSU, en 1975.

Mitterrand n'a pas de position arrêtée sur l'énergie nucléaire, mais certains de ses proches, ou qui le deviendront, si. Les Hernu, Chevènement, Jospin sont des industrialistes forcenés. Le menu problème, c'est que la société de l'après-68 bouge en profondeur. Le mouvement antinucléaire, de Golfech à Plogoff, de Malville à Nogent-sur-Seine, entraîne derrière lui les élus locaux socialistes. Qui signent pétition sur pétition, demandant, selon les cas, l'abandon du projet ou l'arrêt des travaux. Pour les hiérarques, c'est la merde.

Comme il s'agit quand même de gagner les élections, on compose. Jusqu'en 1977, les socialos évitent de trop parler. Sauf Chevènement, dont l'aide a été décisive dans la conquête du PS par Mitterrand, qui ne loupe pas une occasion de vomir les antinucléaires, chantres *« de l'antiscience et des peurs irrationnelles »*. Et du côté du PCF, qui a signé avec eux un programme commun de gouvernement, c'est encore pis : qui conteste le nucléaire est forcément un allié de la droite au pouvoir.

La rupture de 1977 entre socialos et cocos ouvre un espace, dans lequel s'engouffrent des jeunes socialistes de terrain. Poussé au derche, le bureau exécutif du PS adopte le 19 octobre 1977 une splendide résolution sur l'énergie. On promet d'abandonner le plan Messmer de 1974 et d'imposer un moratoire sur la construction de Superphénix. En cas de victoire aux élections, une loi sera votée, qui permettra *« le contrôle des citoyens et de leurs élus sur les décisions »*.

Jusqu'en 1981, un coup à droite, un coup à gauche. Le 23 avril 1981, répondant aux questions du puissant comité qui s'oppose à la construction d'une centrale à Plogoff (Finistère), Mitterrand écrit : *« Je crois au contraire que le nucléaire [...] justifie pleinement l'organisation d'un vaste débat dans notre pays ; enfin informés, les Français pourront se prononcer par référendum. Je me suis engagé à ne plus ouvrir de nouveau chantier de centrale nucléaire, en particulier celui de Plogoff, avant que la conclusion de ce débat ne soit connue. »*

LE CHANGEMENT, C'EST JAMAIS !

Après mai 1981, Plogoff ne sera en effet pas construite. Pour le reste, polope : l'extension de la Hague est ainsi maintenue. Chevènement, devenu ministre de la Recherche du gouvernement de gauche, déclare dès le 17 août 1981 : *« Il faut être sérieux dans ce domaine, et nous ne pouvons pas nous passer du nucléaire. Avec la radioactivité, il y a des risques, mais je crois qu'ils peuvent être assumés. »* Le 7 octobre 1981, Pierre Mauroy, Premier ministre, déclare qu'il faut mettre en place *« un équipement nucléaire suffisant pour ne risquer ni la pénurie d'énergie, ni l'excès de dépendance »*.

C'est plié. Mitterrand ira jusqu'à vendre des centrales nucléaires au Pakistan, ce paisible pays lointain. Plus tard, le PS comptera dans ses rangs des nucléaristes patentés, comme l'actuel ministre des Affaires européennes, Bernard Cazeneuve, connu à Cherbourg sous l'appellation de « député Cogema ». Ou encore Geneviève Fioraso, ministre de l'Enseignement supérieur et aficionada du CEA depuis des décennies. Sans parler de l'ancien sherpa de Mitterrand, Anne Lauvergeon, patronne d'Areva jusqu'en 2011.

LA CFDT, DU CONTRE AU POUR, SANS LES MAINS

La CFDT de 1975 n'a rien à voir avec celle de 2012. Cette année-là, le syndicat publie au Seuil un livre qui fait grand bruit : *L'Électronucléaire en France*. Bernard Laponche, polytechnicien et adhérent récent de la CFDT, qui a travaillé pour le CEA, joue un rôle de premier plan dans la rédaction de cet épais dossier, ainsi que Michel Mousel, du PSU.

À l'époque, la CFDT est très influencée par les idées de Mai 68 et la présence en son sein de militants du PSU ou de l'extrême gauche. Un puissant courant interne est radicalement antinucléaire, tandis qu'un autre, qui finira par l'emporter, accepte sous condition la construction de réacteurs. Mais les deux trouvent un compromis, sous la forme d'un moratoire de trois ans sur toute nouvelle construction.

Jusqu'en 1981, la CFDT maintiendra des liens, parfois tendus, avec le mouvement écologiste et les antinucléaires. L'arrivée de la gauche au pouvoir sonne le début de la fin. Edmond Maire et les « réalistes » l'emportent.

DEBOUT, LES IRRADIÉS DE LA TERRE

Souvenirs, souvenirs. Le Parti communiste a toujours été contre les antinucléaires, accusés de préférer l'époque de *« la lampe à huile »*. Marchais, superstar des années 1970, exigeait une centrale nucléaire à Plogoff.



Le stalinisme a été, au passage, une *love affair* entre le Parti et l'industrie lourde. En Union soviétique, on entendait, dès les années 1930, rejoindre et dépasser le capitalisme par la machine et le haut-fourneau. L'énergie nucléaire s'inscrit dans ce schéma de puissance. En France, après la Libération, le PCF — 28,2 % des voix aux élections législatives de 1946 — embraie, portant sur les fonts baptismaux EDF, base énergétique d'une future France rouge. La science et la technique sont au cœur du projet politique.

Jusqu'au lancement du programme nucléaire massif des années 1970, le PCF soutient sans hésitation le nucléaire civil. Et la CGT, sa courroie de transmission officielle, menée en fait par sa Fédération de l'énergie, de même. Résumé parfait de Roland Leroy, alors archiponte du Parti communiste, le 10 octobre 1974 : *« L'indépendance nationale en matière énergétique s'en trouvera renforcée parce qu'en France existent déjà des ressources naturelles utiles (l'uranium) ; le potentiel scientifique nécessaire (le CEA), l'entreprise nationalisée de réalisation électrique (l'EDF). »*

La nation. Le drapeau. Le Parti communiste de l'époque est si patriotard que, lorsqu'il critique les formes prises par le nucléaire civil en France, c'est avant tout parce que le gouvernement de droite a choisi une technologie américaine, celle des réacteurs Westinghouse. En effet, en 1969, Pompidou et ses conseillers ont abandonné la filière graphite-gaz, française, au profit de réacteurs nucléaires conçus aux Amériques. En revanche, Superphénix (voir page 16), lancé en 1976, est indiscutable, car français.

Rendons justice à l'un des inspirateurs des positions liées du PC et de la CGT, Claude Aufort. Communiste et cégétiste, cet ingénieur du nucléaire est alors administrateur du CEA et va droit au but. Dans un hebdo essentiel du parti, *France nouvelle*, il écrit tranquillement, le 17 mai 1976 : *« Au nom de l'indépendance nationale, je pense qu'il faut construire Superphénix. »* Car *« c'est le type de réacteur où la France a plusieurs années d'avance sur le reste du monde »*. Et *L'Humanité* d'enfoncer le clou en septembre de la même année : *« Tout le problème est de savoir si l'on veut donner aux hommes l'énergie dont ils auront besoin demain… Superphénix n'est pas un danger en lui-même, il ne le devient qu'à partir du moment où il est mis au service du profit accéléré du grand capital. »*

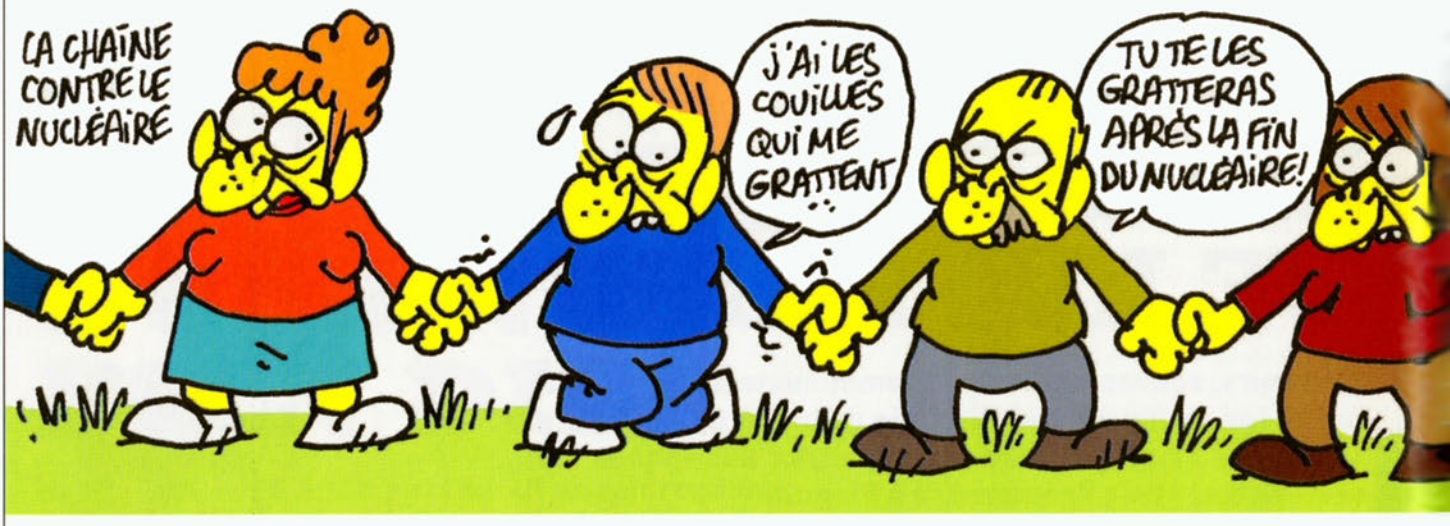
Pas mieux du côté de la CGT, qui réclame à grands cris la nationalisation de l'industrie nucléaire, supposée régler le problème. C'est que ces petits salopards de Westinghouse nous tiennent avec leurs brevets. *« On se heurte à la protection des intérêts capitalistes de Westinghouse »*, chiale *Force Information*, le bulletin de la CGT-Énergie de juillet-août 1975. Qui ajoute : *« Le secret industriel et la propriété industrielle sont particulièrement inadmissibles et dangereux dans leurs conséquences sur la maîtrise de la sûreté. »*

QUAND LE PC ÉTAIT POUR LA CENTRALE DE PLOGOFF

La technique n'est pas le problème, c'est la solution. Le texte final du 39e congrès de la CGT, tenu en juin 1975, dit tout : *« Il faut d'abord distinguer le progrès scientifique et technique de l'usage qui en est fait ; en réalité, la science est bonne fille et donne* […] *selon ce que lui demande l'idéologie dominante, des bombes atomiques ou de l'énergie nucléaire. Des défoliants pour tuer au Vietnam ou pour aider les agriculteurs. »* De son côté, Pierre Juquin, membre du comité central — il virera bien plus tard écolo —, lance un vibrant appel, le 1er octobre 1976, *« pour que les journalistes cessent leurs attaques contre EDF, son personnel et ses ingénieurs »*.

Faut-il s'étonner de la suite ? Face au mouvement antinucléaire qui se lève à partir de 1971 (voir page 30), PC et CGT montrent les crocs. Les opposants, selon Georges Marchais en 1981, sont *« des nostalgiques de la lampe à huile, des faux écologistes mais des vrais anticommunistes »*. En meeting à Rennes, le 21 janvier 1981, alors que des centaines d'antinucléaires qui ont pénétré dans la salle hurlent, Marchais déclare en scandant ses mots : *« Voilà pourquoi nous disons, oui, il faut une centrale nucléaire de grande puissance en Bretagne. À Plogoff ! »*

Les choses ont-elles changé ? En février 1998, Claude Aufort hurle toujours à la mort contre la fermeture de Superphénix, décidée par Jospin en 1997. Tenant une conférence de presse avec d'autres défenseurs de l'atome, dont un certain Henri Guaino, il dénonce une *« décision arbitraire »*. En 2007, Marie-George Buffet, candidate communiste à la présidentielle, estime qu'il faut préparer *« la société post-pétrolière sur la base d'énergie non productrice de gaz à effet de serre : les énergies renouvelables mais également l'énergie nucléaire »*. En 2011, Claude Aufort n'a toujours pas digéré et clame son enthousiasme pour un nouveau joujou, Iter, et la fusion thermonucléaire : *« Il faut se donner les moyens de développer une filière de 4e génération mise à mal par l'arrêt de la centrale nucléaire Superphénix. »* Communiste un jour, communiste toujours.



936 ASSOCIATIONS CONTRE LE NUCLÉAIRE

Lancé en 1997, le réseau Sortir du nucléaire n'a cessé de faire les 400 coups pour secouer la société française. Quinze ans plus tard, l'opinion a basculé de son côté. Mais pas les pouvoirs en place.

Franchement, pas si mal ! Le 11 mars 2012, un an après Fukushima, le mouvement antinucléaire français réussit une prouesse en jetant dans la rue et, surtout, sur les routes de campagne autour de 60 000 personnes. Où ? Entre Lyon et Avignon, sous la forme d'une chaîne humaine longeant la vallée du Rhône, ravagée par quatorze réacteurs nucléaires.

Des dizaines de cars venus des provinces, mais aussi d'Allemagne, de Suisse, de Belgique, ont rameuté la foule des grands jours. Eva Joly est là, de même que Bové, Michèle Rivasi, fondatrice de la CRII-Rad, Dominique Voynet, Philippe Poutou, le candidat du NPA à la présidentielle. Derrière ce succès et quantité d'autres — la grosse manif de Cherbourg, le 15 avril 2006, celles contre l'EPR en mars 2007, entre autres —, le réseau Sortir du nucléaire (www.sortirdunucleaire.org) n'est jamais très loin.

Les chiffres impressionnent. Le réseau rassemble la bagatelle de 936 associations (en juillet 2012), il est soutenu par 57 282 signataires individuels de sa charte et emploie une douzaine de salariés. Pas la peine de chercher ailleurs dans le monde : une telle force organisée contre le nucléaire n'existe que chez nous. Une multitude de groupes antinucléaires, des syndicats, comme Sud, la Confédération paysanne, la CNT, l'École émancipée, ainsi que des partis, comme Europe Écologie-Les Verts, le NPA, la Fédé anarchiste ou encore les Alternatifs ont adhéré au fil des ans.

Il faut rendre justice à Superphénix, le monstre arrêté par Jospin en 1998, qui est indirectement à l'origine du réseau. Ce surgénérateur, construit à Creys-Malville (Isère) dans les années 1970 (voir page 16), a pourtant porté la poisse aux antinucléaires. Après la très dure manif de l'été 1977 — un mort, Vital Michalon —, le mouvement, qui avait paru puissant, a ensuite comme disparu pendant presque deux décennies. Mais, en 1994, les affaires reprennent (un peu). En février, Balladur, alors Premier ministre, signe le redémarrage de Superphénix, arrêté à la suite d'une énième panne.

GRENELLE RADIOACTIF

Pour les antinucléaires, c'est une pure et simple provocation. Un collectif géant de plus de 250 associations décide une marche entre Malville et l'hôtel Matignon, où règne Balladur. La Frapna — Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature — côtoie le WWF, Greenpeace, les scientifiques du GSIEN, autour des époux Sené, sans oublier les Suisses de Contratom. Des petits rigolos distribuent des billets de banque de 100 francs sur lesquels on peut lire d'un côté : « *Superphénix coûte 100 francs toutes les cinq secondes.* » Et de l'autre : « *Ne pourrions-nous rien faire de mieux de cet argent ?* » En toute indépendance relative, la Banque de France porte plainte pour fausse monnaie.

Cette fois, c'est parti. À partir de 1995, l'association Européens contre Superphénix commence à relier les fils. Et, en juillet 1997, juste après l'annonce de la fermeture du surgénérateur de Malville, le réseau Sortir du nucléaire apparaît au grand jour. Une charte est signée dans la foulée, qui réclame « *une*



décision immédiate de sortie du nucléaire ». Et les bagarres commencent, qu'il serait trop long d'évoquer en détail : contre l'enfouissement des déchets, contre le chauffage électrique, contre l'EPR, contre le démantèlement de la si vieille centrale de Brenillis (Bretagne), pour l'arrêt des exportations d'uranium vers la Russie, pour l'abolition des armes nucléaires.

En 2002, le réseau révèle la teneur de documents internes à la très officielle Autorité de sûreté nucléaire (ASN) : 34 réacteurs nucléaires français — sur 58 — ne sont pas adaptés au risque sismique. En novembre 2004, Stéphane Lhomme, porte-parole du réseau, chope en direct, à la télé, la patronne d'Areva, Anne Lauvergeon. Et dénonce, pour l'une des premières fois, les graves pollutions autour de la mine d'uranium d'Arlit, qu'exploite Areva au Niger. Pas démontée, Lauvergeon invite Lhomme au Niger, qui n'ira pas.

Parallèlement, comme le révélera en avril 2009 *Le Canard enchaîné,* EDF fait espionner Lhomme, donc le réseau, par des flics privés d'une officine suisse. C'est que Sortir du nucléaire ne joue pas le jeu. En septembre 2007, au moment même où la France négocie avec Kadhafi la vente d'une centrale nucléaire, Sarkozy lance la grande entourloupe du Grenelle de l'environnement. Jurant qu'il s'agit là d'une *« révolution écologique »,* Sarkozy interdit que le nucléaire soit abordé au cours de ces discussions biaisées. Sortir du nucléaire dénonce un *« Grenelle radioactif »* et envoie promener le gouvernement.

Depuis, l'eau a coulé sous les ponts du Rhône, et le réseau a dû faire face à une redoutable crise interne. Lhomme (voir ci-contre) a été lourdé en 2010 et dénonce une manœuvre politique de courants souhaitant que le réseau s'assagisse, ce que ce dernier conteste formellement. Sortir du nucléaire reste quoi qu'il en soit une force indiscutable, et indiscutablement antinucléaire.

▸ **PORTRAIT**

STÉPHANE LHOMME, GRAND CASSE-COUILLES ANTI-ATOME

EDF et les flics ne sont pas encore arrivés à l'arrêter. Mais ils ont beaucoup essayé, car Stéphane Lhomme ne se contente pas de parler. Il se bat. Et pas qu'un peu.

Le royal casse-couilles, c'est lui. On trouvera pas plus enragé contre le nucléaire que Stéphane Lhomme. Né en 1965 à Bordeaux, instit jusqu'en 2002, il commence à mettre le souk à propos de ses propres élèves, des gosses de Gitans sédentarisés. Membre du Droit au logement (DAL), il réclame pour eux de vrais apparts. Tête de Juppé, maire après 1995. D'autant que Lhomme, militant un court moment à la LCR, emmerde aussi le maire à propos de son arrêté « antibivouac », tourné contre les SDF. Lhomme, qui ne lâche jamais le morceau, obtiendra finalement l'abrogation de l'arrêté par le tribunal administratif.

Mais si Lhomme est connu comme le loup blanc, c'est à cause du nucléaire. Membre suractif de l'association TchernoBlaye — Blayais est la centrale nucléaire locale —, il multiplie les manifs et les coups de main, bloque un wagon de déchets nucléaires, escalade un échafaudage du palais de justice de Bordeaux.

À partir de 2002, changement de braquet. Lhomme devient permanent du réseau Sortir du nucléaire (voir page 38) et se charge des relations avec la presse. En fait, il devient le porte-parole officieux du mouvement antinucléaire. Sans jamais débander. Cette même année 2002, il occupe et redécore le stand EDF installé au Sommet de la Terre de Johannesburg.

Pas étonnant de découvrir (*Le Canard enchaîné* du 8 avril 2009) qu'EDF l'a fait surveiller par une société de flics privés suisse, Securewyse. Ni que la même EDF aurait obtenu la collaboration des RG de Bordeaux pour en savoir plus sur Lhomme. *Le Point,* de son côté, affirme au même moment qu'un gentil salarié de Wanadoo a aidé les flics à pirater la boîte mail de l'antinuke. Plus chiant encore : Lhomme se met à publier des documents qui lui sont mystérieusement parvenus. Dont un « confidentiel défense » d'EDF, qui lui vaut perquise de la



DST et garde à vue. Une fois, deux fois.

La suite est moins rigolote : Lhomme se fait lourder du réseau Sortir du nucléaire en avril 2010 et réclame devant les prud'hommes l'annulation de son licenciement. Il ne fait pas de doute que Lhomme a un caractère de chien et qu'il a réussi à se faire détester par une bonne part des salariés de l'association. Mais il reste un sérieux problème : certains petits malins n'ont-ils pas profité de l'occasion pour liquider un antinucléaire radical ? C'est la thèse de Lhomme et de ses potes. *Charlie* ne tranche pas, mais pose la question.

Depuis, Lhomme a créé sa propre association, l'Observatoire du nucléaire, qui diffuse notamment une revue de presse par le Net (http://observ.nucleaire.free.fr). Par ailleurs, même si Lhomme n'est pas membre d'Europe Écologie-Les Verts, il n'a pas hésité à présenter sa candidature aux primaires organisées par les écolos au printemps 2011. Lhomme en profite alors pour se faire Nicolas Hulot en direct. Extrait : *« Nicolas Hulot leader des écologistes, c'est comme Strauss-Kahn candidat du NPA. »* N'a-t-il pas été *« sponsorisé* [...] *pendant vingt ans par des multinationales* [...] *extrêmement polluantes et méprisantes pour la population »* ? Lhomme dans ses œuvres.

LE MORT TRÈS EMMERDANT DE MALVILLE

En 1977, le mouvement antinucléaire paraît en pleine forme. La manif de Malville, en juillet, marque son déclin. Un mort, des dizaines de blessés et un sacré blues.

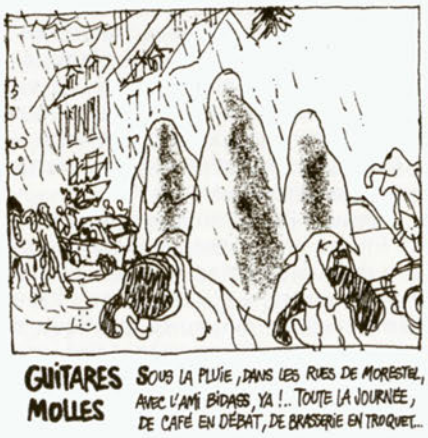
Jean-Claude Bourret, l'ami des gendarmes et des ovnis, jadis présentateur de journaux télévisés, est injustement oublié. En ce 31 juillet 1977, l'air grave, il présente le journal de 20 heures de TF1 : *« C'est au début de cet après-midi, à Creys-Malville, que tout a brusquement dégénéré. L'impressionnant dispositif policier a été obligé d'intervenir pour refouler des commandos de manifestants, casqués et armés de cocktails Molotov, qui tentaient de franchir les barrages et de pénétrer dans la zone interdite. »* Du côté des 50 000 manifestants réclamant l'abandon de Superphénix, il y a un mort, Vital Michalon, un pied arraché chez un deuxième, Michel Grandjean, une main perdue chez un troisième, Manfred Schultz. Sans compter des dizaines de blessés soignés à l'hôpital. Un gendarme perd également une main au moment où il s'apprêtait à envoyer une grenade offensive.

Est-ce bien étonnant ? Non. Comme le notent le lendemain les envoyés spéciaux de *Libération*, Pierre Blanchet et Claire Brière, *« il fallait s'y attendre, d'abord — c'est une évidence — parce que le gouvernement mise énormément sur la politique nucléaire. Ensuite, parce qu'il avait annoncé qu'il n'était pas question d'approcher du site. 5 500 hectares ont été interdits à toute circulation et l'on se serait cru, dans cette zone, dans un pays en guerre. À l'intérieur même de la centrale, les forces de l'ordre étaient armées de pistolets-mitrailleurs ».*

Pour mieux comprendre, il faut revenir au point de départ. En 1971, *Charlie*, notre *Charlie Hebdo*, lance pour de bon le mouvement antinucléaire en France après un premier essai à Fessenheim trois mois auparavant. 15 000 personnes marchent vers la centrale de Bugey (Ain) en juillet, à l'appel de Fournier et de quelques autres. De 1971 à 1976, on manifeste à Fessenheim — encore —, à Erdeven (Morbihan), à Arcachon, à Gravelines, à Flamanville et même à Paris.







À Malville se profile la construction d'un surgénérateur. Dans le plus grand secret, le principe d'un prototype est arrêté dès 1971 par un petit noyau de nucléocrates. Mais il faut attendre une petite info parue dans *Le Monde*, début 1976, pour que tout le monde comprenne. Le gouvernement de Jacques Chirac, Premier ministre de Giscard, autorise EDF à construire un réacteur d'un nouveau type, Superphénix. Le 7 avril 1976, la journaliste Dominique Verguese écrit dans *Le Monde* : *« La France se lance dans une aventure. Cette décision n'aurait-elle pas dû faire au préalable l'objet d'un débat au Parlement ? »* De son côté, l'ingénieur Jean-Pierre Pharabod, qui a travaillé pour EDF jusqu'en 1970, écrit sobrement dans *Science et Vie* d'avril : *« Il n'est pas déraisonnable de penser qu'un grave accident survenant à Superphénix pourrait tuer plus d'un million de personnes. »*

Le 4 juillet 1976, 20 000 personnes marchent sur le site de construction, à Creys-Malville, dans l'Isère. Sit-in, calme total, et silence complet de la part des nucléocrates. Rendez-vous est pris l'été suivant pour une nouvelle manif annoncée pour le 31 juillet 1977. Des comités Malville très fermes voient le jour un peu partout, qui disposent d'un journal, *Superpholix*. Extrait d'un édito de mars 1977 : *« Feu vert à toute action qui peut retarder ou bloquer les travaux, la seule condition étant le respect de l'intégrité des personnes, l'initiative de la violence étant laissée à l'EDF et ses électro-flics. »*

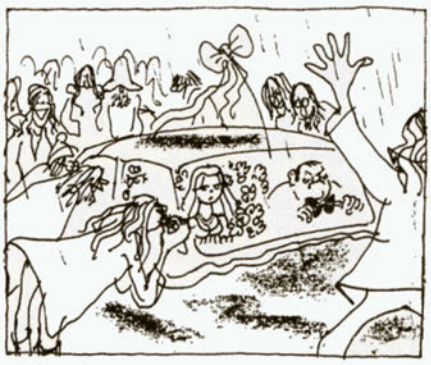
BASTON SOUS LA PLUIE

Sans le savoir, le mouvement issu de 68 va venir se casser les dents sur la dernière grande manif d'avant 1981. Les extrêmes gauches et les écolos, souvent solidaires, mobilisent pendant les six premiers mois de 1977. Jusqu'au dernier moment, la CFDT, jusque-là très en pointe dans le mouvement antinucléaire, soutient le rassemblement de Malville. Mais, le 29 juillet 1977, deux jours auparavant, Edmond Maire et ses copains de la direction, qui rejoindront la gauche gouvernementale quatre ans plus tard, se retirent. Reste un mouvement puissant, mais isolé. Deux ou trois mille Allemands débarquent, venus d'un pays où l'on se bat physiquement contre l'atome.

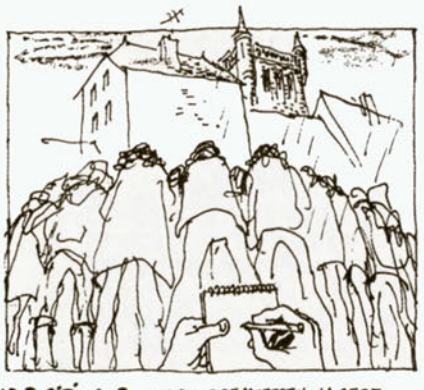
Officiellement, la manif est non violente. Mais les dés sont pipés. Du côté du pouvoir giscardien, on tient une occasion en or de discréditer le mouvement antinucléaire. La présence d'Allemands — au moment où la bande à Baader est au sommet de son histoire — et de radicaux français — notamment ceux qu'on appelle les autonomes — permet d'opposer tenants du nucléaire civil et « terroristes ». Le dispositif mis en place, avec plus de 5 000 gendarmes, est placé sous les ordres de René Jannin, préfet d'Alger entre 1961 et 1962. La baston, sous la pluie, prend des allures d'épopée. 2 500 grenades à effet de souffle auraient été tirées.

Le lendemain, *L'Huma*, très pronucléaire, titre : *« Provocation à Malville »*. Les vilains du pouvoir auraient tout organisé pour nuire au Programme commun de la gauche. *L'Aurore*, quotidien d'une droite coloniale rance, dénonce la présence des *« Boches »*. *Minute*, celle d'un *« Marché commun du terrorisme »*. Le ministre de l'Intérieur, Christian Bonnet, accuse : *« Des groupes d'action d'inspiration anarchiste, ignorant les frontières, ont délibérément attaqué les forces du dispositif de protection. »* *Rouge*, qui est alors quotidien, titre en couverture : *« Préméditation ! »*, évoquant *« une atmosphère de pogrom »*.

La manifestation de Malville marque en tout cas le déclin du mouvement antinucléaire français. Jamais il ne sera plus capable de réunir autant de manifestants.



NICHONS À L'AIR ON RETROUVE DES FILLES DE L'AN DERNIER... « À LA MANIF DE MALVILLE, L'AN DERNIER, TU TE RAPPELLES, IL Y AVAIT DES NICHONS À L'AIR... »



LA POSITION DE LA C.F.D.T SUR UNE PLACE DE MORESTEL, LA C.F.D.T ESSAYE DE JUSTIFIER SON "OUI, MAIS AU NUCLÉAIRE" « DANS LE NUMERO DE VACANCES DE "SYNDICALISME HEBDO" DE LA C.F.D.T, IL Y AVAIT LA PÊCHE, LA PLAGE, LE TRICOT, ETC., MAIS PAS MALVILLE... »



ENFIN L'E.D.F LE CHEF DE DISTRICT E.D.F DE MORESTEL A ÉVACUÉ SA FAMILLE POUR LE WEEK-END. J'AI RENCONTRÉ TOUT DE MÊME **UN** INGÉNIEUR E.D.F, QUI TRAVAILLE SUR LE PROJET "SUPER-PHÉNIX". OÙ ?... À LA TRIBUNE DE LA C.F.D.T, PENDANT SA CONFÉRENCE DE PRESSE !



LA POSITION DU P.C. LE PARTI COMMUNISTE AVAIT CHOISI CE DIMANCHE POUR FAIRE SA KERMESSE PARDISIALE



SEULS LES RADICAUX DE GAUCHE À COURTENAY, LES DÉPUTÉS SOCIALISTES DE LA RÉGION DIALOGUENT AVEC LES ÉCOLOGISTES. HERNU N'EST PAS LÀ, ON APPRENDRA PAR "LE PROGRÈS DE LYON" DU LENDEMAIN QU'IL ÉTAIT EN TRAIN D'INAUGURER UNE COLONNE MORRIS À VILLEURBANNE...



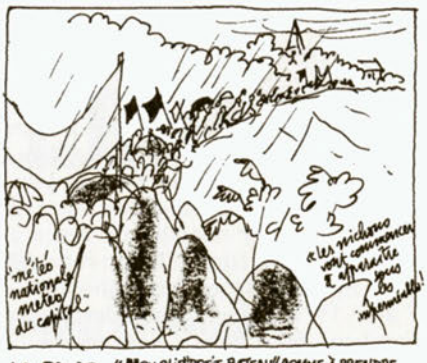
LA POSITION DU P.S CE DÉBAT NE VA PAS NOUS REMONTER LE MORAL ! MERMAZ DÉCLARE : « L'ATOME, SELON QU'IL EST GÉRÉ PAR LA DROITE OU PAR LA GAUCHE, CE N'EST PAS LA MÊME CHOSE. »



GÉBÉ INTERVIENT LA ROSE ET LE POING REMPLACÉS PAR LA CHÈVRE ET LE CHOUX · RÉPONSE DE MERMAZ : « IL FAUT VOIR LE PROBLÈME D'UNE MANIÈRE GLOBALE. »



ENFIN DIMANCHE LEVÉS À SIX HEURES POUR S'ÉBRANLER À NEUF HEURES. OBJECTIF DU COMITÉ DE COORDINATION : DÉLIVRER LES VILLAGES OCCUPÉS PAR LES FORCES DE L'ORDRE À L'INTÉRIEUR DU PÉRIMÈTRE INTERDIT" ON PREND LA ROUTE SANS TROP RÉFLÉCHIR...



LA PLUIE « MON SLIP "PETIT-BATEAU" COMME À PRENDRE L'EAU, VA FALLOIR QUE J'ÉCOPE ! » LES PLAISANTERIES HABITUELLES DES COPAINS QUI SE RETROUVENT AUX MANIFS ANTIMILITARISTES. ON FAIT SEULEMENT ATTENTION DE NE PAS MARCHER DERRIÈRE N'IMPORTE QUEL ÉTENDARD.



LOULOUS ON VOIT BIEN HABILLER DES LOULOUS AVEC DES BARRES DE FER, MAIS ON NOUS A DIT QU'ON DEVAIT ÊTRE PROTÉGÉS PAR DES "ÉQUIPES DE PROTECTION", ALORS, BON... ON CROIT QUE CE SONT LES FAMEUSES ÉQUIPES DE PROTECTION...



AMBU LANCES MIDI. ON ENTEND LES PREMIÈRES EXPLOSIONS. ON NE SAIT PAS QUE CES SALAUDS UTILISENT DES GRENADES OFFENSIVES. EN FAIT, ON NE SAIT RIEN. COINCÉS SUR NOTRE ROUTE ÉTROITE, ON S'ÉTIRE SUR PLUS DE 6 KILOMÈTRES



INFIRMIÈRES AU FRONT ON VOIT BIEN PASSER DES AMBULANCES, MAIS ON RIGOLE, ON CROIT QU'ELLES SONT VIDES ! ENFIN, MOI... ON ENTEND UN MÉGAPHONE NOUS DIRE QU'UNE PERCÉE EST FAITE À FAVERGES. ALORS LA VIE EST BELLE !



FINI LA RIGOLADE ET PUIS UN AUTRE MÉGAPHONE NOUS INVITE À NOUS REGROUPER EN HAUT D'UN CHAMP D'OÙ L'ON VOIT LES PANACHES DES GRENADES. UNE ½ HEURE APRÈS, ORDRE DE SE REPLIER. C'EST SUR LE CHEMIN DU RETOUR QU'ON APPREND, PAR UN TRANSISTOR, QU'IL Y A UN MORT



MALAISE POURQUOI NE NOUS A-T-ON RIEN DIT ? LA COORDINATION VOULAIT-ELLE PROFITER D'UNE PERCÉE DES "VIOLENTS" POUR OUVRIR LA ROUTE AUX "NON-VIOLENTS" ? LE RETOUR RESSEMBLE À UN ENTERREMENT. FRANÇOISE D'EAUBONNE, QUI AVAIT APPELÉ À UNE MANIF "DURE", N'EST PAS VENUE...

QUESTIONS APRÈS UNE NUIT DE SOMMEIL



MALVILLE SOUTE

- Pourquoi avoir annoncé une manif "non-violente" tout en projetant de pénétrer à l'intérieur du chantier ?
- Pourquoi une manif "non-violente" pour PRENDRE quelque chose ?
- Pourquoi avoir maintenu comme mot d'ordre de "libérer les villages" après avoir entendu le préfet promettre de "faire tirer si besoin était" ?
- Pourquoi ne s'être pas démarqué plus nettement des gens qui voulaient se battre contre les flics ?
- Pourquoi ne pas avoir diffusé l'information sur ce qui se passait à l'avant ?

JE COMPRENDS

Pourquoi nos manifs anti-militaristes ne réunissent pas grand monde : il n'y a pas de caserne à prendre.

Si c'est indispensable de brandir une carotte pour amener du monde, alors laissons tomber les rassemblements, trouvons autre chose.

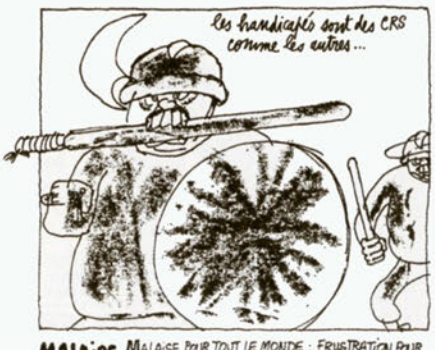
Que ceux qui croient encore qu'on peut gagner en utilisant les mêmes armes que l'adversaire aillent se battre. Moi je ne veux plus participer à une manif où il faut apporter son casque. D'abord je n'ai pas de casque.



CÔME LANZA DU COMITÉ MALVILLE (J'ESPÈRE QUE TU ME REMBOURSES)

A BAS LES MARTYRS!

Cabu



MALAISE MALAISE POUR TOUT LE MONDE : FRUSTRATION POUR CEUX QUI CROYAIENT COUCHER À L'INTÉRIEUR DU SITE DE MALVILLE LE SOIR MÊME. MAUVAISE CONSCIENCE POUR CEUX QUI, COMME MOI, ONT PARTICIPÉ À UNE MANIF OFFENSIVE À CÔTÉ DE MECS À GOURDINS...



DEMAIN LA PRESSE « CRÉEZ L'ÉVÉNEMENT, ON PARLERA DE VOUS » DISENT LES JOURNALISTES. ET LORSQUE LES ÉCOLOGISTES, DÉBORDÉS... IL FAUT VOIR CES CRAPULES DE JOURNALISTES EXPLOITER L'ÉVÉNEMENT.



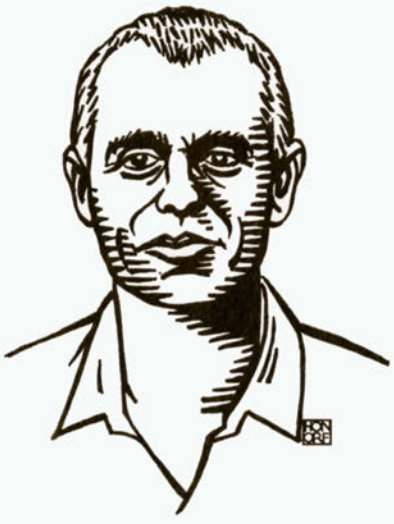
▶ **PORTRAIT**

UN CERTAIN LAMBERT, THÉÂTREUX ET SÉDITIEUX

Nicolas Lambert a inventé un nouveau genre, qu'on pourrait appeler le théâtre d'investigation. Dans *Avenir radieux, une fission française*, il allume le lobby nucléaire tout en faisant rigoler le monde.

Nicolas Lambert est un mec né en Picardie en 1967. Au départ, il est lycéen, ce qui n'en fait pas un oiseau rare. Mais c'est là, même pas adolescent, qu'il s'amourache à mort du théâtre. Devenu étudiant en philo à la fac de Nanterre, il continue à faire de la scène en amateur. En amateur éclairé, ce qui le conduit droit dans les bras du théâtre universitaire de Nanterre en 1988. Théâtre qu'il dirigera entre 1990 et 1992.

Le reste ressemble à une pente naturelle. En 1992 toujours, il fonde avec la comédienne et musicienne Sylvie Gravagna la compagnie Charlie Noé. Et ils s'en vont présenter leurs créations — d'abord, *Arlequin poli par l'amour* — devant un public de jeunes de Seine-Saint-Denis. Le théâtre ou le Kärcher. Installée à Pantin, la compagnie présente jusqu'en 2003 une quinzaine de spectacles. Et puis, sans prévenir, le procès Elf.



AUTHENTIQUE

En 2003, toutes les crapules qui se sont goinfrées avec l'argent d'Elf défilent à la barre. Lambert assiste à toutes les séances, écrit la moindre réplique. Et, en 2004, juste avant de créer la compagnie Un pas de côté, il lance un spectacle magnifique, appelé *Elf, la pompe Afrique*. Chaque mot a été prononcé. Lambert incarne follement, drôlement, tous les corrompus.

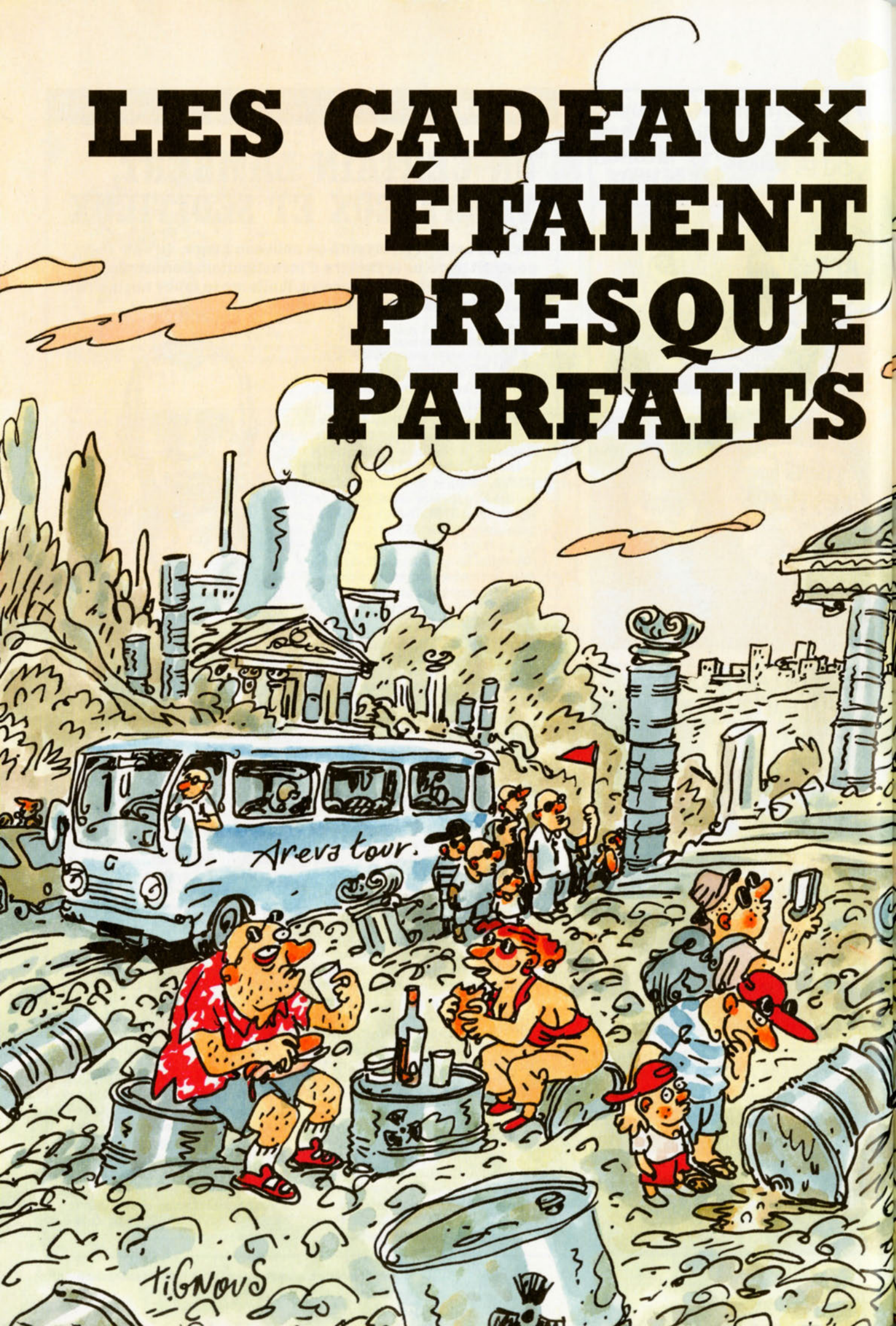
Sans bien s'en rendre compte, il vient d'inventer un genre, le théâtre d'investigation. Dans la même veine, il crée une pièce sur le nucléaire qui, après avoir triomphé dans toute la France, a été jouée cet été au Festival d'Avignon. Son titre ? *Avenir radieux, une fission française. Charlie* ne va pas vous raconter de salades : c'est très bon, et mieux que ça.

La qualité du truc repose d'abord sur une documentation sans faille. Lambert doit lire beaucoup ou bénéficie de documentalistes hors pair. À part une bricole, discutable d'ailleurs — le ténébreux dossier Eurodif —, les faits et les personnages sont là, à leur place exacte. Mais rien ne marcherait sans les stupéfiantes incarnations que réussit Lambert. Car si les personnages de l'histoire sont nombreux, il est seul à jouer leurs rôles. Sur scène ou dans la salle, bondissant d'un point à un autre, changeant de voix, se précipitant sous la lumière ou dans l'ombre.

La pièce commence par une réunion publique d'information sur le nucléaire. Hilarante. Lambert est le monsieur Loyal, le monsieur EDF, le monsieur élu, mais aussi les pauvres couillons qui sont venus se faire enfler. Suivent quantité de discours officiels, de ministres, de présidents — Sarkozy est très réussi —, de nucléocrates. Il faut répéter que les mots choisis par Nicolas Lambert ont tous été prononcés, ce qui donne à l'ensemble une force considérable.

Le plus beau s'appelle sans doute Pierre Guillaumat, qui a dirigé le nucléaire français pendant des décennies. Lambert se surpasse, campant l'ancien patron du CEA dans un clair-obscur, pipe à la bouche, répondant à des questions d'un journaliste allemand. On sort de là en se demandant qui étriper en premier. Et ce n'est pas fini. Lambert prépare un nouveau spectacle sur le commerce des armes.

LES CADEAUX ÉTAIENT PRESQUE PARFAITS





Ces charmants garçons avaient oublié de nous parler de l'addition. Le nucléaire, ça dure un moment. Il faut payer, payer, payer, encore payer. Pour commencer, il faut faire suer le burnous aux Touareg, quelque part dans le désert du Niger. On leur prend leurs mines d'uranium, mais, en échange, ils ont le droit de vendre sur les marchés la ferraille radioactive. C'est bon pour la santé.

Une fois le minerai arrivé à bon port, une fois qu'il a servi dans les réacteurs, une fois « usagé », il faut faire le ménage. Sauf qu'on ne sait pas faire. On entasse donc des déchets, dont certains seront encore radioactifs quand nous serons tous vieux, dans 500 millions d'années et plus. On les entasse ou on les envoie bronzer en Sibérie, selon. On les entasse ou l'on essaie de les enfouir du côté de Bure, entre Meuse et Haute-Marne. Combien d'habitants à Bure ? Autour de quatre-vingt-dix, ce qui fait peu d'opposants potentiels. En échange, les atomistes refont le centre-ville de Bar-le-Duc, car ce sont des gens serviables.

Mais, avant le projet de Bure, avant la Sibérie, avant les piscines de la Hague, où allaient donc les déchets ? Ailleurs. Comme *Charlie* a le plaisir de vous le révéler, il y a en France un paquet de lieux étranges et malfamés. Des décharges où pourraient bien se trouver des fûts marqués de la tête de mort.

Et, à part cela, tout va bien. À la Hague, comme le montre la pesante histoire du professeur Viel, il ne fait pas bon découvrir des leucémies chez les moins de 25 ans. Faut penser au tourisme, hein, monsieur Orsenna ?

COMMENT COULER UN VIEL ?

Faut pas publier des études dérangeantes. Surtout si elles parlent de nucléaire. Surtout si elles démontrent ses dangers pour la santé publique.

Jean-François Viel ? Un pauvre garçon qui croit encore dans la science à l'ancienne. Il est médecin, professeur de médecine à l'hôpital de Besançon, épidémiologiste. Pour son malheur, il s'intéresse à la leucémie chez les gosses. Notamment autour de l'usine nucléaire de la Hague, dans le Cotentin.

En 1990, il publie une première étude avec une consœur, pas très concluante, sur la mortalité. En 1993, il en publie une deuxième avec d'autres chercheurs, mais sur la morbidité cette fois. C'est-à-dire sur les malades. En 1997 enfin, il sort dans le *British Medical Journal (BMJ)* une petite bombe : il y aurait surcroît de leucémies chez les moins de 25 ans autour de la Hague. Pis, si c'est possible : le risque est corrélé à la fréquentation de certaines plages et à la consommation de fruits de mer. L'ennui, pour les atomistes associés, c'est que le *BMJ* est l'un des plus grands journaux scientifiques de la planète.

ÉPIDÉMIE DE DÉSINFORMATION

L'article paraît le 11 janvier 1997, mais les journalistes spécialisés et le petit milieu scientifique ont été informés quelques jours à l'avance. Viel se fait matraquer comme un jour de manif musclée. L'épidémiologiste officielle Jacqueline Clavel, de l'Inserm, aboie dans *Libération* dès la veille de la publication, le 10 : *« Je suis très surprise que le* British Medical Journal *ait publié cet article* [...]. *Il arrive que le* BMJ *publie des articles scientifiquement douteux, parce que la polémique les intéresse...* » Elle s'excusera piteusement, mais après, quand la polémique organisée aura haché menu le pauvre Viel. Par quel miracle Clavel, qui n'a aucune compétence spécifique, a-t-elle pu intervenir de cette manière *avant* même publication ? Appelons cela un mystère.

D'autres scientifiques, comme à la parade, montent au front contre Viel, comme la charmante Catherine Hill, elle aussi à l'Inserm, qui affirme que les résultats de Viel *« sont entachés d'erreurs »*. Autre héros de l'atome, le Prix Nobel de physique Georges Charpak, membre à l'époque du conseil d'administration de la Cogema, ancêtre d'Areva. Il déclare dès le 21 janvier 1997 à *Libération*, à propos des résultats de Viel : *« Ce sont des élucubrations. S'il y avait pareille proportion de leucémies dues aux radiations de la Hague, il y aurait en France des dizaines de millions de leucémiques dus à la radiologie et aux rayonnements naturels. »*

Dans un livre-bilan[1], Viel note sobrement à propos de Charpak : *« Georges Charpak ne me paraît pas plus compétent en épidémiologie que je ne le suis en physique nucléaire. J'ai au moins un avantage sur lui : n'étant pas Prix Nobel, je ne risque pas d'être interrogé hors de mon champ de compétence, et j'ai donc moins l'occasion de dire des bêtises. »*

Soutenu par Corinne Lepage, alors ministre de l'Environnement, Viel est passé au lance-flammes pendant des années. Qu'importe que des études concordantes aient été menées et publiées en Grande-Bretagne à propos de l'usine de retraitement de Sellafield et de Dounreay, ou près des centres atomiques militaires d'Aldermaston et de Burghfield. Qu'importe. Il fallait assommer Viel. Pour le discréditer. Mission accomplie.



1. *La Santé publique atomisée*, par Jean-François Viel, La Découverte.


CHÉRI, TU N'OUBLIERAS PAS DE METTRE UN PRÉSERVATIF !


LA PLANÈTE
AREVA
EVA JOLY... DANS QUEL ÉTAT ILS T'ONT MISE!
CHARB

LES PORTS DE L'ANGOISSE

Au fait, des sous-marins nucléaires au cœur de villes comme Toulon ou Brest, ce ne serait pas un peu dangereux ? Tais-toi, et mange ta soupe.

Y a pas le feu, prenons le temps. À Toulon, la Marine fait la loi, et le port militaire abrite, au milieu d'une agglomération de 400 000 habitants, nos sous-marins militaires d'attaque. Réparations des cœurs nucléaires itou. À Cherbourg, le *Redoutable*, premier sous-marin nucléaire français lanceur d'engins (SNLE), a été lancé en 1967. Enfin, faut-il présenter Brest et sa base de sous-marins nucléaires ?

Soyons ridicule et posons une question imbécile : les populations locales sont-elles bien protégées contre un menu pépin ? À l'île Longue, tout près de Brest, l'ensemble des bombinettes représente deux mille fois la puissance nucléaire déversée sur Hiroshima en 1945. Plus drôle, Brest est sous les vents dominants et serait donc servie en premier. Or la Ville de Brest, socialo, a l'air de s'en foutre comme pas permis. Extrait d'une lettre adressée au maire, François Cuillandre, par son adjointe Anne-Marie Kervern, en mars 2012 : « *Il semble qu'un document d'information ait été diffusé à l'initiative de la Marine nationale, mais sans accompagnement pédagogique, ce qui n'a pu être que traumatisant pour les familles, et sans doute pas de nature à ce que le message soit compris.* »



À Cherbourg, les comiques troupiers sont de même au pouvoir. On réfléchit. Calmement. Extrait d'une information publique toute récente de la Ville : « *À Cherbourg-Octeville, quatre risques majeurs ont été déterminés : inondations, chute de pierres-mouvements de terrain, transport de matières dangereuses et nucléaire... Soucieuse de veiller à la sécurité de chacun, la Ville de Cherbourg-Octeville élabore actuellement un document de référence* [...]. *Ce document localise les zones potentiellement à risques et décrit les mesures de prévention prises par la Ville.* »



Mais le plus fendard se trouve à Toulon. Côté risques, l'information marche à pas comptés. En 1995, trente-cinq ans après les débuts du nucléaire militaire, le préfet du Var réclame des dossiers publics d'information. En 2004, celui de Toulon est prêt, et le sénateur-maire UMP, Hubert Falco, déclare : « *Ne soyons pas pessimistes; les catastrophes sont extrêmement rares, les risques ont toujours existé.* » De son côté, la Marine a bien édité en 2001 une brochure intitulée *La Maîtrise de la sécurité dans le port militaire de Toulon*, mais, trop bête, elle n'a pas été distribuée aux Toulonnais.

LES TROIS CERCLES DE L'ENFER

Reste la question de la place. Coincée entre mer et montagne, la ville cherche constamment de nouveaux terrains à bâtir. Pendant des années, l'association Cuverville a bataillé comme le projet du palais omnisports Jauréguiberry. Pour une raison toute bête : le site retenu se situait dans l'un des trois « *cercles d'urgence nucléaire* » de l'arsenal tout proche. Là où, officiellement, un accident ferait le plus de morts. Le palais omnisports a finalement été inauguré en 2006. Commentaire de Falco, interrogé par *Var-Matin* : « *Le site est dans Toulon, il n'est pas plus à risque que le Faron, que le collège à proximité ou encore que le stade Mayol* [...]. *Le risque a été évalué, la salle a été construite en fonction de ce risque, la passerelle permet l'évacuation de 5 000 personnes en une heure et des pastilles d'iode sont à disposition.* »

MAIS OÙ SONT PASSÉS TOUS CES FOUTUS DÉCHETS ?

On en trouve partout, y compris dans des décharges oubliées par tout le monde, comme à Roumazières. Vous battez pas, y aura des déchets nucléaires pour tout le monde.

Que faisait-on des déchets nucléaires quand personne n'emmerdait les savants ? Eh ben, on balançait tout à la mer. Entre 1946 et le début des années 1980, les grands pays producteurs de merde atomique ont jeté des fûts à la baille, par milliers de tonnes. Un chiffre circule, probablement très sous-estimé : 100 000 tonnes au total.

En Europe, l'Angleterre a été la championne, mais la France a aussi donné. La fosse des Casquets — un ravin sous-marin —, à 15 km du cap de la Hague, contiendrait, selon les drôles de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), 57 942 gigabecquerels de radioactivité. D'après des images sous-marines, les fûts sont bien souvent fissurés. Ce joyeux débarras aurait pu durer l'éternité, mais la Convention de Londres, entrée en vigueur en 1975, a interdit toute immersion en mer, créant un sac de nœuds indémerdable. Heureusement, il y a eu Bernard Paringaux.

Paringaux, né en 1917 — il est mort —, avait été en sa jeunesse un officier parachutiste, puis probablement agent secret gaulliste pendant la guerre. On ne sait pas si ses vieilles accointances ont servi, mais, à la fin des années 1970, il retire une belle épine du pied de l'armée américaine. Après la chute de Saigon, en 1975, cette dernière se retrouve avec des stocks monstrueux de dioxine, contenue dans l'agent orange déversé sur les rizières et forêts vietnamiennes. Les Ricains affrètent un bateau, le *Vulcanus*, et décident d'y cramer en plein océan Pacifique ces stocks de poison. La dioxine part en fumée, mais le *Vulcanus* est devenu une décharge si dangereuse que tous les ports de Californie lui interdisent d'accoster.

Paringaux, lui, se fout de toutes ces conneries. Il est en train de faire fortune, en France, avec les déchets dont personne ne veut. Jonglant avec les sociétés — Acodec, Spelidec —, il se charge de l'élimination des pires saloperies. Il faut dire que les services officiels sont non seulement au courant, mais demandeurs. Paringaux est le soutier parfait, l'égoutier de service. Il passe contrat avec l'armée américaine et « décontamine » le *Vulcanus* dans le port de Marseille au jet de sable. Le contact avec la dioxine, dira-t-il plus tard, c'est pas plus grave qu'une piqûre d'ortie. Où est passé le sable contaminé ? On ne saura pas. Où est passé le *Vulcanus* « décontaminé » ? On ne saura pas.

LA FRANCE DES POUBELLES NUCLÉAIRES

Pareil pour le nucléaire. Dans ce domaine également, Paringaux va rendre de très grands services à l'armée des sigles, le CEA, la Cogema, EDF. Disposant de plusieurs décharges où enfouir la merde — Dardilly (Rhône), Montchanin (Saône-et-Loire), Roumazières (Charente), parmi d'autres —, Paringaux enfouit à tout-va. Y compris des déchets nucléaires ? La preuve directe d'un lien commercial entre Paringaux et la Cogema, ancêtre d'Areva, existe. Cette grosse boîte du nucléaire livrait des rebuts à Paringaux par palettes entières, dont un lot est découvert fortuitement dans un entrepôt de Limoges en janvier 1985. Aucune



analyse ne sera faite, comme on se doute. Mais leur destination est Roumazières, une décharge de Charente où Paringaux a enterré des milliers de tonnes de saloperies.

Aujourd'hui fermée, à l'abandon malgré une mobilisation de toute la population locale dans les années 1980, Roumazières reste un énorme mystère. La préfecture de Charente, dans son autorisation d'ouverture, s'était montrée furieusement laxiste, attirant même l'attention des vieux jetons du Sénat en 1984. Les contrôles à l'entrée ? Inexistants. Des chauffeurs ne parlant pas français ont été gaulés en pleine nuit à bord de camions remplis de fûts sans aucune indication. Mais le père Paringaux ne faisait pas les choses à moitié. Alors même qu'il pouvait tout se permettre, le monsieur a coulé d'énormes quantités de béton pour isoler certains déchets, ainsi qu'une dalle qui continue d'intriguer les connaisseurs. Il est hautement probable que Roumazières soit un dépotoir nucléaire de première importance dont tout le monde se contrefout.

Idem à Villembray, dans l'Oise, mais sans Paringaux cette fois. Au moins 300 000 mètres cubes de déchets, dont certains nucléaires, restent enfouis sous 14 mètres de gravats et de terre, que l'oubli gagne peu à peu. Dans cette ancienne décharge, on aura tout enfoui. De nombreux témoignages, dont certains publiés dans l'hebdo *Le Réveil de Neufchâtel,* prouvent que des camions marqués du sigle CEA ont enterré des fûts en pleine nuit.

À Saint-Aubin, dans l'Essonne, *Le Parisien* révèle, en 1990, que le CEA a déposé des milliers de blocs de béton remplis de souvenirs. La décharge n'est protégée que par une barrière symbolique, et des centaines de fûts sont fissurés. Le quotidien fait analyser de la terre de Saint-Aubin dans un laboratoire allemand indiscutable, qui y découvre du plutonium, dont la durée de vie se chiffre en dizaines de milliers d'années. Toujours dans l'Essonne, le CEA a balancé 20 000 tonnes de déchets radioactifs dans la décharge ordinaire d'Itteville...

On arrête ? On arrête. La liste des lieux farcis à l'atome, si elle existe, est classée « secret défense ». Et si elle n'existe pas, qui osera la faire ?



▶ **PORTRAIT**

ANNIE ET LES SOUTIERS DE L'ATOME

Annie Thébaud-Mony, sociologue, a fait émerger des ruines du nucléaire ceux qui vont au contact des radiations : les sous-traitants.



La vie d'Annie Thébaud-Mony contient sa part romanesque. En 1983, venant d'un autre monde, elle rencontre Henri Pézerat, chercheur, toxicologue, véritable lanceur de l'alerte à propos de l'amiante. Tous les deux — et quelques autres — deviennent des spécialistes tout-terrain de la santé au travail. Annie participe dès 1987 à la création d'Alert, une association qui travaille sur les cancers professionnels, les maladies du charbon — la silicose — ou de l'amiante, l'intérim, la médecine du travail et, déjà, *« l'externalisation du risque dans le nucléaire »*. Devenue sociologue, directrice de recherche à l'Inserm, elle refuse obstinément de séparer son engagement social et politique de son travail scientifique. Ce qui n'est pas très bon pour la carrière.

Auteur de plusieurs livres importants, dont le célèbre *Travailler peut nuire gravement à la santé* (La Découverte, 2007), elle publie en 2000 un livre sur les soutiers du nucléaire. Ceux qui ne sont pas protégés par les contrats EDF. Ceux qui ne sont pas syndiqués. Ceux qu'on envoie au charbon dans les centrales, c'est-à-dire à l'atome : les sous-traitants (*L'Industrie nucléaire, sous-traitance et servitude,* EDK/Inserm).

C'est un travail de sociologue, assez éloigné de Spirou. Mais on y entend parler de *« mécaniciens en robinetterie-tuyauterie »*, d'*« agents des servitudes nucléaires »*, de *« jumpers »*. Le *jumper,* celui qui saute, peut passer quinze jours sur une maquette afin de répéter tous les gestes qu'il aura à faire en zone contaminée. Des vis grippées peuvent se transformer en une immense galère. Un *jumper : « Ça a été plus mal que d'habitude. Ça s'est mal passé. Je rentre dans la boîte à eau, il me passe la tape, je visse du côté gauche, je visse toutes les vis de l'autre côté, pas une ne prend. Alors je te dis pas le malaise* [...] *pendant ce temps, le compteur tourne. Je suis ressorti, j'avais 197 millirems. »*

Sans les 25 000 à 35 000 ouvriers de maintenance, dont beaucoup travaillent pour des petites boîtes de sous-traitance, pas de nucléaire en France. Annie, dans une tribune publiée dans *Le Monde* (22 mars 2011), évoque le cas de Pierre, ouvrier DATR, *« directement affecté aux travaux sous rayonnement »*. Pierre a passé vingt-huit ans à entourer des tuyaux radioactifs d'un matelas de plomb. Ou encore à décontaminer les parois d'une piscine où l'on entrepose le combustible nucléaire en cas d'arrêt de tranche. L'opération se fait à genoux, au chiffon. Bien sûr, on est équipé d'une combinaison et d'un appareil de respiration. Mais.

Mais Pierre chope un cancer, et *« la reconstitution de son exposition aux rayonnements ionisants montre une dose cumulée tout au long de sa carrière de 316 mSv. La dose carrière moyenne sur trente ans d'un agent EDF est de 19 mSv, soit 15 fois moins »*. Les prolos du nucléaire qui interviennent pour des sous-traitants reçoivent 80 % de la dose annuelle d'irradiation de l'ensemble des 58 réacteurs français. Combien sont morts, combien mourront, combien sont malades ? Pour le savoir, il faudrait chercher. On ne cherche pas. Annie veille, mais elle est bien seule.

Association Henri-Pézerat : www.asso-henri-pezerat.org

ET SI ON PLANQUAIT TOUT SOUS TERRE ?

Après vingt-cinq ans de coups de vice et d'emmerdements, les nucléocrates ont réussi — pour l'instant — à refiler les déchets à Bure, dans la Meuse. Qui a hérité d'un labo souterrain, prélude à l'enfouissement.

Et, soudain, la bonne nouvelle sort dans le journal, *Science et Vie* en l'occurrence. En ce mois d'avril 1987, confirmation : il faut enfouir les déchets nucléaires au plus profond pour les siècles des siècles. Il le faut bien, car on ne sait pas quoi en foutre, et ils s'entassent, ce qui fait désordre.

Une agence bureaucratique d'État, l'ANDRA (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs), a repéré quatre lieux possibles chez les pedzouilles. Le premier en Bresse (Ain), dans des couches de sel profondes. Le deuxième dans l'argile de Sissonne (Aisne). Le troisième dans le granite de Neuvy-Bouin (Deux-Sèvres). Le quatrième dans les schistes de Segré (Maine-et-Loire). Mais les choses ne se passent pas comme prévu.

On assiste même à une révolte locale, rurale, d'une puissance rarement atteinte. À Segré et Neuvy-Bouin, surtout, les fourches sont immédiatement levées. On bloque les routes, on surveille jour et nuit les mouvements de l'ennemi — l'ANDRA —, on passe les locaux de cette dernière au goudron et aux plumes, on reçoit les flics au milieu des champs et des gaz lacrymogènes.

Jusqu'en 1990, le mouvement prend de l'ampleur, culminant le 20 janvier de cette année-là en une manif dans les rues d'Angers, aux cris de *« Ni ici ni ailleurs, mais autrement »*. Près de 20 000 personnes, le plus gros rassemblement depuis Mai 68.

Constatons qu'à cette date la gauche a repris le pouvoir. Rocard, Premier ministre du vieux Mitterrand, n'entend pas se retrouver avec des jacqueries à répétition. Il annule tout, sous la forme d'un moratoire d'un an, qui sera définitif. Dans le même temps, il confie au député socialo — et fier nucléocrate — Christian Bataille une mission d'information. Son rapport débouchera sur une loi, en 1991, qui fournit toute la vaseline nécessaire. On y parle de *« réduction de la durée de vie des radionucléides les plus toxiques »*, mais aussi et surtout d'une *« étude de faisabilité d'un stockage souterrain des déchets »*.

Officiellement, il s'agit de rechercher plusieurs nouveaux sites souterrains, mais qui ne seraient que des laboratoires. L'enfouissement définitif viendrait plus tard, beaucoup plus tard. Bataille prend son bâton de pèlerin et, à coups de subventions, tente de convaincre des conseils municipaux d'accepter un laboratoire souterrain sur leur commune. Les élus acceptent, et quatre enquêtes publiques ont lieu, toutes favorables à l'installation, mais il s'agit en réalité d'une arnaque totale. Car le temps passe sans que rien n'avance réellement. En réalité, le choix est déjà fait par les nucléocrates d'un laboratoire à Bure, entre Meuse et Haute-Marne. Un bled de 92 habitants, quoi de mieux, franchement ?

En décembre 1998, la décision est rendue publique. Et, le 3 août 1999, un décret signé Jospin autorise l'ANDRA à creuser l'argile de Bure avant d'y enterrer des déchets radioactifs dits HA (haute activité) et MA-VL (moyenne activité à vie longue). Les plus tenaces peuvent avoir une durée de demi-vie — cette courte saison pendant laquelle l'isotope perd la moitié de sa radioactivité — de 4,5 milliards d'années. C'est ainsi le cas de l'uranium 238, à rapprocher de l'âge de la pyramide de Kheops : 4 500 ans. Le Centre industriel de stockage géologique (Cigéo) est prévu sur 300 hectares en surface et 15 km² de galeries à 500 mètres de profondeur. Il ne reste plus qu'une formalité : convaincre par le fric les (faibles) populations locales.

Rien ne sera trop beau. Les atomistes associés créent *ex nihilo* le groupement d'intérêt public (GIP) « Objectif Meuse », qui a la noble vocation de *« soutenir, dans les limites du département de la Meuse, des actions d'aménagement du territoire, de développement économique… »*. Mais prenons donc l'exemple de 2010. En cette seule année, le GIP a permis d'accompagner *« 115 millions d'euros de projets mis en œuvre sur le territoire meusien »*, dont 28,3 millions d'euros sous la forme de subventions. Et chaque année de même. Un département de 194 000 habitants reçoit donc des dizaines de millions d'euros à répétition pour accepter sous son sol nos ordures nucléaires.

LES MAISONS DE LA TRUFFE POUSSENT SUR LES DÉCHETS

Le site Internet du GIP signale pêle-mêle quelques exemples d'aide désintéressée : réfection d'une église, travaux de conservation de l'ossuaire de Douaumont, restauration de ponts, construction d'une maison de la truffe, création d'un golf, etc. Tout va bien ? Mieux que mieux. Fin 2010, la maire socialiste de Bar-le-Duc a reçu près de 3 millions d'euros du GIP, dirigé par le président UMP du conseil général, Christian Namy. Pour la *« requalification du centre-ville »* et la construction d'une *« gare multimodale »*.

Les refusants, ceux de Bure Stop (http://burestop.free.fr), veulent le maintien des déchets en surface, sous contrôle humain, en attendant une hypothétique solution. Ils rament, mais ils ont raison.





À Bure, dans la Meuse, a été creusé, à plus de 500 m de profondeur, un laboratoire de recherche pour le stockage des déchets nucléaires.

Le maire de Houdelaincourt, ancien militaire de carrière, n'est pas contre, mais s'interroge :

Quand je vois l'état de dégradation du béton armé de la ligne Maginot 70 ans après, je ne sais pas comment ils vont faire ici…

Au milieu de nulle part, EDF édifie un bâtiment destiné à accueillir ses archives.



Un opposant au site de stockage :

C'est impossible de trouver un géologue en activité qui soit indépendant.

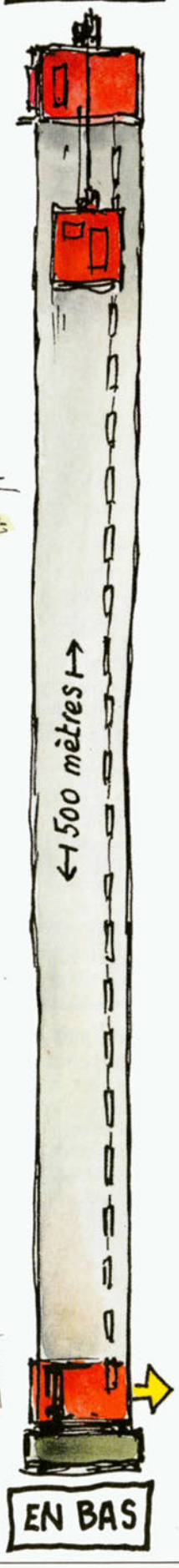




Bure, son église, son cimetière.

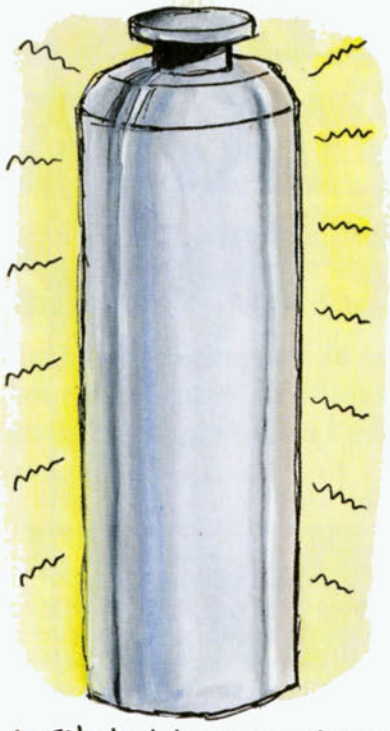


Le bâtiment qui renferme l'entrée du laboratoire et son ascenseur pour y accéder.

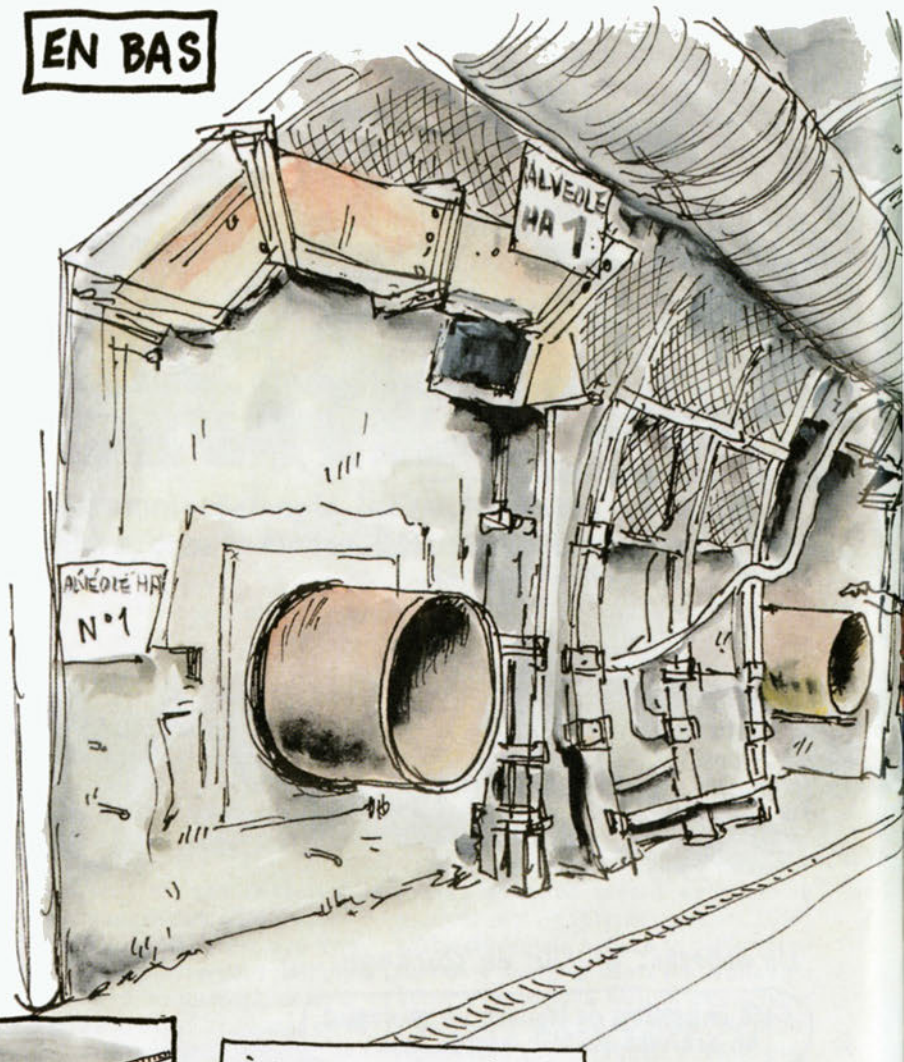


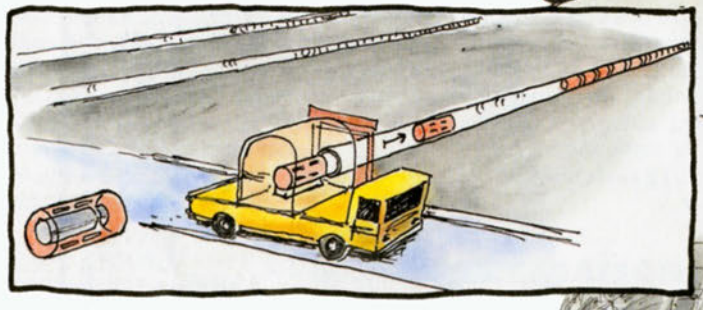
EN BAS

Un fût de déchets radioactifs, c'est ça.
Hauteur: 1,33 m.
Diamètre: 43 cm.



Le fût placé dans un container, l'ensemble devra être ensuite glissé au fond d'un tunnel de 40 m et de 70 cm de diamètre.

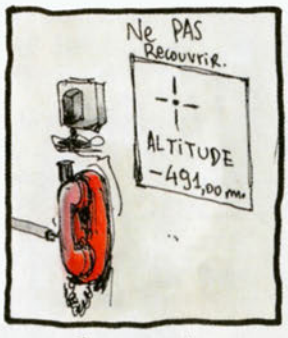




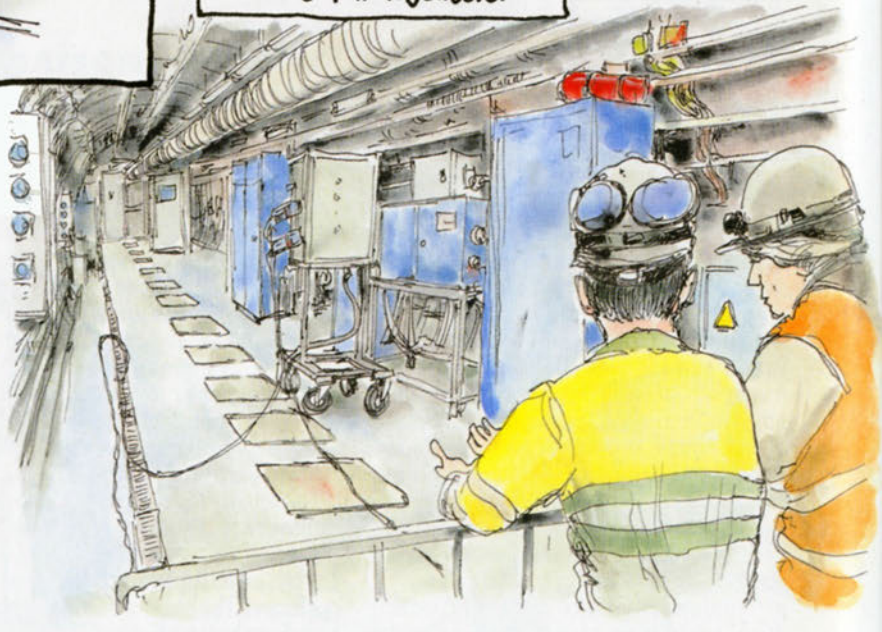
À 500 m sous terre, dans le laboratoire souterrain, des prototypes de stockage ont été construits: des tunnels de 40 m de profondeur creusés à l'horizontale.

Il faut près de 5 minutes pour remonter à la surface, alors c'est quand même mieux d'avoir les WC sur place.

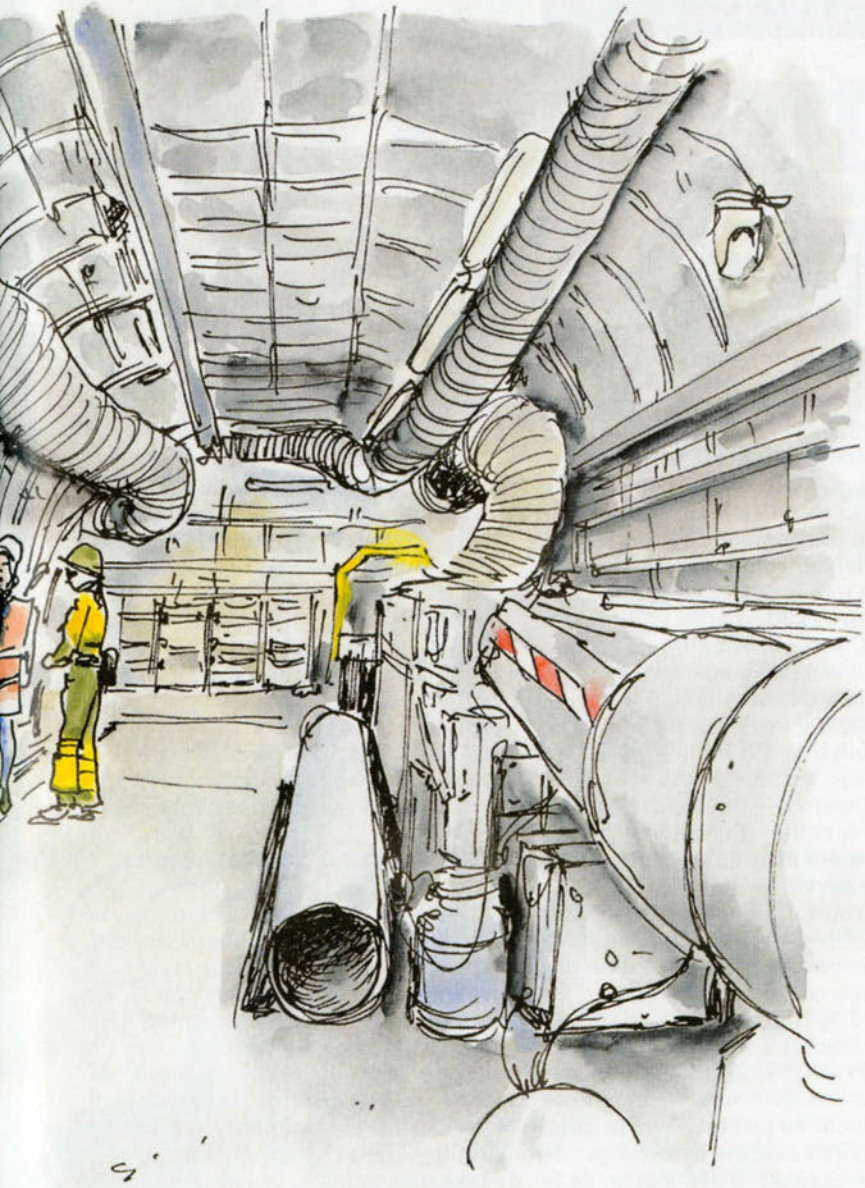




En sortant de l'ascenseur, une inscription indique la profondeur du laboratoire.



Dans ce tunnel, sous les trappes alignées sur le sol, ont été placés des échantillons de divers matériaux mis au contact de la roche afin d'observer leur réaction.

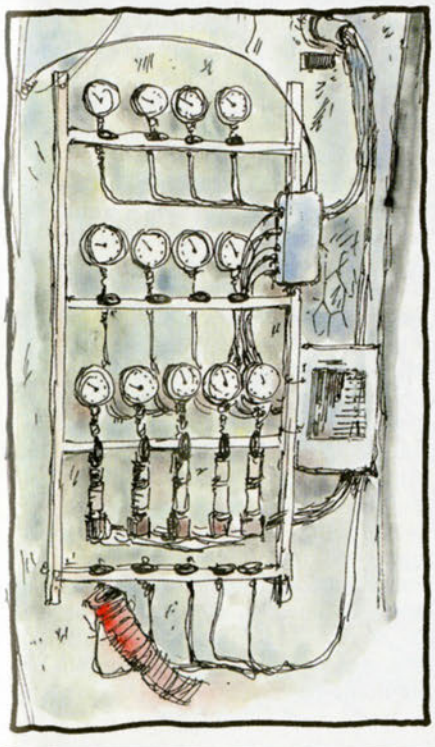




Pour stocker des déchets nucléaires, il faut un endroit sec. Même la roche argileuse, apparemment sèche, contient 18% d'eau. Parfois des forages drainent quelques gouttes d'eau, recueillies dans un bidon.



Dans la salle de détente, à côté d'un écran de contrôle, la statue de sainte Barbe, patronne des mineurs.



Un peu partout, le long des 700 mètres de galeries souterraines, on trouve des batteries de capteurs et leurs cadrans, qui relèvent les pressions dans la roche et les transmettent en direct à la surface.

Reportage paru dans le n°930 de «Charlie Hebdo».



Dans le bruit permanent de la soufflerie se glisse de temps en temps le ronron des chariots élévateurs qui s'en vont consolider les parois des nouveaux tunnels avec un chargement de béton frais.

DÉPORTÉS VERS LA SIBÉRIE

Officiellement, on recycle tout le merdier, et on le garde à la maison. En vérité, des milliers de tonnes d'uranium venus de France, via nos centrales, croupissent sur des parkings de Sibérie.

Comme le nucléaire cache bien son jeu ! Le 26 août 1984, Katia Kanas et Jacky Bonnemains, alors piliers de Greenpeace en France, révèlent au monde la nature de la cargaison du cargo *Mont-Louis*, qui vient de se viander en mer du Nord, à quelques milles des côtes belges. Que contient-il ? 400 tonnes d'uranium appauvri, à destination de ce qui est encore l'Union soviétique.

Donc, il y a exportation. D'uranium. À destination du pays bolchevique. Mais pourquoi ? En réalité, et autant qu'on puisse le savoir, Areva — et avant elle la Cogema — envoie depuis des lustres quantité d'uranium là-bas. Officiellement pour qu'il y soit enrichi, avant de servir de combustible dans nos centrales. Ce qui signifie en clair que la France ne peut le faire elle-même. Au passage, bonjour l'indépendance nationale.

Les choses ont-elles si peu que ce soit changé ? Macache. En octobre 2009, vingt-cinq ans après le naufrage du *Mont-Louis*, Greenpeace traque autour du port du Havre le cargo russe *Kapitan Lus*, qui doit charger de l'uranium appauvri à destination de la Russie. D'autres navires, le *Kapitan Kuroptev* et le *Kapitan Mironov* font eux aussi la navette entre la France et la Russie. Parallèlement, Laure Noualhat, de *Libération*, et le réalisateur Éric Guéret publient une enquête et un documentaire *(Déchets, le cauchemar du nucléaire)*.

On découvre à cette occasion ce que tout le monde aurait dû savoir. EDF et Areva défendent d'une même voix la fable selon laquelle 96 % des matières radioactives produites par l'industrie nucléaire seraient réutilisables. Recyclables, quoi. Garanties propres sur elles. Mais la réalité est un poil plus dégueulasse. Suivons le guide. EDF exploite les réacteurs nucléaires qu'Areva construit. EDF se tourne vers Areva pour qu'elle récupère et retraite l'uranium usé qui sort des réacteurs.



LE GOULAG DES DÉCHETS

À ce moment de l'histoire, la déconnade atteint des sommets. Car Areva ne *« dispose pas de la technologie »* qui permettrait de recycler, en l'enrichissant, l'uranium qui a déjà servi. En somme, après usage, il reste chaque année des centaines de tonnes de bouillie nucléaire dont il faut extraire notamment un uranium réutilisable et le plutonium. Cela, Areva sait le faire. On obtient, après retraitement du combustible, 4 % de déchets ultimes, stockés sur place. 1 % de plutonium, réinjecté dans le système. Et 95 % d'uranium appauvri qui, sous cette forme, ne sert à rien. Car il faut l'enrichir pour pouvoir à nouveau s'en servir.

C'est ce travail-là qui est sous-traité à la Russie. À la Sibérie, pour être précis, où la ville secrète appelée Tomsk-7 récupère notre uranium. Lequel est enrichi et, en principe, réexpédié vers la France. Sauf que l'enrichissement ne donne que 10 % d'uranium à nouveau utilisable. Le reste, qu'on appelle les queues d'uranium, soit 90 %, reste sur place. En Sibérie. Dans des fûts. Sur des parkings géants. Ce que deviendront nos déchets radioactifs sibériens, tout le monde s'en tape. Corinne Lepage, qui fut quand même ministre de l'Environnement de 1995 à 1997, à *Libération : « Je suis un peu surprise. Je ne savais pas que l'on envoyait des matières radioactives en Russie. Ni comme ministre, ni après. »*



▶ NIGER

L'AFRIQUE, C'EST L'URANIUM, ET C'EST LA FRANCE

Y a bon l'uranium. Au Niger, Areva fait la pluie et le beau temps. Et bien davantage quand c'est nécessaire. Pour les locaux, reste le travail à la mine, et la vente de ferrailles radioactives.

Sans la Françafrique, pas d'industrie nucléaire chez nous. Pour la raison que l'uranium, matière première de base, ne se trouve pas sous le sabot d'un cheval. Dès la fin des années 40, les ingénieurs prospectent le noble sol national et trouvent quelques gisements, notamment dans le Limousin. Mais la production reste limitée, ce qui oblige les atomistes associés à penser sur le long terme. Patron du CEA dès 1951, Pierre Guillaumat confie la recherche stratégique de l'uranium à Jacques Mabile, ingénieur des Mines comme lui.

Mabile comprend l'essentiel en une poignée d'années. Un, il faut économiser les ressources d'uranium de la métropole. On ne sait jamais. Deux, l'Afrique est plus que probablement un eldorado de l'uranium. Et l'Afrique, c'est la France, ou presque. Dès 1956, un gisement majeur est découvert à Mounana, au Gabon. Malgré la surproduction des années 60, et la chute du prix du métal, Mabile décide d'assurer.

Le Niger — l'un des pays les plus pauvres au monde — se révèle d'une richesse uranifère sans pareille. Dès février 1968, la Société des mines de l'Aïr (Somaïr) est créée. Le CEA se retrouve concessionnaire d'une vaste zone autour des mines d'Arlit et d'Akokan, dans le nord du pays. Pour soixante-quinze ans. Le reste suit, qui n'est que litanie. Des anciens ambassadeurs français de la Françafrique prennent des responsabilités dans les sociétés minières du Gabon et du Niger, comme Maurice Delauney ou Dominique Pin. D'anciennes barbouzes sont chargées de missions. Un coup d'État providentiel, en avril 1974, chasse un fâcheux président. Les affaires s'épanouissent.

En échange de quelques miettes distribuées dans les bonnes poches, l'uranium du Niger fournit 40 % de nos besoins, et l'avenir, avec l'ouverture prévue d'une autre mine géante, celle d'Imouraren, s'annonce (ir)radieux. D'ores et déjà, 100 000 tonnes d'uranium ont été extraites du Niger. Avec quelles conséquences ? On le saura peut-être à la fin du règne d'Areva, comme pour les essais nucléaires de Polynésie.

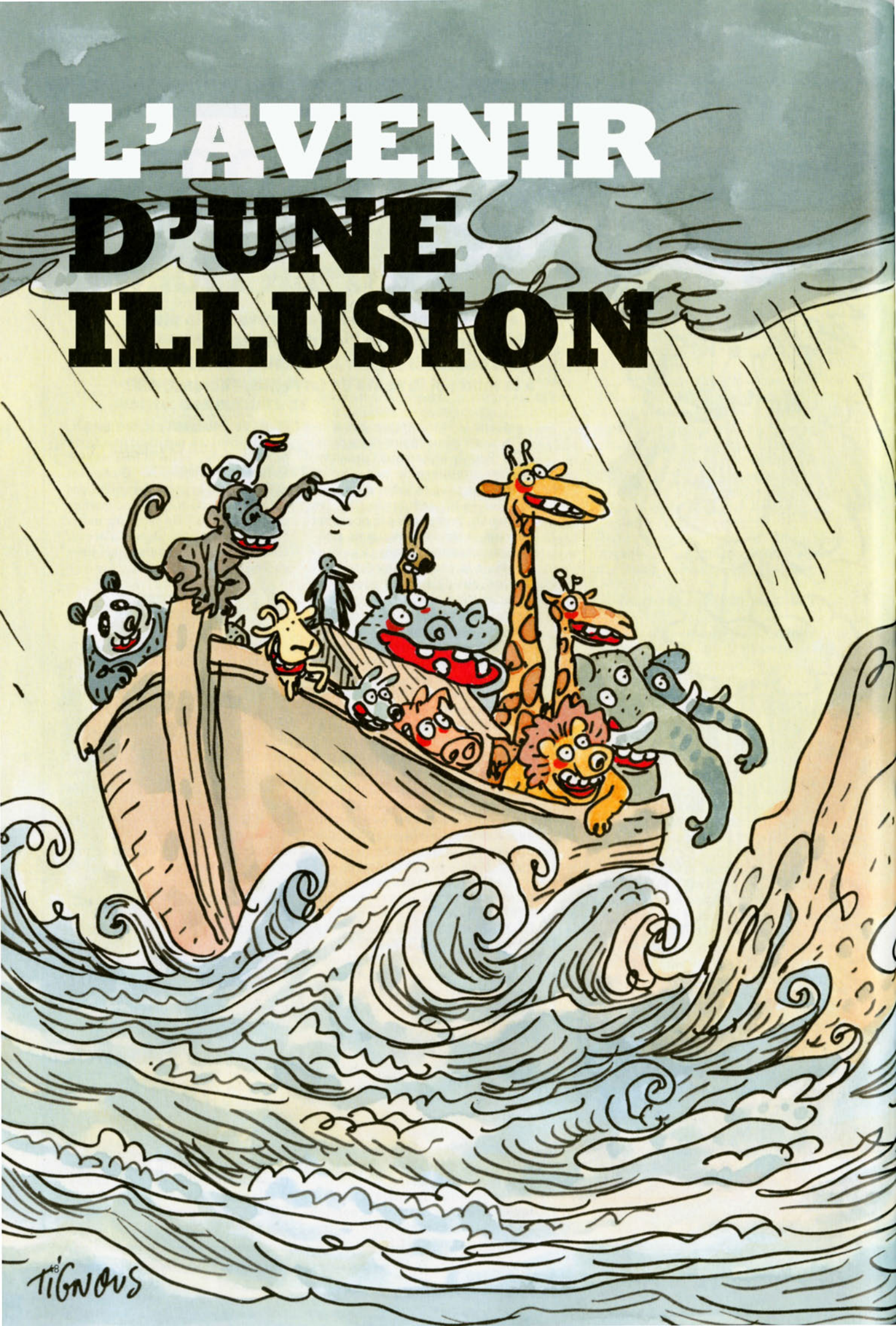
RADIEUSE FRANÇAFRIQUE

De très nombreux rapports indépendants d'Areva pointent une pollution très grave des sols, de l'eau et de l'air. Quelques éléments, malgré l'opacité entretenue sur place, sont établis : les maladies respiratoires sont ainsi deux fois plus nombreuses autour des mines qu'ailleurs au Niger. Autre exemple bien connu, celui des ferrailles radioactives provenant de la mine d'Arlit. Pour se faire trois ronds, les mineurs sortent depuis toujours des bouts de métal qui ont le tort d'être radioactifs. Plus ou moins, mais parfois beaucoup.

Ces ferrailles, transformées en ustensiles de cuisine, en outils, en matériau de construction, se retrouvent évidemment en vente au marché. Et comme une bonne part des locaux sont des Touaregs, pour partie nomades, bien malin qui saura pourquoi tel ou telle se ramasse un cancer vingt ans plus tard.

Heureusement, Hollande va changer tout cela. Quand il aura le temps. Le 11 juin 2012, notre président adoré rencontrait l'actuel président du Niger, Mahamadou Issoufou. Et s'entretenait avec lui de la possibilité d'ouvrir au plus vite la mine d'uranium d'Imouraren. Pour donner une idée, le chiffre d'affaires d'Areva atteignait, en 2008, 13,2 milliards d'euros. Cinq fois le PIB du Niger.

L'AVENIR D'UNE ILLUSION





Ils préféreraient se trancher le bras que de le reconnaître, et pourtant c'est un fait : le nucléaire mondial est sur le déclin. Depuis le milieu des années 1980, après vingt-cinq ans de triomphe, l'industrie de l'atome ne cesse de reculer. En France même, Areva a perdu deux milliards d'euros en 2011 et cherche par tous les moyens à fourguer aux pays du Sud des réacteurs dits de troisième génération, appelés EPR. Sans une exportation massive vers des pays comme la Chine et l'Inde, la faillite menace. La faillite pour nous tous, car le nucléaire est bien entendu une industrie nationale. Aucune entreprise privée n'aurait pris des risques aussi insensés. Le drame de l'EPR, c'est qu'on ne sait pas le fabriquer. Les prototypes en construction à Flamanville (Manche) et en Finlande alignent des retards de plusieurs années et des coûts multipliés par deux. Pour l'instant. Heureusement pour l'atome, les experts veillent. Depuis les origines, les spécialistes du nucléaire se recrutent dans une caste minuscule et répètent en boucle les mêmes choses. Avec de bien curieux renforts, comme ceux d'Emmanuel Grenier, rédacteur en chef de la défunte revue *Fusion,* ou encore Bruno Comby, adorateur de l'instinctothérapie et de la viande d'insecte.

Mais les temps changent, et des experts différents, comme ceux de la CRII-Rad ou l'Allemand Mycle Schneider, émergent du chaos ambiant. Les 100 millions d'euros annuels de la propagande publicitaire payée par EDF et Areva risquent bien de ne plus suffire. Le nucléaire ? Il faudrait être fou pour dépenser plus.

EDF ET AREVA : BEAUCOUP PLUS QUE

C'est l'occasion ou jamais d'apprendre les rôles respectifs d'EDF et d'Areva dans le système nucléaire. La première détient la baguette magique qui transforme la merde en électricité, la seconde, les mines d'uranium et la construction des centrales.

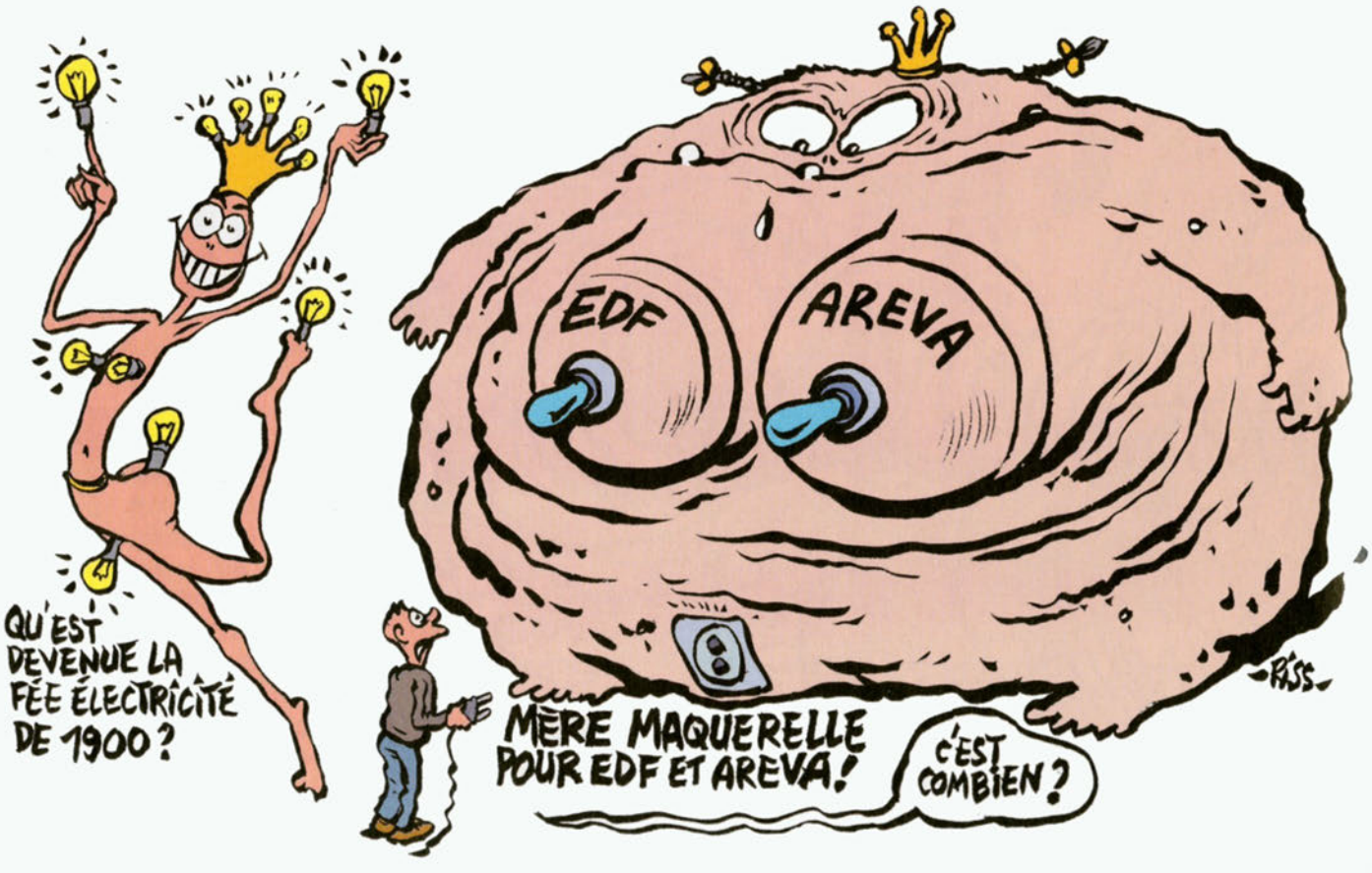
Mais qu'est-ce qu'il y avait avant ? La nouvelle est triste, mais elle est officielle : EDF n'a pas toujours existé. Le 8 avril 1946, une loi nationalise la production — au-dessus d'un certain seuil — et la distribution d'électricité. Électricité de France (EDF) absorbe la bagatelle de 1 450 entreprises privées qui se tiraient joyeusement la bourre. Personnage clé du changement : Marcel Paul, ministre communiste de la Production industrielle.

Mais en réalité tout le monde est d'accord. Les socialos de la SFIO, les mous du genou centristes du MRP et, bien sûr, de Gaulle. L'heure est aux hauts-fourneaux, façon épopée soviétique, au stakhanovisme dans les mines de charbon, au redressement national par l'industrie lourde. Et, pour ça, il faut de l'électricité. Beaucoup. On équipe donc la France de gigantesques barrages hydroélectriques et de centrales électriques tournant au charbon.

LE NUCLÉAIRE JAMAIS EN GRÈVE

En 1947, les staliniens de Marcel Paul se font lourder du gouvernement, mais le deal persiste. Marcel Paul sera secrétaire de la fédération CGT de la chimie de 1947 à 1963, et les divers pouvoirs fermeront les yeux sur ce qui se passe à l'intérieur d'EDF, territoire incertain où l'on achète la paix sociale à coups d'avantages de toutes sortes. Aujourd'hui encore, le comité d'entreprise d'EDF emploie près de 6 000 personnes et dispose d'un budget d'environ 500 millions d'euros, géré par la CGT. Miam.

On retrouve la Sainte-Alliance entre



LA LUMIÈRE

la droite et le PCF à propos du nucléaire. Logique. Imparable. Quand le programme électronucléaire est peu à peu imposé, dans les années 1970, la distribution des rôles est impeccable. PC et CGT soutiennent l'effort de guerre, qui ne peut qu'accroître leur puissance, tout en critiquant, à la marge, les choix faits par le gouvernement. Dans la France de ces années-là, où les communistes font encore plus de 20 % aux élections, c'est pour les nucléocrates une aubaine. Les attaques contre les gauchistes et les antinucléaires seront l'un des plus longs feuilletons de *L'Humanité*, le quotidien du Parti.

PONTS ET MINES

Qui comprend cette *realpolitik* a déjà fait un pas. Il faut y ajouter que la direction réelle d'EDF appartient à une technocratie d'État pour laquelle la puissance est un but en soi. Deux corps, pour l'essentiel, dominent EDF : les Ponts et Chaussées[1], ici dominants, et les Mines, qui ne sont jamais bien loin. Mais prenons des exemples, on y verra plus clair. L'ingénieur des Ponts Jacques Leclerc est président de l'association X (Polytechnique) nucléaire, qui regroupe 600 membres. Le cœur de l'oligarchie nucléaire. Son archétype. À la fin de ses études, en 1963, il passe par des cabinets ministériels, puis entre à EDF, où il va superviser l'installation de différentes centrales nucléaires.

Installation, et pas construction. EDF n'est jamais qu'un vulgaire exploitant des 58 réacteurs nucléaires français. Faudrait pas oublier l'autre branche de la famille, c'est-à-dire Areva. On ne dira jamais assez de mal de ce bastringue-là, car Areva, c'est le CEA (Commissariat à l'énergie atomique). Et le CEA, c'est, depuis ses origines, en 1945, l'armée, la bombe, le secret le plus opaque. Ces gens aiment beaucoup changer de nom, mais les titres de propriété parlent : Areva est à 73 % la propriété du CEA.

Avec tout le bon argent public qu'on lui refile, Areva s'occupe de tout. Elle fait chier les Touaregs nigériens de la mine d'Arlit, d'où provient une partie de notre uranium. Elle convertit et enrichit ce dernier, fabriquant ainsi le combustible des centrales, elle gère à sa belle manière les déchets. Enfin, et surtout, elle conçoit et construit les réacteurs dont elle est si fière. Incroyable, mais vrai : EDF ne fait qu'acheter des centrales nucléaires à Areva, avant de les faire turbiner pour le bonheur universel. Areva est un monstre doté de six filiales, qui emploie 48 000 personnes sur 45 sites industriels majeurs.

Si les ingénieurs des Ponts sont bien placés à EDF, ceux des Mines font la pluie et le beau temps à Areva. Pierre Guillaumat, « Mineur » de l'avant-guerre, a dirigé le CEA — père d'Areva — au cours des décisives années 1950, devenant pendant vingt ans le patron du nucléaire français. Un autre « Mineur » de taille, André Giraud, ci-devant ministre giscardien, a été le président de la Cogema — Compagnie générale des matières nucléaires —, engloutie dans Areva en 2001. Et n'oublions pas qu'Anne Lauvergeon, virée par Sarkozy en 2011 de la présidence d'Areva, a été aussitôt remplacée par Luc Oursel, ingénieur des Mines lui-même.

Charlie, n'écoutant que son courage, en conclut que de tels bestiaux ne sont pas réformables. Trop forts, trop immergés dans les réseaux de vrai pouvoir, ils ne peuvent que défendre le nucléaire jusqu'à la mort.

Une dernière pour la route. Nous sommes en 1997, et Corinne Lepage, ministre de l'Environnement de Juppé, s'apprête à quitter le pouvoir. Un ingénieur d'État — Ponts ou Mines, elle ne précise pas — lui pique un parapheur, indispensable à une publication au *Journal officiel*. Le reste, c'est elle qui le raconte[2] : *« Il voulait ainsi me sanctionner pour le refus que j'avais opposé à la signature d'un texte qui intéressait son Corps d'origine. »* Un ingénieur d'État plus fort qu'une ministre, c'est l'idée.

1. Les Ponts ont fusionné en 2009 avec le corps des ingénieurs du génie rural, des eaux et des forêts et sont devenus le corps des ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts.
2. *On ne peut rien faire, Madame le ministre...* (Albin Michel), p. 28.



LA PUB, CETTE INDUSTRIE DU MENSONGE

Tout le monde y passe : les marathoniens, les mouflets, les paludéens, les sidéens, les crétins. Le nucléaire inonde la France entière de publicités à sa gloire.

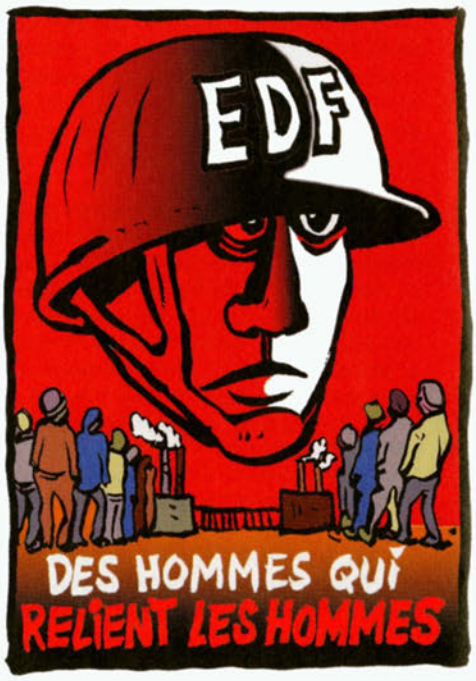
Cela ne pouvait échapper à Euro RSCG, l'agence de pub de DSK, du FMI, des satrapes africains. Entre autres. Le 4 janvier 2011, Areva — entreprise publique — annonce une énième campagne de propagande publicitaire appelée *« L'épopée de l'énergie »*. Les pubeux achètent la bagatelle de 15,5 millions d'euros d'espace, qui iront remplir les caisses des journaux malades, des radios et des télés. Pour l'occasion, nos artistes ont réalisé un film d'animation de 60 secondes qui retrace l'histoire de l'énergie de l'Antiquité à nos jours. Sur fond de *Funkytown*, cette chanson disco lancée en 1980.

Un paquet d'écolos se mettent aussitôt à gueuler, et Corinne Lepage saisit l'Autorité de régulation professionnelle de la publicité (ARPP). La pub, dans un tour de passe-passe habituel, balade le gogo, place sur le même plan nucléaire et solaire, et s'achève sur ce morceau d'anthologie : *« L'énergie est une histoire qui n'a pas fini de s'écrire. Continuons de l'écrire avec moins de CO_2. »* En 2009, une autre campagne d'Areva, *« L'énergie au sens propre »*, avait fini par être interdite, mais le petit doigt de *Charlie* assure que ces gens-là s'en foutent. Un, plus on parle d'eux, mieux ils se portent. Deux, la stratégie d'Areva, comme celle d'EDF, consiste à inonder de telle sorte que tout le monde finisse noyé. Et, d'ailleurs, ils ont tellement de blé qu'ils ne savent quoi en faire.



FAIRE RÊVER DU NUCLÉAIRE

Prenons le bel exemple citoyen offert par le journaliste sportif Nelson Monfort. En 2009, il se fait gauler pour un ménage un peu trop voyant payé par Disney, avec retour d'ascenseur. Blâme. En février 2011, nullement découragé, il apparaît sur le site qu'Areva destine à la « promotion » de l'athlétisme, Athlenergy.com. Et voici ce qu'il déclare : *« Bonjour, c'est Nelson Monfort, bienvenue sur Athlenergy.com à l'occasion des championnats d'Europe d'athlétisme en salle.* [...] *N'oubliez pas,* don't forget, *tout se passe sur Athlenergy.com avec Areva, partenaire de l'athlétisme. »* Le pittoresque, c'est que Monfort doit également commenter ces championnats sur la télé publique. Grosse colère des syndicalistes de la télé. Monfort est suspendu.



Mais Areva n'en a rien à battre. Pour s'en tenir au sport, le groupe finance le grand meeting d'athlétisme, appelé d'ailleurs Areva, qui se tient chaque année en juillet. De même que *tous* les championnats de France d'athlétisme. Ainsi que le semi-marathon de Paris, la SaintéLyon, raid nocturne entre Saint-Étienne et Lyon, les championnats de France de cross-country, et la liste complète est interminable.

Bien d'autres catégories sont ciblées, pour reprendre un langage policier que ne renieraient pas certains responsables d'Areva. Par exemple, les gosses. Des journaux comme *L'Actu* ou *Les Clés de l'Actu*, destinés à des ados ou des préados, expliquent comment l'on passe de l'énergie nucléaire à l'électricité, ou de l'uranium au stockage de déchets. Le tout, payé par Areva ou EDF. Certes, une petite mention signale le sponsor, mais qui la lira ?

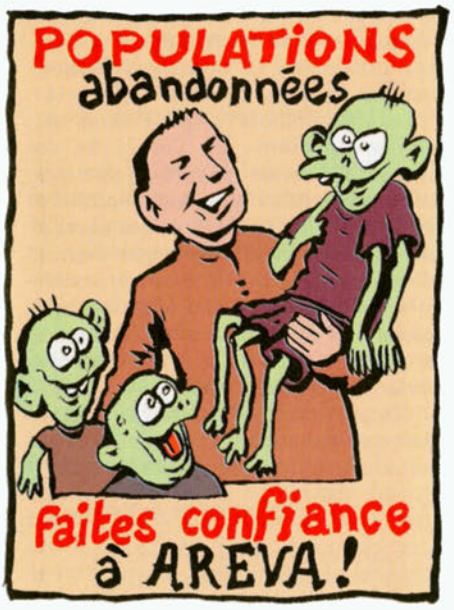
Au passage, des affiches accompagnent ces « publi-informations », qui seront ensuite envoyées dans les Centres de documentation et d'information (CDI) des collèges. De la sorte, les

jeunes pousses apprendront le « *Voyage au cœur de l'énergie* » et sauront à leur tour « *raconter la grande aventure* », et que « *le nucléaire est une aventure domestiquée par l'homme* ». On n'en finirait pas. La « *Fondation Areva s'engage pour la recherche médicale et l'accès aux soins notamment auprès des populations touchées par le sida et le paludisme* ». Ou « *contribue à la lutte contre l'illettrisme* ».

EDF fait exactement pareil de son côté. Quarante ans de pubs télé ont pénétré des millions de cerveaux rendus opportunément disponibles. Extrait d'un commentaire de 2011 glané sur un site Internet spécialisé, à propos d'un gimmick de pub intitulé « *Pas électrique... nucléaire* », qui date de 1992 : « *Cette réplique fait partie de celles qui me suivront toute ma vie, je crois... J'ai donc souvent cette réplique en tête lorsque j'entends parler de quelque chose* "électrique", *je ne peux pas m'empêcher de penser ou de dire* : "non, nucléaire !" »

Pour ce spot, EDF s'était alors payé les services du cinéaste bien connu Étienne Chatiliez. Et bien d'autres ont suivi, comme celui sur le mage, réalisé en 1994 par Claude Miller. Reste à savoir deux bricoles. Combien ça coûte, Jean-Pierre ? Très cher, mais impossible de répondre avec précision, car, dans l'esprit des nucléocrates, il y a pub et sponsoring. Dans le classement rendu public par *Stratégies*, EDF aurait claqué plus de 114 millions d'euros de pub directe en 2010. Sur argent public, rappelons-le. Areva, autour de 50 millions d'euros, mais le chiffre — discuté — est d'autant plus intéressant qu'Areva n'a aucun client privé. Tout ce qui est dépensé est donc au service exclusif de l'image du nucléaire.

Dernier point : le 14 novembre 2011, ce qui était alors un quotidien économique, *La Tribune*, a publié un article sur les désaccords, à l'intérieur d'EDF, concernant l'avenir du réacteur EPR. Décision d'EDF : couic. Plus de pub.



▸ **PORTRAIT**

UN NUAGE PASSE SOUS LE NEZ DE PELLERIN

Pierre Pellerin, croisé définitif du nucléaire. Chargé de notre protection contre les « rayonnements ionisants », on le voit à la télé le 29 avril 1986, trois jours après Tchernobyl. Dormez, braves gens, le marchand de sable vient de passer.



C'est un bonhomme né en 1923, qui collectionne les diplômes comme d'autres les timbres. Docteur en médecine, agrégé de biophysique, maître de recherche, professeur de médecine, titulaire de la chaire de biophysique et médecine nucléaire à Paris-Descartes, etc. Mais le grand trip de Pierre Pellerin restera jusqu'à la fin l'atome, car il est de cette génération de l'après-guerre pour laquelle l'énergie nucléaire est une divine surprise.

Dès 1956, il crée le Service central de protection contre les rayonnements ionisants (SCPRI), qu'il dirigera jusqu'à la disparition du machin en 1994. Sur le papier, la mission est noble : le SCPRI est « *chargé de la surveillance de l'ensemble des causes d'irradiation de la population* ». Rappelons que nous sommes en 1956, deux ans avant le retour de De Gaulle au pouvoir. L'opacité règne, les vrais maîtres du nucléaire ne rendent aucun compte aux politiques. Avec de Gaulle, obsédé par la bombe atomique, ce sera pire. L'arrêté de 1960 qui précise le rôle du Service est certes signé par le ministère de la Santé, mais aussi par celui de l'Énergie atomique. Car il y a un ministère de l'atome, tenu en 1960 par Pierre Guillaumat (voir page 8), le plus puissant des nucléocrates, et de loin.

Quand arrive la catastrophe de Tchernobyl, le 26 avril 1986, nul ne connaît Pellerin. Trente ans à surveiller, et toujours rien à l'horizon. La télé le sort de la naphtaline, notamment Yves Mourousi, dans un journal télévisé de TF1. Ce 29 avril 1986, Pellerin est tranchant : « *Aucun inconvénient pour la santé publique.* [...] *Cela ne menace personne actuellement, sauf, peut-être, dans le voisinage immédiat de l'usine, et encore, c'est surtout dans l'usine que je pense que les Russes ont admis qu'il y avait des personnes lésées.* » Contrairement à une légende tenace, Pellerin n'a jamais prétendu que le nuage de Tchernobyl s'était arrêté aux frontières de la France.

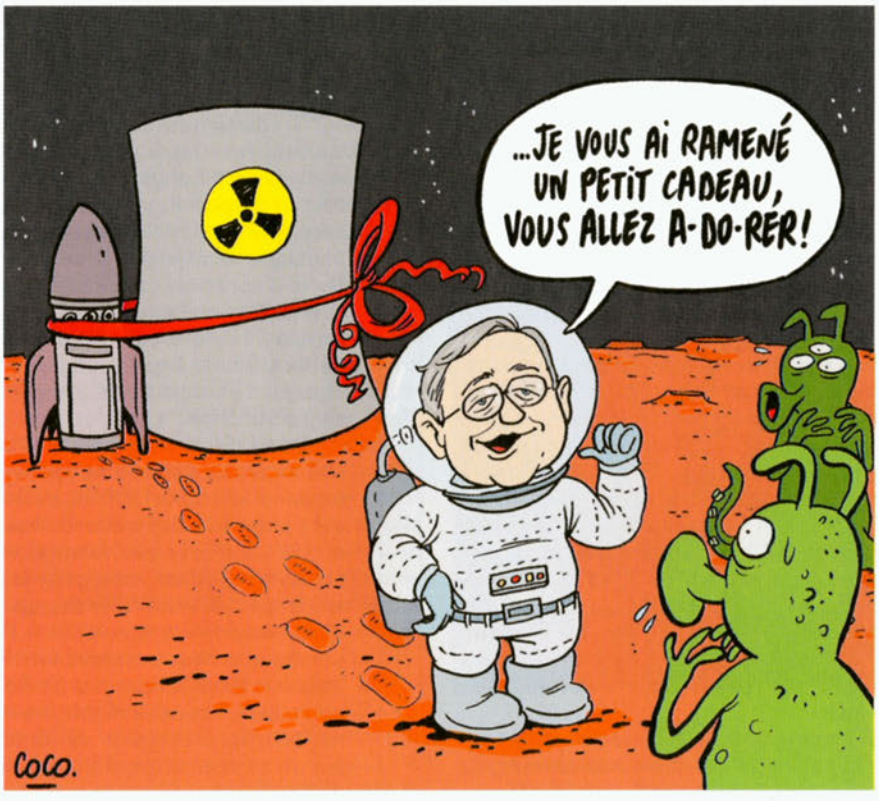
Seulement, son rôle était de détailler les conséquences publiques, notamment sanitaires, des radiations. Or le SCPRI ne diffuse que des informations lénifiantes, comme ce communiqué d'anthologie du 6 mai : « *Au cours de la période du 28 avril au 5 mai, les mesures du rayonnement gamma ambiant au sol n'ont jamais excédé 60 microrads par heure, soit au maximum quatre fois le rayonnement naturel.* [...] *Un tel débit de dose est deux fois inférieur à celui auquel on est exposé au cours d'un voyage aérien.* »

Dans ces conditions, bien sûr, aucune mesure n'est prise. Ni pour les enfants et les femmes enceintes, ni pour les éleveurs, susceptibles de vendre un lait contaminé, ni pour les professionnels les plus exposés. On saura plus tard que le laboratoire de Montrouge a calculé que l'activité de l'air en césium 137 a été multipliée par 1,5 million. On saura plus tard que, dans l'est de la France, le long d'une bande passant de l'Alsace à la Corse, via les Alpes, la contamination par des pluies a pu, localement, être très grave.

Pellerin continue son bonhomme de chemin. Il sera rattrapé par une plainte en justice pour « tromperie aggravée » en 2006. L'Association française des malades de la thyroïde (AFMT) et la CRII-Rad accusent Pellerin d'avoir volontairement enfumé l'opinion en 1986. Deux experts judiciaires, les professeurs Pierre-Marie Bras et Gilbert Mouthon, constatent une augmentation des troubles thyroïdiens de 44 % en Corse après le passage du nuage de Tchernobyl. Bonne, excellente fille, la cour d'appel de Paris enterre le tout sous un non-lieu qui sauve la mise de Pellerin le 7 septembre 2011. Il pourra mourir dans son lit.

(CON)FUSION CHEZ LES AMIS DE CHEMINADE

Jacques Cheminade, qui veut coloniser Mars, a entretenu pendant vingt-cinq ans d'excellentes relations avec les nucléocrates.



Amis foutraques, y a-t-il un rapport entre les cadres supérieurs du nucléaire et Jacques Cheminade, adepte de la colonisation de Mars ? La réponse est oui. Cheminade, candidat à l'élection présidentielle de 2012, est loin d'être le foldingue présenté un peu partout. Il est surtout à la tête d'un groupe d'influence d'origine américaine, et, si l'on en croit l'excellent René Monzat[1], proche d'intérêts militaires.

En France, Cheminade a lancé dès 1982 l'épatante revue *Fusion*, à la gloire pleine et entière du nucléaire et de la « guerre des étoiles » imaginée par le vieux Reagan sous l'impulsion du Pentagone[2]. Le rédacteur en chef de *Fusion* ? Un vibrionnant adepte de l'atome appelé Emmanuel Grenier. Un exemple entre mille de sa prose, tirée de l'édito du numéro 67 (septembre-octobre 1997) : *« Le nucléaire n'est donc pas un* "mal nécessaire", *comme le pensent la majorité des Français qui y sont favorables. C'est un* "bien indispensable", *qui marque une étape de l'histoire de l'humanité. »* Tous les textes, tous les sommaires de 1982 à 2006, date de la disparition de la revue, sont de la même veine.

Dans le numéro 65, on trouve une tribune « libre » d'un certain André Maïsseu. Maïsseu révèle qu'on ne peut partager le temps de travail *« dès lors qu'il est fait appel à des compétences spécifiques, dès lors que l'exercice d'un métier fait appel à de l'ingéniosité ou de la créativité »*. Attention, Maïsseu est, malgré les apparences, un gros morceau, un croisé. Ingénieur à la Cogema — ancien nom d'Areva —, il travaille à la Hague, puis au siège parisien de la Compagnie. Parallèlement, doté d'un solide sens de l'humour, il crée un lobby appelé Wonuc, en français Conseil mondial des travailleurs du nucléaire, qui se voudrait une sorte de fraternelle syndicale. Son président exécutif n'est autre que Philippe Auzière, ponte d'Areva spécialisé dans l'information maison. Un vrai syndicat, donc.

IL Y A UNE VIE NUCLÉAIRE SUR MARS

Dans le numéro 72 (1998), l'ancien ponte du CEA Jacques Pradel, cidevant président de la Société française de radioprotection, écrit un papier « rigolo » sur la radioactivité naturelle, bien plus élevée dans les profondeurs de la Terre que celle de quelques centrales en surface. Hi, hi. Dans ce même numéro, deux ingénieurs de premier plan de Framatome — englouti depuis par Areva — papotent autour de l'idée d'un nouveau réacteur qui pourrait incinérer le plutonium militaire russe. Dans le numéro 74 de janvier 1999, le chef du département « Fusion contrôlée » au CEA, Jérôme Pamela, fait le point, longuement, sur le projet stratégique Iter.

Inutile de poursuivre. La fine fleur de la nucléocratie française n'aura donc cessé de copiner avec un journal créé par Jacques Cheminade. Pourquoi cette proximité ? Le mystère demeure, mais pas les faits. On notera avec intérêt l'explication fournie par Emmanuel Grenier lui-même de l'arrêt de sa revue : *« S'il serait exagéré de dire que* "Lauvergeon m'a tuer", *pour reprendre une inscription célèbre, il est certain que les bonnes relations que* Fusion *entretenait avec Framatome ont immédiatement cessé lorsque Mme Lauvergeon a pris en main Areva, réunissant en ses mains tous les pouvoirs en matière de communication. »*

C'est peu dire. C'est trop dire. Quel a été, quel est encore le rôle de Jacques Cheminade dans le nucléaire français ?

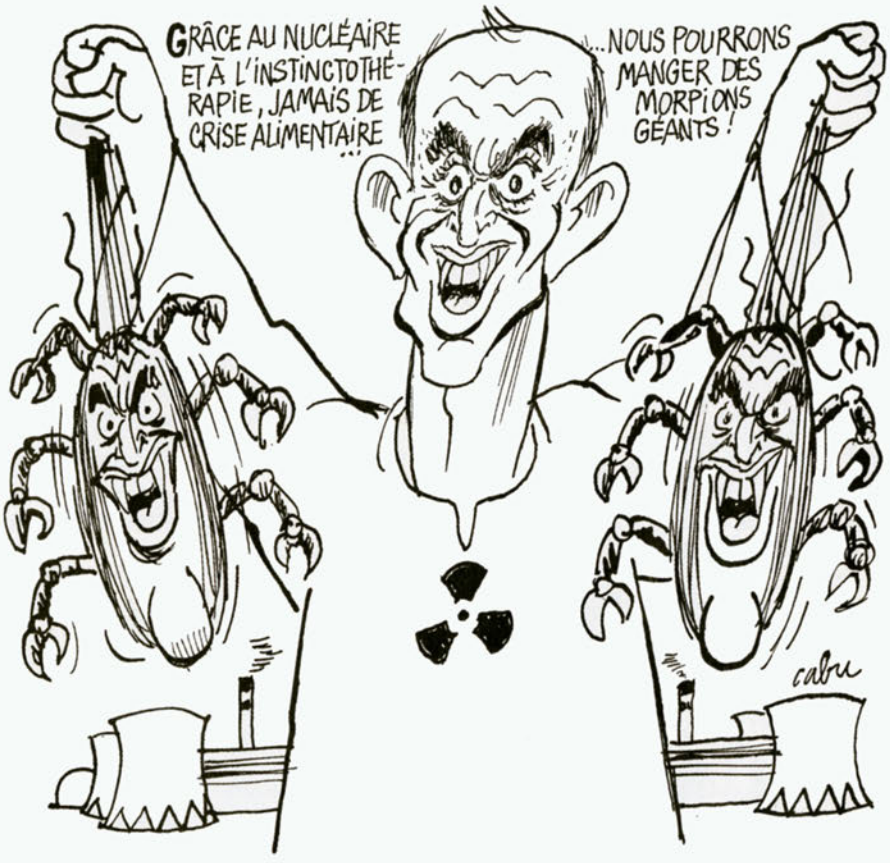
1. *Enquêtes sur la droite extrême*, Le Monde Éditions, 1992.

2. Une partie de la collection est consultable en ligne : www.larecherchedubonheur.com



BRUNO COMBY, CAROTTE CRUE ET ATOME À TOUS LES ÉTAGES

Lobbyiste, c'est un beau métier de rente. Le polytechnicien Comby défend à fond le nucléaire avec ses copains. Et ne dédaigne pas les plaisirs de la table. Et de la secte.



Total respect, car Bruno Comby est un inventeur. Exemple entre cent de sa créativité ? Le Stressomètre Comby, présenté dans le numéro de février 2010 de *Sciences et Avenir*. Compter entre 487 et 687 euros, suivant les options. Déconnons pas, *« la mesure du tremblement nerveux au repos (TNR) évalue votre niveau de stress avec précision »*. Et comme Comby est polytechnicien et spécialiste de physique nucléaire, on peut être sûr que ce n'est pas une arnaque.

Qui est ce visionnaire ? Un polytechnicien, spécialisé dans le génie nucléaire. Quand on aime, on ne compte pas : Comby a donc créé en 1996, avec ses petites mains, l'Association des écologistes pour le nucléaire (AEPN). Laquelle a entre autres nobles buts celui *« d'informer de manière complète et honnête sur les questions énergétiques, de faire connaître les avantages écologiques de l'énergie nucléaire, etc. »*.

ATOME PROTÉINÉ

Une telle disposition de l'esprit méritait bien reconnaissance. Jusqu'en 1986, Comby a été ingénieur chez EDF, où il s'occupait de la bonne marche des centrales nucléaires. L'AEPN, combien de divisions ? On n'est pas obligé de croire les proclamations de Comby, qui jure compter 10 000 adhérents, dans soixante pays, parmi lesquels le scientifique James Lovelock, auteur de la théorie dite Gaïa, mais aussi quantité d'anciens du nucléaire, souvent de très haut niveau. Citons Dominique Vignon, polytechnicien, ingénieur des Ponts, entré à EDF en 1975, qui travaillera ensuite pour Framatome et le développement du nouveau réacteur EPR. Ou Jacques Gollion, polytechnicien spécialiste du nucléaire. Ou encore, parmi les « djeuns », Delphine Plet, passée par la Cogema et Framatome.

Bon, fini de rire. Quoique. L'un des nombreux livres de Comby (*Le Nucléaire, avenir de l'écologie ?*) est préfacé d'abord par le professeur Henri Joyeux, cancérologue, UMP bon teint. Également par Jacques Fos, directeur du labo de sciences nucléaires du CNAM. Et que raconte donc Comby dans son chef-d'œuvre ? Des bricoles. Un, *« l'énergie nucléaire est plus propre qu'il n'y paraît »*. Deux, *« l'implantation d'une centrale nucléaire bien conçue ne perturbe que très peu l'environnement »*. Trois, *« les vrais problèmes écologiques sont ailleurs »*. Sauf très grosse erreur d'appréciation, Bruno Comby est un lobbyiste accompli du nucléaire. Mais il n'est pas que cela.

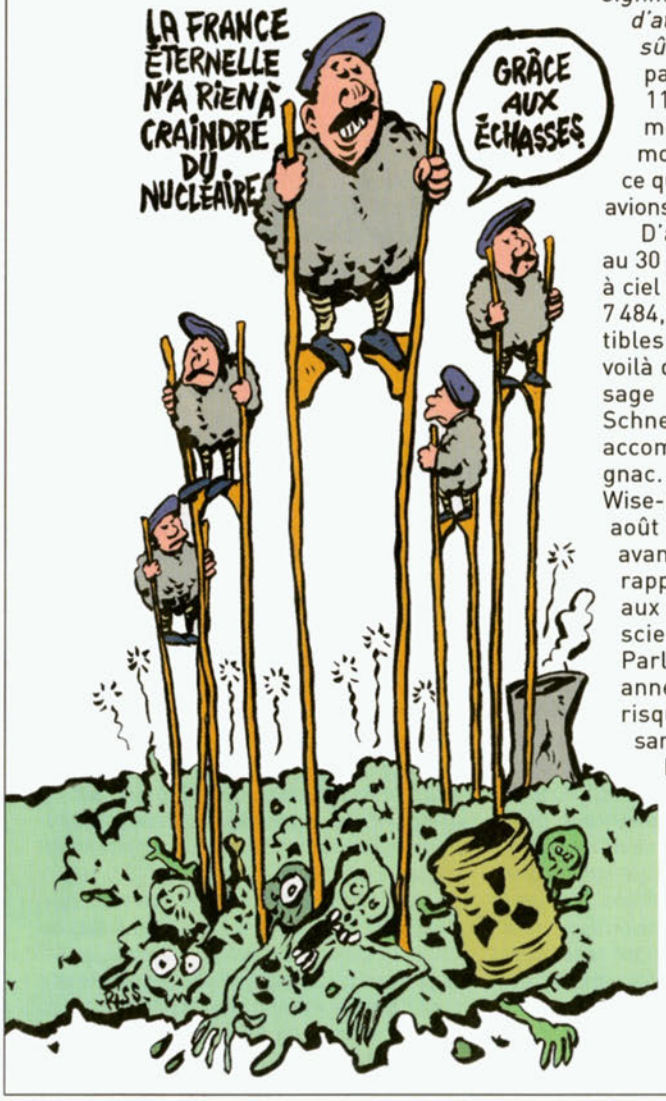
En 1984, un certain Guy-Claude Burger ouvre le Centre d'instinctothérapie, installé au château de Montramé, en Seine-et-Marne. Le gars a trouvé un truc en or en proposant à ses gogos une *« pratique alimentaire crudivore »*. Il faut payer très cher pour croquer du navet ou de la carotte crus, mais comme ça soigne le cancer, est-ce bien important ? Plus tard, Burger sera condamné à quinze ans de cabane pour « viol sur mineur de 15 ans ». Bruno Comby, adorateur du nucléaire, a été membre de la secte de Burger et a séjourné six ans à Montramé, ce qui a dû lui laisser le temps de regarder le paysage.

Il n'aura pas tout perdu, car son séjour lui a permis d'écrire un livre de plus, *Délicieux insectes*. Comme le dit la présentation, les insectes sont, un peu comme le nucléaire, *« une délicieuse source de protéines et de vitamines pour le futur »*.

UN FUKUSHIMA BIEN D'CHEZ NOUS

Ils n'ont pas le droit à l'erreur, sinon la carte de France sera redessinée à jamais. Et nous serons (peut-être) morts. Le problème, c'est que leurs statistiques et calculs sont foireux. On croise les doigts.

On va finir par croire que ces gens ne sont pas sérieux. Ce qui serait un poil embêtant. Au début de septembre 2001, deux experts d'EDF publient (revue *Contrôle*) un article sur *« la protection des centrales contre les chutes d'avion »*. Selon eux, la probabilité qu'un avion militaire ou un avion de ligne se fracasse le nez sur un réacteur nucléaire est trop faible pour qu'on puisse la prendre en compte. Citation : *« En tout état de cause, les survols constatés ne remettent pas en cause la sûreté des installations, car, vu leur très faible nombre annuel et les probabilités d'accident par vol, ils ne modifient pas de façon significative les probabilités d'atteinte des fonctions de sûreté. »* Évident, mais parfaitement con : le 11 septembre de cette même année 2001, le monde découvre à la télé ce qu'on peut faire avec des avions détournés.



D'autant qu'à la Hague, au 30 juin 2001, cinq piscines à ciel ouvert gardent au frais 7 484,2 tonnes de combustibles nucléaires divers. Et voilà que surgit dans le paysage un certain Mycle Schneider (voir page 63), accompagné d'Yves Marignac. Experts auprès de Wise-Paris, ils remettent, en août 2001, quelques jours avant les Twin Towers, un rapport au Bureau d'aide aux choix techniques et scientifiques (STOA) du Parlement européen. Une annexe lève le voile sur le risque d'un avion s'écrasant sur une piscine de la Hague. Précisé dans les semaines suivantes, le scénario estime qu'un tel événement pourrait libérer jusqu'à 67 fois la radioactivité produite par Tchernobyl.

Le lobby ricane. Lauvergeon, alors patronne d'Areva, glisse à *Paris Match* : *« Wise, organisation antinucléaire notoire, a fait un calcul de coin de table. »* Mais le gouvernement — Jospin est Premier ministre — flippe et demande aux experts officiels de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) un avis. Lequel estime que Schneider et Marignac se sont plantés en écrivant que 100 % du césium 137 contenu dans une piscine frappée par un avion se répandrait dans l'atmosphère. Au pire, selon l'IRSN, 10 % du césium repartirait dans les airs. Ce ne serait plus alors 67 Tchernobyl, mais entre 6 et 7. On respire déjà mieux, non ?

LA FRANCE SANS LE COTENTIN OU LA VALLÉE DU RHÔNE

Commentaire à ras des pâquerettes de l'ancien ministre de l'Environnement Yves Cochet, en poste en 2001 : *« Si un avion tombe sur les piscines de la Hague, avec les vents d'ouest qui ramènent toujours tout sur l'Île-de-France, vous comme moi nous ne serons plus là pour en parler »* (*Les Inrocks*, 4 octobre 2011). Ajoutons une précision : quelques semaines après le 11 septembre 2001, exactement comme s'ils prenaient au sérieux la menace, nos belles armées installaient autour de la Hague un radar et des missiles Crotale antiaériens. Avant de les retirer quelques mois plus tard, sans aucune explication. Officiellement, de nouvelles mesures ont été prises, mais il est impossible de savoir lesquelles.

Où en est-on aujourd'hui ? Fukushima a fait claquer des dents tous les spécialistes de la sécurité nucléaire. Au point que l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) a remis le 27 juin 2012 à EDF, Areva et au CEA un rapport de 300 pages lestées d'un millier de prescriptions. On ne peut entrer dans le détail, mais les demandes de l'ASN, qui s'imposent à tous, coûteront au bas mot 10 milliards d'euros au nucléaire français.

Le risque sera-t-il pour autant écarté ? Pour Areva, il n'est jamais question (areva.com) que de *« prévenir et réduire le risque d'accident majeur »*. Bernard Laponche et Benjamin Dessus ont sur le sujet un point de

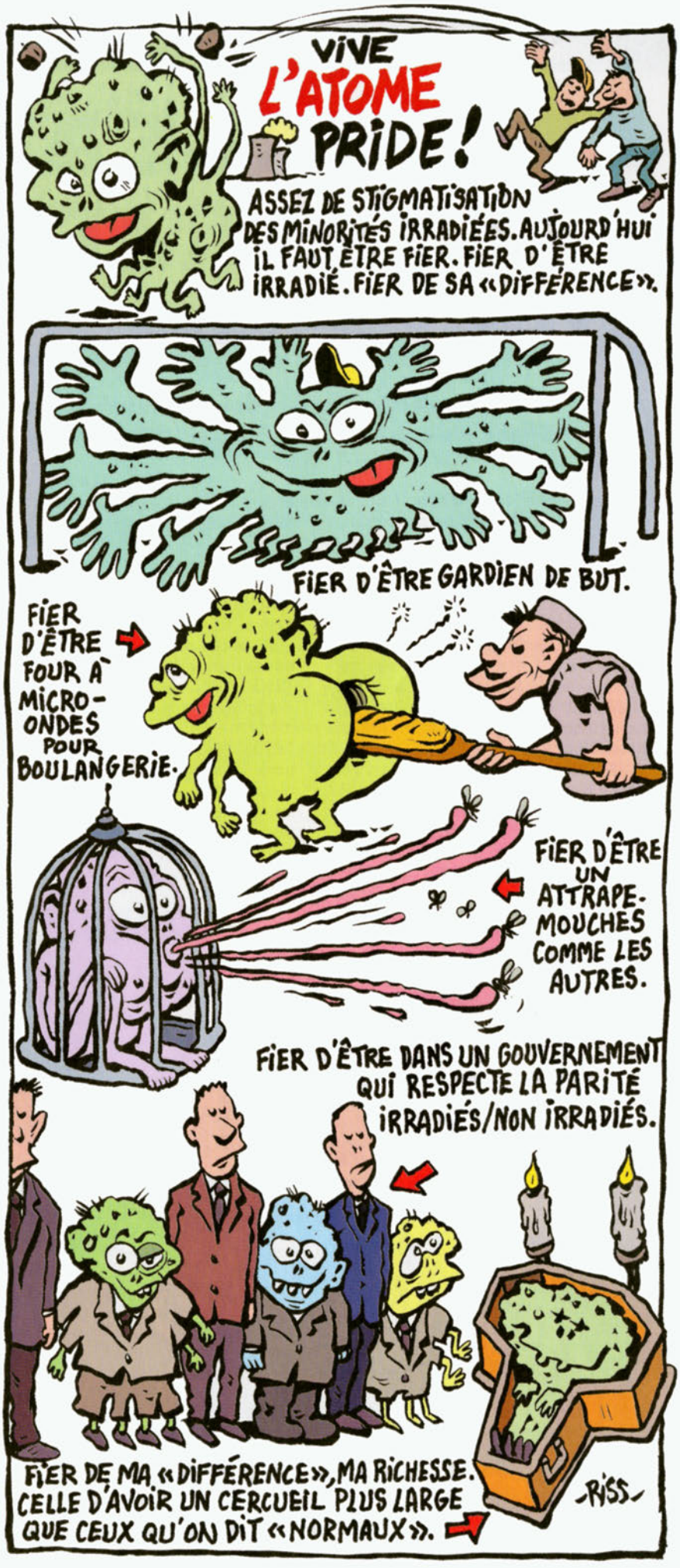


vue décoiffant. Le premier, polytechnicien, a travaillé pour le CEA avant de rejoindre la CFDT autour de Mai 68. Le second est un ingénieur de haut niveau et les deux ont multiplié depuis vingt ans analyses et parfois coups de gueule au sujet du nucléaire.

Certes, il leur est arrivé de se tromper — grossièrement — dans leurs calculs. Mais le fond de l'affaire, résumé par eux dans un article de Mediapart, c'est que l'accident reste notre horizon indépassable. De multiples dysfonctionnements peuvent se mêler : *« défaillance matérielle (milliers de systèmes électriques, électroniques et mécaniques) ; défaillance humaine* [...] *; agressions externes accidentelles (séisme, tempête, incendie, accident industriel extérieur à la centrale) ; actes de malveillance ou de sabotage, y compris informatique ; conflits armés ».*

L'accident est non seulement possible en France, mais aussi probable, quoi qu'en disent les atomistes. Laponche (*Télérama* n° 3205, juin 2011) : *« On en est déjà à cinq réacteurs détruits* [...] *sur quatre cent cinquante dans le monde,* [...]. *La probabilité théorique, selon les experts de la sûreté nucléaire, devait être d'un pour cent mille "années-réacteur"* [une année-réacteur, c'est un réacteur fonctionnant pendant un an, ndlr]. [...] *La réalité de ce qui a été constaté est trois cents fois supérieure à ces savants calculs. Il y a donc une forte probabilité d'un accident nucléaire majeur en Europe. »*

Chers amis provisoires, il faut imaginer une France sans Cotentin, sans Paris — la centrale de Nogent-sur-Seine est à 80 km —, sans vallée du Rhône. Pour commencer, et pour les siècles des siècles. Ça fait envie.



LE NUCLÉAIRE EST VRAIMENT SUR LE DÉCLIN

Avec les bonnes lunettes, l'affaire est entendue : le nucléaire est sur la défensive partout et ne sait pas s'il s'en sortira. En France, le dernier pari s'appelle EPR. Un gouffre.

Ce que c'est d'être français. Quarante ans de propagande ont bousillé le cerveau d'un pays. Ici, on discute du nucléaire avec des arguments de troisième zone, pensant le plus souvent qu'on ne peut pas se passer d'une énergie pareille. Une pignolade. La raison en est simple : un lobby d'une force singulière est parvenu à imposer un parc électronucléaire sans égal, avec 58 réacteurs en service qui produisent plus de 75 % de notre électricité.

Mais, au plan mondial, les chiffres sont d'une clarté de cristal. Le nucléaire a connu un apogée en 2002, avec 444 réacteurs nucléaires en fonctionnement, mais ces derniers sont aujourd'hui autour de 436, dont 244 — 56 % — concentrés dans quatre pays : notre France, les États-Unis, le Japon et la Russie. Le chiffre de 436 ne tient pas compte des réacteurs arrêtés au Japon après Fukushima — 50 —, car la situation n'y est pas stabilisée.

Ce n'est pas tout : 233 réacteurs étaient en construction pour la seule année 1979. De 1995 à 2007, bon an mal an, on n'a pas dépassé 35 par an. Le sursaut de 2010 — 50 réacteurs en chantier — inclut des projets anciens, relancés. Contrairement à ce que proclament les publicités d'EDF et Areva, le nucléaire mondial va très mal. Après une montée en puissance sensationnelle — grosso modo de 1960 à 1985 —, l'industrie de l'atome est entrée dans une crise dont nul ne discerne l'issue. Dans les années 1990, le nucléaire a représenté jusqu'à 18 % de la production mondiale d'électricité, avant de descendre aux alentours de 13 % aujourd'hui. Si l'on met à part une poignée de pays — la Chine, la Corée, l'Inde —, le nucléaire est en panne.

PREMIÈRE, DEUXIÈME, TROISIÈME GÉNÉRATION

L'une des conséquences sous-estimée de cette régression est le vieillissement accéléré des centrales. La moyenne d'âge des réacteurs en activité était en 2009 de vingt-six ans, très près des trente ans — parfois quarante — de durée de vie prévus au départ de la grande aventure. Et c'est bien pourquoi les nucléocrates veulent maintenant obtenir le droit d'exploiter leurs installations pendant soixante ans. Sauf que les 123 réacteurs définitivement arrêtés à la fin de 2009 dans le monde ont tenu, en moyenne, vingt-trois ans. Amis de la sécurité, bien le bonjour.

C'est dans ce joyeux contexte qu'Areva a décidé de relancer sa si belle mécanique en proposant au monde ébahi un réacteur dit de troisième génération, le Réacteur pressurisé européen (EPR, selon son acronyme anglais). Sur le papier, on atteint la perfection : sécurité sans faille et rentabilité économique sans pareille. Passons sur les critiques, innombrables, qui pointent tel ou tel problème et prenons ce mince détail : l'EPR pourra utiliser comme combustible du mox, mélange d'oxydes de plutonium et d'uranium. En cas de pépin, il



faudra donc se démerder avec un nuage de plutonium. Comme l'explique Roland Desbordes, président de la CRII-Rad (Enviro2B) : *« À becquerel égal, le plutonium est 100 000 fois plus toxique que l'iode ou le césium. »*

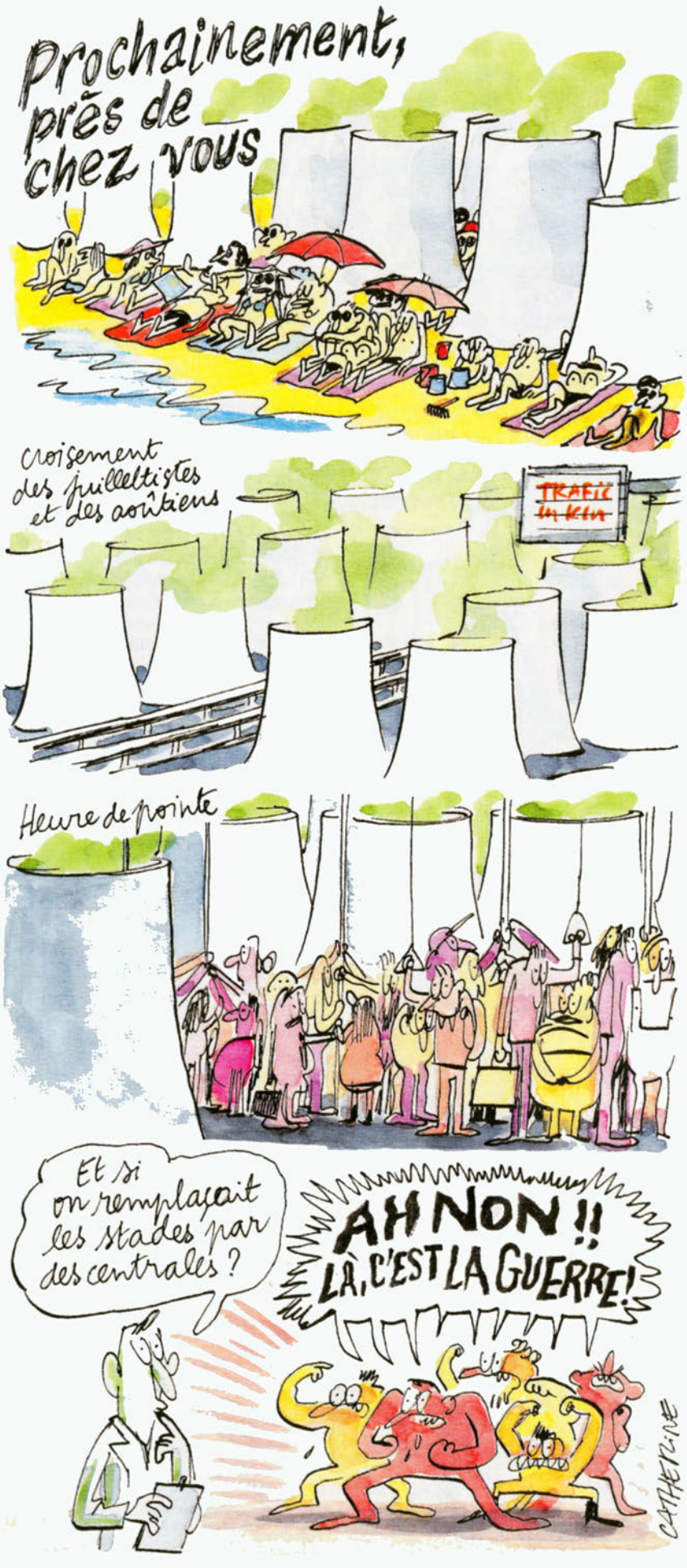
Pour Areva, il n'y a plus le choix. Pour sauver la boîte et le nucléaire *made in France*, il faut à toute force fourguer des EPR aux pays qui peuvent payer, dont la Chine et l'Inde, ciblées par des armées de commerciaux qui ne cessent de circuler entre la France, Pékin et New Delhi. D'autant que la situation financière est dégradée. Areva a dû piteusement avouer, début 2012, les pires pertes financières de son histoire. Soit la bagatelle de 2 milliards d'euros en 2011.

Mais pour vendre des EPR, encore faut-il démontrer aux gogos qu'ils marchent. Car, pour l'heure, aucun n'est en service, et pour cause. Areva a réussi en 2003 un beau coup en signant avec le finlandais TVO un contrat de 3 milliards d'euros pour la fourniture d'un réacteur EPR. Commencé en 2005, le chantier d'Olkiluoto devait être achevé en 2009, puis en 2011, puis en 2012, puis en 2013. On en est à 2014 et 6 milliards d'euros. La suite au prochain épisode.

PLUS FORT QUE LE TROU DE LA SÉCU : LE TROU DU NUCLÉAIRE

La Finlande, c'est bien, mais il fallait évidemment une vitrine en France. Sans vrai débat, Areva a pu vendre un prototype EPR à EDF, et a lancé un vaste chantier à Flamanville, dans la Manche, qui compte déjà deux vieux réacteurs nucléaires. Dès le début des travaux, en décembre 2007, c'est Guignol chaque matin. Les inspecteurs de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) décrivent dans de multiples rapports des centaines de failles. En 2008, le chantier est stoppé sur ordre de l'ASN. Le béton, le ferraillage, les soudures sont mis en cause dans des notes publiées par *Le Canard enchaîné* en août 2011. L'ASN y parle froidement de malfaçons pouvant *« porter préjudice à la qualité finale des structures »* et *« des piliers de béton percés comme du gruyère ou grêlés de nombreux nids de cailloux »*. La conception est, pour finir, mise en cause. Et, donc, la sûreté. Officiellement. Comme en Finlande, la note a d'ores et déjà été doublée, passant de 3, 3 milliards d'euros à 6 milliards. Comme en Finlande, le chantier a pris quatre ans de retard. C'est la merde, le vrai grand désastre.

Question respectueuse aux socialos au pouvoir : vous allez vraiment aider ces charlots à dilapider le pognon ?



T'AS VU LA GUEULE DE L'EXPERT ?

Pendant des décennies, l'empire nucléaire a produit ses propres experts en série. Depuis Tchernobyl et la création de la CRII-Rad, le monopole est fissuré. Mais il a de beaux restes.

Comme un pâté d'alouette. Vous prenez une alouette et vous la mélangez à un cheval. Et le cheval, c'est le monde enchanté des nucléocrates. Pour simplifier, jusqu'à la cata de Tchernobyl, les experts officiels étaient seuls au monde. En France, dès 1945, le CEA, l'armée, les Mines, les Ponts et Chaussées, EDF ont fabriqué à la chaîne des dizaines et des dizaines d'experts. Un peu comme si l'industrie de la clope avait le monopole de l'expertise sur les effets de la cigarette. Ce qui a d'ailleurs été le cas.

Mais prenons quelques exemples. Quand le journal scientifique *Science et Vie* veut ouvrir *« le grand débat »* sur l'atome en 1955 (n° 458), il choisit l'audace et interroge sur dix pages, en exclusivité, trois *« savants »*. Le premier, Maurice de Broglie, académicien, doit toute sa carrière à des travaux sur les rayons X. Le deuxième, Louis Leprince-Ringuet, polytechnicien, a été l'élève du premier, qu'il appelle son *« père spirituel »*. Académicien comme de Broglie, il est commissaire à l'Énergie atomique de 1951 à 1971, ne manquant aucune des séances du groupe informel X-nucléaire, qui regroupe les polytechniciens spécialisés dans l'atome. Au cours d'un repas, il remercie (revue *La Jaune et la Rouge*, février 1960) *« les dirigeants de l'énergie atomique, Pierre Couture et, avant lui, Pierre Guillaumat, ainsi qu'Ailleret, à l'EDF, [...] Gibrat, Baumgartner et beaucoup d'autres »*.

Le troisième personnage de *Science et Vie* n'est autre que Frédéric Joliot-Curie. Membre du Parti communiste, il crée le CEA en 1945 et supervise la construction du premier réacteur nucléaire français, Zoé. Trois personnages, un seul point de vue. Et la suite est de la même couleur.

Qui dirige la commission Peon (page 14), vrai centre du pouvoir nucléaire pendant trente ans ? Pierre Couture, polytechnicien, remercié plus haut par Leprince-Ringuet. Qui lance EDF dans l'aventure nucléaire ? Pierre Ailleret, polytechnicien et ingénieur des Ponts, directeur des études et recherches d'EDF après la guerre. Remercié plus haut par Leprince-Ringuet. Enfin, qui les commande tous ? Pierre Guillaumat (voir page 8), polytechnicien, ingénieur des Mines, patron du CEA, puis d'EDF, puis d'Elf, et au passage ministre des Armées et de l'Énergie atomique. Remercié plus haut par Leprince-Ringuet. La nucléocratie est rompue à l'endogamie.

Quelques pionniers troublent ces jours heureux. Parmi eux, les ingénieurs Benjamin Dessus et Bernard Laponche, critiques pointus du nucléaire dès les années 1970, qui continuent à en démonter les contra-



dictions au travers de la revue *Global Chance*. Et, bien sûr, les physiciens nucléaires Monique et Raymond Sené, fondateurs en 1975 du Groupement des scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire (GSIEN) et de *La Gazette nucléaire*, en 1976, qui demeure une référence. Le problème est qu'ils parlent au milieu du désert.

Tchernobyl, en 1986, va (presque) tout changer. Dans la Drôme, le marchand de tuiles Yves Sabatier et la prof de biologie Michèle Rivasi — aujourd'hui députée européenne écolo — font tester de la pluie, de la terre, du lait, et décident dans la foulée de créer la Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité, la fameuse CRII-Rad. Le monopole est brisé, et, aujourd'hui encore, les trois quarts des nucléocrates vomissent à juste titre la CRII-Rad, dirigée en 2012 par Roland Desbordes et Corinne Castanier. Que serions-nous sans elle ? Mystère. Dotée de son propre labo, elle a réalisé plus d'un millier d'études, défiant le lobby sur le terrain des chiffres, sans être prise en défaut.

LA RELÈVE DE L'ATOME

Parallèlement, un autre labo voit le jour cette même année 1986, l'Association pour le contrôle de la radioactivité dans l'Ouest (ACRO), qui réalise aussi des études indépendantes. D'autres s'engouffrent dans la brèche ouverte par la CRII-Rad : Jean-Luc Thierry à Greenpeace, Jacky Bonnemains à Robin des Bois, Mycle Schneider puis Yves Marignac à Wise-Paris, formidable agence d'information et d'études.

La relève nucléocrate est là depuis longtemps. Fils spirituel de Maurice Tubiana, ponte de la médecine et nucléocrate en chef, André Aurengo dirige le service de médecine nucléaire de la Pitié-Salpêtrière. Et il se place au premier rang de toutes les batailles en faveur du nucléaire. A-t-il franchi la ligne blanche ? En mai 2006, cet ancien administrateur d'EDF a été accusé (www.acro.eu.org/cp050506.html) d'avoir arrangé à sa sauce un rapport sur les conséquences de Tchernobyl en France.

Ultime piqûre de rappel : le 16 mars 2011, cinq jours après Fukushima, le JT de David Pujadas, sur France 2, consacre quatre minutes au nucléaire. Comme une pub d'Areva, avec en prime un invité de choix présenté par Pujadas comme un *« expert neutre »* : Jean-Marc Jancovici. Vachement neutre. Polytechnicien évidemment, il est l'auteur de cette phrase d'anthologie : *« Même si tous les vingt ans se produit un accident similaire* [à Fukushima], *le nucléaire évitera toujours plus de risques qu'il n'en crée. »* C'est pas gagné.





UN AVENIR VRAIMENT RENOUVE

Contrairement à ce que serinent les journaux pleins de pub en faveur du nucléaire, les énergies renouvelables sont notre avenir. À condition de s'y mettre enfin. Maintenant !

Ne croyez pas toutes les conneries que vous lisez sur les énergies renouvelables. Avant d'attaquer le cœur de la bête, rappelons que, selon des chiffres officiels (notamment ceux de l'Agence internationale de l'énergie), les renouvelables pèsent d'ores et déjà, au plan mondial, au moins deux fois le nucléaire.

Les systèmes énergétiques, qui reposent sur des fondations comme le bois et la biomasse dont il fait partie, l'hydroélectricité, le charbon, le pétrole, le gaz, le nucléaire, le vent, le soleil, etc., sont d'une inertie effrayante. Ils font penser aux plus lourds des pétroliers. Qu'on veuille modifier la destination, freiner ou accélérer, il faut s'y prendre tôt et ne pas espérer de résultats immédiats. Nous sommes à la merci de choix faits il y a vingt, trente ou quarante ans, et seules des décisions fortes pourraient avoir un effet visible dans une génération. C'est chiant ? Affirmatif.

Il n'est donc pas inutile de revenir sur le scénario Noé, imaginé en 1989 par Benjamin Dessus et François Pharabod. Dessus, grand ingénieur, a été patron des services techniques de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME) jusqu'en 1987, avant d'être viré par la droite. Quant à Pharabod, lui aussi ingénieur de haut niveau, il a travaillé pour EDF, dans le nucléaire.

Noé, outre que c'est le prénom d'une des filles de Dessus, veut dire Nouvelles options énergétiques. Les deux hommes y opèrent un changement complet de perspective. La manière classique de penser des énergéticiens, c'est de trouver le maximum d'énergie au prix le plus bas possible. Et que la fête commence ! Qui dit énergie surabondante dit croissance permanente et grandiose production de biens matériels, nécessitant en retour, de nouveau, un maximum d'énergie au prix le plus bas possible.

L'ARCHE BIO DE NOÉ

Pour Noé, il faut au contraire partir de l'aval et définir clairement la demande sociale, transformée ensuite en besoins énergétiques qu'il s'agit de satisfaire par diverses formes d'énergie. Cela n'a l'air de rien, mais c'est une révolution copernicienne. Bâtissant ce scénario, Dessus et Pharabod réalisent deux avancées majeures. Un, réduire la consommation globale peut coûter bien moins cher que de produire. Deux, à la différence des scénarios traditionnels, qui s'en tapent, il est fondamental d'intégrer dès le départ des contraintes. Par exemple, il faut pouvoir calculer ce que tel plan coûterait en émissions de gaz à effet de serre. Ou en gestion improbable des déchets nucléaires. En somme, il faut savoir ce qu'on veut.

Restons-en là pour la sobriété énergétique et gardons en tête que, selon les scénarios énergétiques actuels, les humains auront besoin de 25 milliards de tonnes d'équivalent pétrole (TEP) par an à partir de 2050. Ou 13 milliards, soit près de la moitié. Toute la question des énergies renouvelables est là. Si l'on continue dans la gabegie, il n'y a pas d'issue. Si l'on joue massivement sur la demande et l'efficacité des équipements, les renouvelables peuvent être une (grande) partie de la solution. L'objectif est si ambitieux qu'il est forcément incertain, mais il restera de toute façon hors de portée si des monstres comme EDF ou Areva continuent de décider seuls. La France est sans doute le seul pays au monde à connaître des plans sociaux dans l'éolien ou le solaire, dont la croissance partout ailleurs est spectaculaire. Le gouvernement précédent a consciencieusement saboté les filières renouvelables en arrêtant l'essentiel des aides publiques, cruciales en cette période d'installation. Le pouvoir actuel, rempli de nucléaristes militants, fera-t-il mieux ?

Tous les scénarios actuels de sortie du nucléaire, comme celui de négaWatt, misent en tout cas sur une explosion de l'offre d'énergies renouvelables. La France de 2050, selon négaWatt, pourrait fort bien vivre sans nucléaire tout en ayant réduit massive-



LABLE

ment ses émissions de gaz à effet de serre. Il va de soi que les prévisionnistes du CEA — l'institut I-tésé — ou l'écolo-nucléariste Jean-Marc Jancovici, avec d'autres arguments, ne croient pas une seconde à ces projections.

Mais sortons de la théorie et jetons un œil du côté de l'Allemagne voisine. On le sait, elle a décidé de fermer ses dernières centrales nucléaires en 2022, investissant massivement dans les énergies renouvelables. Le secteur pesait 370 000 emplois en 2010, soit deux fois plus qu'en 2004. Si ce rythme se maintient, les renouvelables compteront plus de jobs que la chimie dès 2020, dans huit ans. Et se rapprocheront des chiffres de l'industrie de la bagnole.

Autre détail qui a son importance : le 25 mai 2012, l'Allemagne a battu le record du monde de production d'électricité solaire. Pendant deux heures, les centrales solaires du pays ont craché 22 gigawatts de l'heure, soit l'équivalent de 20 réacteurs nucléaires tournant à plein régime. Chez nous, EDF et Areva s'emparent d'une partie du marché des renouvelables pour mieux le contrôler. Pas question d'éoliennes décentralisées ou de chauffe-eau solaires partout où c'est possible. Leur avenir : de grosses machines concentrées en quelques points du territoire. L'esprit de puissance. Le contrôle.

▸ **PORTRAIT**

MYCLE SCHNEIDER, PHILIP MARLOWE DU NUCLÉAIRE

En trente ans d'un boulot dingue, Mycle Schneider s'est imposé au plan international comme l'un des meilleurs experts du nucléaire. Le problème, c'est qu'il est contre.



Par quel bout prendre cet asticot allemand ? Commençons par le plus simple : Mycle Schneider est né en 1959, mais vit en France quand il n'est pas en Allemagne, au Canada, aux États-Unis, sans oublier Pétaouchnok, où il se rend souvent. Marqué par la puissance du mouvement antinucléaire en Allemagne, il décide de créer en 1983 un outil tout à fait nouveau : Wise. D'abord lié à une structure internationale, Wise-Paris s'en détache en 1990.

Ce qu'est Wise ? Un défi complet à l'ordre nucléaire. Une agence indépendante du lobby, diffusant à tour de bras, pour les journalistes et les institutions, des informations exclusives et des études rompant avec le monolithe formé par EDF et Areva. Installé dans le XIII[e] arrondissement de Paris, dirigé aujourd'hui par le vieux complice de Mycle, Yves Marignac, Wise est un lieu enchanté, qui croule sous des tonnes de documents dans la plupart des langues européennes, des collections d'improbables bulletins, des études parfois confidentielles et en tout cas éclairantes. Mycle Schneider, en première approximation, serait une sorte de privé de l'expertise nucléaire authentique. D'accord, il lui manque le feutre de Marlowe.

LA RÉFÉRENCE

D'année en année, Wise a assis une réputation. En trouvant des clients comme l'Unesco, le CNRS, le Parlement européen et même l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), sans jamais oublier Greenpeace. Il faut faire l'effort d'imaginer la situation : la France compte des centaines d'experts officiels du nucléaire, disposant de fonds pratiquement sans limites. La moindre faute grave aurait fatalement conduit Mycle, surveillé comme peu d'autres, au bûcher. Au discrédit. Mais, bien au contraire, Mycle n'a cessé depuis près de trente ans d'étendre son territoire. Spécialiste internationalement reconnu, il a travaillé au fil des ans pour des ministères français, belge, allemand.

Son « World Nuclear Industry Status Report », qui fait le point sur l'état de l'industrie nucléaire dans le monde, est désormais une référence. Ce gros rapport, mis à jour régulièrement, prend le contre-pied des proclamations du lobby et montre une industrie en réalité sur le déclin. Impossible de seulement résumer le travail d'une telle vie. Un point très important : le plutonium. En 1991, Mycle se rend à Tokyo pour une conférence mondiale sur le plutonium. Il devient l'ami d'un professeur de chimie nucléaire, Jinzaburo Takagi (mort en 2000), et se lance avec lui dans une enquête au long cours sur les déchets de plutonium et les convois qui le transportent de France au Japon.

En 1997, les deux hommes reçoivent ensemble ce qui est considéré comme le prix Nobel alternatif, le « Right Livelihood Award ». Décerné chaque année dans l'enceinte du Parlement suédois, il se propose *« d'honorer et de soutenir ceux qui offrent des réponses pratiques et exemplaires aux défis les plus urgents auxquels nous devons faire face aujourd'hui »*. Si ce type n'existait pas, il faudrait de toute urgence l'inventer. Le lobby doit le maudire.

CHARLIE HEBDO LES COUVERTURES AUXQUELLES VOUS AVEZ ÉCHAPPÉ







CUISINE
Sachant qu'il faut 240 000 ans au plutonium pour ne plus être radioactif et qu'il faut trois minutes pour faire un œuf à la coque, dans combien de temps vos couilles seront-elles irradiées à point ?

TROUS
On n'a pas encore trouvé de sites d'enfouissement pour les déchets nucléaires. Par contre, on a trouvé un site d'enfouissement pour les victimes du nucléaire : le cimetière.

FRENCH MADEMOIZELLE
À quoi reconnaît-on une centrale nucléaire *made in France* ? Quand elle explose, on voit sa petite culotte.

VIGILANCE
Pourquoi les centrales nucléaires françaises n'ont-elles rien à craindre des tsunamis ? Grâce aux CRS des plages.

DÉGONFLÉE !
L'Allemagne a déjà renoncé à se chauffer en brûlant des Juifs, des Tziganes, des homosexuels et des communistes, maintenant elle renonce à se chauffer en brûlant de l'uranium. Encore une reculade !

SÉCURITÉ
Après inspection des cuves des réacteurs français, on constate finalement qu'elles sont moins fêlées que les membres du CEA.

RECORD
En France, le nucléaire fournit environ 75 % de l'électricité du pays. « Mais nous sommes en mesure de fournir 100 % des cancers », s'est vanté le P-DG d'Areva.

UN CERTAIN ÉTAT D'ESPRIT
Un an après la catastrophe de Tchernobyl, l'Italie renonçait au nucléaire. Vingt-six ans après la catastrophe de Tchernobyl, la France renonce à indemniser les victimes du nuage radioactif qui a survolé le pays.

PERFORMANT !
443 réacteurs nucléaires fournissent 16 % de l'électricité mondiale. Alors qu'un seul réacteur est capable de plonger la planète dans les ténèbres pour des millions d'années.

ACCIDENT
Selon un rapport publié au lendemain du 11 septembre, un avion s'écrasant sur une piscine de refroidissement de la Hague pourrait libérer jusqu'à 67 fois la radioactivité produite par Tchernobyl. Et un chien pissant contre le réacteur numéro un de la centrale de Nogent-sur-Seine cinquante fois la radioactivité produite par Fukushima.







▸ BIBLIO

L'Escroquerie nucléaire, par les Amis de la Terre, Stock, 1975. Un bon livre qui rappelle la grande ambiance des années 1970. Totalement à charge, il commence par ces mots : *« L'atome ou l'âge des cavernes »*.

La mort s'exporte bien, par les Amis de la Terre, L'Esprit frappeur, 2002. Pour les feignasses qui veulent un tour d'horizon, cette bonne synthèse n'a qu'un tort : être vieille de dix ans.

De la bombe, par Günther Anders, Titanic, 1995. Une œuvre majeure d'un penseur majeur. Anders a écrit ce livre en 1956, à rebours de toutes les conneries de l'époque.

Silence, on contamine, de Didier Anger, 1987, autoédition. Rempli d'informations exclusives sur le nucléaire dans le Cotentin, par un acteur de premier plan. Mais pas qu'un peu bordélique.

Essais nucléaires en Polynésie, exigence de vérité. Colloque du 20 février 1999, sous la direction de Marie-Hélène Aubert et Michèle Rivasi (CDRPC, 1999). Plus de vérité dans ces témoignages d'il y a près de quinze ans que dans quarante-cinq ans de parole militaire.

Audit atomique, par Bruno Barrillot, CDRPC, 1999. L'excellent Barrillot se livre à un travail essentiel : tenter de calculer ce que l'arsenal nucléaire a coûté à la France depuis 1945. Bonbon.

Le Dossier électronucléaire, par la CFDT, Seuil, 1980. Un livre qui est aussi une butte témoin de l'époque où la gauche « de gouvernement » se posait encore des questions.

Le Nucléaire, avenir de l'écologie ? par Bruno Comby, éditions François-Xavier de Guibert, 1995. Un livre — involontairement — hilarant à la gloire du nucléaire, écrit par un polytechnicien légèrement déjanté.

Le Dossier Creys-Malville, éditions Slatkine, 1990. Une excellente synthèse du dossier, vu de Suisse. Rien à redire.

Contaminations radioactives : atlas France et Europe, par la CRII-Rad et André Paris, éditions Yves Michel, 2002. La preuve cartographique des mensonges de l'État sur le nuage de Tchernobyl.

Moruroa, notre bombe coloniale, par Bengt et Marie-Thérèse Danielsson, L'Harmattan, 1993. Un livre très documenté sur la *« colonisation nucléaire de la Polynésie française »*.

La France nucléaire, matières et sites, par Mary Byrd Davis, édité par Wise-Paris. C'est une bible de tous les endroits — connus — où le nucléaire a posé sa crotte. Écrit par une « antinucléaire », il est dans tous les bureaux officiels où l'on parle de nucléaire.

Nucléopolis, matériaux pour l'analyse d'une société nucléaire, sous la direction de Francis Fagnani et Alexandre Nicolon, Presses universitaires de Grenoble, 1979. Un livre abouti, écrit pratiquement en temps réel, sur la société française face au déferlement nucléaire.

La Gazette nucléaire, créée en 1976 par le Groupement des scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire (GSIEN), a publié 250 numéros, dont nombre sont en ligne. Une lecture proprement fascinante de trente-cinq ans de nucléaire.

Les Cahiers de Global Chance, en ligne sur le Net, sont une source d'information et de réflexion unique. Notamment créés par Benjamin Dessus et Bernard Laponche, ingénieurs tous les deux, ces cahiers emmerdent d'autant plus les nucléocrates qu'ils savent parler leur langue. En beaucoup mieux.

Le Complexe atomique, par Bertrand Goldschmidt, Fayard, 1980. Il s'agit d'une *« histoire politique de l'énergie nucléaire »* depuis 1945 par l'un de ses acteurs principaux, nucléocrate de très haut vol. Intéressant.

Tchernobyl, conséquences en France, j'accuse ! Par Jean-Michel Jacquemin-Raffestin, Le Sang de la Terre, 2002. Un livre bourré de révélations sur la contamination par le nuage de Tchernobyl, mais vraiment mal édité, et du coup difficile à lire.

L'Énergie nucléaire en 110 questions, par Claude Mandil et le ministère de l'Industrie, 1996. Connais tes ennemis. Mandil, dans le rôle du nucléocrate qui a réponse à tout. Instructif.

La Filière nucléaire du plutonium, par Jean-Pierre Morichaud, éditions Yves Michel, 2002. Pour enfin en savoir un peu plus sur cet *« atome sorti de l'enfer »*.

Les Cendres de Superphénix, par Jacques Neirynck (Desclée de Brouwer, 1997). C'est un roman, mais qui attire irrésistiblement. Écrit par un professeur émérite de l'École polytechnique de Lausanne, il prend comme point de départ ce qui n'est pas arrivé : l'explosion de Superphénix.

Une énergie antinucléaire, par Jocelyn Peyret, aux éditions ACL, 2012. Le récit, à la première personne, d'un permanent du réseau Sortir du nucléaire. Comme si on y était. Comme si on était un preux chevalier.

Le Nucléaire, une névrose française, par Patrick Piro, Les Petits Matins, 2012. Piro connaît bien son affaire et donne un épatant petit livre qui évoque la plupart des grandes questions du nucléaire. Dont celle-ci : *« À quand la sortie ? »*

Les Barons de l'atome, par Peter Pringle et James Spigelman, Le Seuil, 1982. Un grand livre sur les dessous de la nucléocratie, hélas un peu vieux.

La Babel nucléaire, par Louis Puiseux, Galilée, 1977. Un livre de mise en perspective indispensable, écrit avant que le nucléaire engloutisse tout.

Les Nucléocrates, par Philippe Simonnot, Presses universitaires de Grenoble, 1978. Stupéfiante radiographie de la commission Peon, qui a décidé seule du programme nucléaire français pendant des décennies. Une série d'entretiens qu'il faut lire, malgré le temps écoulé.

L'Industrie nucléaire, sous-traitance et servitude, par Annie Thébaud-Mony, EDK et Inserm, 2000. Un travail exceptionnel sur les sacrifiés du nucléaire. Les salariés des petites boîtes et les intérimaires qui bossent dans les centrales nucléaires.

La Presqu'île au nucléaire, par Françoise Zonabend, Odile Jacob, 1989. Une étude de terrain, parfois hallucinante, sur la manière dont les habitants de la Hague « voient » l'usine de retraitement.

En finir avec le nucléaire, pourquoi et comment, par Benjamin Dessus et Bernard Laponche, Le Seuil, 2011. Une vision complète, par deux des meilleurs connaisseurs de la question énergétique en France.

CHARLIE HEBDO

L'ESCROQUERIE NUCLÉAIRE

Achetez, volez *Charlie* et enfermez la télé à double tour. Éternellement jeune, tout comme le nucléaire, l'équipe de *Charlie* saute à pieds joints sur EDF, Areva et tous les petits salopards qui nous ont légué 58 réacteurs nucléaires. Au programme, des histoires, des révélations, des coups de projecteur dans les coins les plus sombres de l'industrie la plus folle de tous les temps.

Embarquez ! et n'oubliez pas vos pastilles d'iode. Ça ne sert strictement à rien, surtout au milieu du grand bordel d'une catastrophe, mais ça fera plaisir à notre belle Autorité de sûreté nucléaire (ASN). Embarquez ! et n'allez plus vous plaindre de ne pas être au courant. Ce hors-série de *Charlie* contient tout ce qu'il faut savoir pour détester les atomistes associés. À punaiser partout où c'est possible.
Et même ailleurs.



N°7H - 6 €
L 14092 - 7H - F: 6,00 € - RD

France métropolitaine : 6 € - DOM-TOM : 7 € (DOM avion et TOM avion) - Belgique et Luxembourg : 7 € - Suisse : 12 CHF - - Canada : 13 $ CAN

IMPRIMÉ EN FRANCE

www.charliehebdo.fr